



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries août 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

Deux sujets de causerie, demain plus d'infos à partir de l'actualité. Je n'ai reçu aucun courriel depuis que le site a changé de formule, à croire que tout le monde s'en fout, dont acte. Entre nous, j'espère que rien ne vous surprendra dans le cours des choses ? Et ce n'est qu'un début !

1- Après le congrès de la CGT finances publiques.

Je voudrais bien que le responsable du groupe qui publie CPS nous explique comment il analyse le refus des militants du POI de voter une motion qui appelle au retrait de la contre-réforme des retraites, pour finalement voter la motion de la direction de la CGT Finances publiques qui n'appelle pas au retrait, tandis que le POI appelle au retrait par ailleurs. Quelle explication donner au comportement des militants du POI de la CGT finances, telle est ma question.

Ce n'est pas à moi d'échafauder des hypothèses, ce sont les camarades de ce groupe qui étaient en première ligne sur cette question, c'est donc à eux de nous fournir une réponse, sinon à quoi bon nous fournir cette information ? Quand on met le doigt dans un engrenage, il faut aller jusqu'au bout, sinon cela ne sert strictement à rien, j'ajouterais qu'à défaut de répondre à cette question, ils fournissent un prétexte à leurs contradicteurs qui auront le bon rôle d'affirmer qu'ils n'ont pas suivi le déroulement des événements et qu'ils n'ont rien compris, pour un peu ils leur permettent de prétendre qu'ils se livrent à un procès d'intention à l'égard du POI en tentant de retourner la situation en leur faveur, d'où la nécessité de répondre à cette question.

J'ai évidemment une idée sur les intentions réelles du POI, mais je préférerais que CPS nous fournisse sa propre interprétation avant de vous livrer la mienne.

2- Sur la situation politique, très rapidement.

Combien de fois des militants n'appartenant pas aux milieux les plus défavorisés de la société, intellectuels ayant passés leur existence à se gargariser de grandes phrases auxquelles ils n'avaient jamais rien compris et s'érigeant à la première occasion en procureurs à l'instar de leurs maîtres à penser tout aussi médiocres, m'ont traité de gauchiste pour m'en prendre violemment au pouvoir en place quand je traitais Sarkozy de dictateur notamment, j'exagérais forcément et je n'étais pas le seul dans ce cas-là, tous les militants de l'avant-garde ouvrière qui avaient reconnu au premier coup d'oeil dans ce personnage minable et dangereux un représentant du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, de l'aristocratie financière, comment les dirigeants de leur cher parti (le PT à l'époque) pouvaient-ils s'abaisser à demander audience à un

dictateur, impensable voyons, le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire était tout à fait fréquentable selon eux.

J'avais avec d'autres militants une longueur d'avance sur ceux qui aujourd'hui se rendent compte que Sarkozy était bien la copie conforme de Le Pen. Et lorsque j'ai qualifié les dirigeants de l'UMP de nazillons, ce n'était pas pour me distinguer ou pour me livrer à une surenchère langagière ou démagogique, mais seulement pour indiquer quelle orientation politique l'UMP serait forcément amenée à prendre dans les années à venir dans un contexte social dominé par la crise du capitalisme, et que dans ces conditions la rupture des relations avec le gouvernement et les institutions s'imposait immédiatement aux organisations syndicales et aux partis ouvriers, rupture qu'aucun n'envisage encore à l'heure actuelle notez-le bien, le POI organise en ce moment même des délégations en direction des préfets qui ont pour tâche principale de relayer sur le terrain la parole venimeuse du flic-président.

Le devoir de l'avant-garde du mouvement ouvrier n'est pas de suivre (impuissant) le cours des événements ou de commenter l'actualité après coup, mais d'indiquer aux travailleurs quelle orientation va prendre le régime en fonction du développement probable de la situation sur le plan économique, social et politique en France et à l'échelle mondiale, pour les armer théoriquement et politiquement, les organiser en vue des prochains affrontements entre les classes dans la perspective du combat pour la prise du pouvoir, la question de l'Etat et du pouvoir politique transpirant quotidiennement à travers toutes les initiatives prises par le chef de l'Etat depuis son élection (et avant), ce dont les dirigeants des partis ouvriers se sont efforcés volontairement de minimiser, d'occulter ou de nier conformément au petit-bourgeois qui sommeille en eux, qui effarouché par la tournure des événements préfère attendre de se retrouver le dos au mur pour réagir, quand il est alors trop tard la plupart du temps, envoyant le prolétariat et son avant-garde se faire massacrer inutilement...

Quand on est incapable de caractériser avec précision la nature sociale du régime politique en place et qu'on s'en tient à des généralisations du type nous sommes sous un régime bonapartiste ou qu'en guise de clarification politique on se contente d'affirmer que le capitalisme et les institutions sont en crise depuis plus d'un demi-siècle, il paraît normal que l'on soit aussi incapable de définir une stratégie pour les combattre ou proposer une issue politique aux travailleurs à la crise du capitalisme, l'inexistence d'un puissant parti révolutionnaire ancré dans les masses traduisant à elle seul l'ampleur de l'incurie politique de nos dirigeants depuis plus de 60 ans.

Pour avoir analysé la nature sociale de la candidature de Sarkozy à l'élection présidentielle dès qu'elle fut annoncée, avant même que la dernière crise du capitalisme éclate, j'avais prévu qu'il serait amené à mettre en oeuvre une politique ultra droitière, les militants peuvent le vérifier en consultant les articles que j'avais écrits à cette époque et qui figurent toujours dans le site. L'orientation politique développée aujourd'hui par Sarkozy ne tient pas particulièrement à sa personnalité, il a été choisi par ses pairs pour conduire cette politique antisociale et répressive parce qu'il semblait être le plus qualifié pour la mener jusqu'au bout (contrairement à Chirac et au courant qu'il incarnait au sein de l'UMP), ce qu'il ne cesse de répéter comme vous l'aurez remarqué, ils l'ont choisi parce que c'était lui qui incarnait le mieux l'alliance de l'Etat et de la Bourse ou des marchés, la subordination totale de l'Etat aux besoins du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain et chinois, à l'Union européenne, ainsi ils ont estimé qu'il serait le meilleur président pour défendre les intérêts de l'aristocratie financière ce qui impliquait d'engager une guerre sans fin contre la classe ouvrière et l'ensemble de ses droits dans tous les domaines.

Qu'il en arrive à empiéter (sur) ou liquider les principes universels de la démocratie n'a rien d'étonnant, cette étape s'inscrit logiquement dans le prolongement des rapports qu'il a voulu imposer au mouvement ouvrier et que les dirigeants syndicaux ou des principaux partis se réclamant de la classe ouvrière se sont empressés d'accepter, poussant toujours plus loin la collaboration de classes au point de perdre leur indépendance de classe par rapport à l'Etat (capitaliste), mais ne parvenant pas malgré tout à museler totalement le mouvement ouvrier et le prolétariat pour faire passer sa contre-réforme des retraites et les conséquences de la crise du capitalisme, il en vient à tenter de dresser les différentes couches du prolétariat les unes contre les autres pour affaiblir la résistance de la classe ouvrière, pour la diviser et créer un climat délétère dans le pays dont il espère encore tirer profit pour terminer son oeuvre de démolition, le tout dans la perspective des élections présidentielles de 2012, bien que cette question soit finalement secondaire.

Nous savions pertinemment que rien n'était acquis définitivement sous un régime capitaliste et qu'il fallait sans cesse combattre pour conserver nos droits sociaux et politiques, mais pour avoir cessé consciemment de mener ce combat dans la perspective du renversement de ce régime et du socialisme, nos dirigeants portent une énorme responsabilité dans la situation actuelle. Si quelque part je me suis réjoui de l'élection de Sarkozy après avoir appelé au boycott de l'élection présidentielle, je pensais que la situation politique se dégraderait rapidement avec un tel hystérique à la tête de l'Etat, par contre je n'imaginai pas que les différents courants ou tendances qui constituaient l'avant-garde du mouvement ouvrier continueraient de se déchirer entre eux ou de s'ignorer comme s'il ne s'était finalement rien passé avec l'élection de Sarkozy, un président en remplaçant un autre, pas de quoi en faire un plat en quelque sorte, le train-train habituel, la routine dans laquelle la plupart des militants sont englués depuis des décennies quand ils ne sont pas totalement sclérosés.

Demain, vont-ils appeler à constituer un front unique avec les partis pourris tels le PS, le PCF ou le PG, les démocrates et les républicains, pour sauver la démocratie comme ce fut le cas en Espagne en 1936 avec le résultat que l'on sait, au lieu de se rassembler pour engager la bataille pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire constitués des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant pour renverser les institutions et avancer sur la voie de l'expropriation du capital ?

Camarades nous allons payer très cher le prix fort de toutes ces décennies d'opportunisme, de révisionnisme du marxisme, ce refus de se situer sur le terrain des intérêts collectifs et fondamentaux du prolétariat. On nous dit que Sarkozy est revenu aux "fondamentaux" de sa campagne électorale, serons-nous capables de revenir aux principes fondamentaux du marxisme, du socialisme ? Telle est la question à laquelle chacun doit répondre immédiatement, sans délais, on ne peut accepter aucun prétexte ou argument pour s'y soustraire ou se défilier.

Nos dirigeants seront-ils capables d'avoir une réaction salutaire qui permettrait de rassembler l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui éclatée dans une multitude de partis, tendances, courants, groupes ou comités ? Voyez-vous, l'histoire finit toujours par nous rattraper un jour ou l'autre, il arrive toujours un moment où l'heure de vérité finit par sonner, faisons en sorte qu'elle sonne le glas des institutions et du capitalisme.

On a bien entendu dans un passé récent certains dirigeants affirmer que le capital nous avait déclaré la guerre, mais force est de constater que jusqu'à présent pour répondre à cette déclaration de guerre qui depuis s'est largement transposée dans les faits, ils n'y ont pas répondu par une déclaration de guerre à un degré équivalent, ils s'en sont tenus à des déclarations qui ne sont jamais traduites sur le plan organisationnel dans les faits. On attend donc qu'ils prennent l'initiative d'un appel au rassemblement de tous les militants révolutionnaires qui se réclament du socialisme, de l'ensemble des travailleurs qui veulent en finir une fois pour toute avec Sarkozy et son gouvernement, avec les institutions de la Ve République et le capitalisme. Nous soutiendrions sans condition un tel appel à partir du moment où son orientation constituerait une rupture nette et sans appel avec l'ordre établi et s'inscrirait dans la perspective de la constitution d'un Etat ouvrier.

Le 2 août

Caractérisation précise du régime actuel.

"Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un "sauveur" couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. La société bourgeoise a traversé plus d'une fois de telles périodes, mais cela n'a été pour ainsi dire que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le Fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un "pont" entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un "régime personnel", qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante: il suffit de donner cette définition pour que le terme de bonapartisme soit pleinement fondé." (Bolchevisme contre stalinisme - Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique - Léon Trotsky)

En période de déclin ou de crise du capitalisme, de politiques ouvertement antisociales, de crise politique et de réaction sur toute la ligne, *"les contradictions de classes (deviennent) particulièrement aiguës"*, et le bonapartisme est parvenu jusqu'à présent par *"empêcher l'explosion"*, la question est de savoir comment il s'y prend. Diviser, opposer les différentes couches sociales du prolétariat entre elles, matraquer les unes, soulager les autres, l'ensemble pour le compte de la classe dominante.

Si l'Etat s'est en partie délesté de sa fonction de régulateur social collectif en limitant ou réduisant la part revenant aux budgets des ministères à vocation sociale, dans le même temps, il a veillé à faire en sorte que la majorité des couches les plus pauvres de la population ne soient pas plongées dans la misère extrême par l'intermédiaire du financement public d'une multitude d'organisations caritatives, qui prennent en charge une partie des besoins élémentaires que ces couches ne peuvent pas ou plus satisfaire par leurs trop faibles revenus, en quelque sorte, il subventionne la pauvreté dont il est responsable, pour qu'elle demeure à un niveau supportable sur le plan social pour ces couches du prolétariat et sur le plan politique pour assurer la stabilité du régime.

L'Etat tient à la fois le rôle d'incendiaire et de pompier face à ces couches les plus pauvres : d'un côté, alors qu'il porte l'entière responsabilité de la pauvreté il prétend le contraire, mieux il affirme la combattre, de l'autre, à défaut de mieux il fait en sorte que ces couches soient en mesure de satisfaire leurs besoins élémentaires à coups d'allocations, exonérations d'impôts, d'aides en tous genres par le biais d'associations qu'il finance. Le capitalisme joue de son côté le même double rôle en proposant aux plus pauvres des marchandises à bas prix et de moindre qualité (développement des magasins alimentaires hard discount) pour qu'ils aient l'impression de continuer de vivre comme avant.

Dans les deux cas, l'Etat, dans son discours pour ce qui est de sa responsabilité dans la pauvreté, dans la pratique pour ce qui est de la gestion des conséquences de sa politique antisociale, se place au côté des plus pauvres les mettant ainsi dans une situation de dépendance permanente vis-à-vis de l'Etat qui par ses bienfaits les soustrait à une situation bien pire et qu'il ne leur souhaite pas évidemment, pas plus que leur situation actuelle qu'il regrette volontiers la main sur le coeur. Retirez les allocations, les exonérations d'impôts et supprimer les aides fournies par les organisations caritatives et vous avez des millions de prolétaires réduits à la misère et à vivre dans la rue. L'Etat ne peut pas se le permettre sous peine de déclencher une guerre civile ou une révolution.

Cette largesse si l'on peut dire de l'Etat envers les plus pauvres a un prix, et comme l'Etat n'entend pas taxer davantage les plus riches, il faut bien qu'il trouve l'argent quelque part pour financer la stabilité politique du régime, il ne lui reste plus qu'à s'en prendre aux autres couches du prolétariat et à la petite-bourgeoisie.

Il y a quelques semaines environ je ne sais plus quel ministre a sorti qu'il fallait cesser de taxer les ménages des classes moyennes dont les revenus se situaient dans une tranche allant de 1.400 à 4.500 euros nets par mois. J'ignorais que cette tranche de revenus des ménages

correspondait aux couches (plutôt que classes) moyennes. Cela signifie qu'un couple au Smic et percevant des allocations logements, familiales ou autres appartient à cette couche de la population.

Je ne prétends pas qu'il faille prendre pour argent comptant ce qu'a dit ce ministre, ce n'est pas non plus parce qu'il a dit une chose qu'elle serait forcément erronée ou qu'il faudrait forcément en prendre le contre-pied, il a mis la barre un peu basse à mon avis, peu importe pour ma démonstration, on aura compris qu'il voulait parler des ménages qui disposent de revenus leur permettant de faire face à des besoins qui sortent du cadre des dépenses ou charges incompressibles, en attendant cela confirmerait qu'une grande partie du prolétariat dispose de revenus lui permettant encore de vivre normalement malgré la crise, dans des conditions plus difficiles qu'hier certes, ce qui expliquerait que cette couche intermédiaire du prolétariat qui est la plus nombreuse ne se mobilise pas massivement pour défendre ses droits sociaux, aussi longtemps qu'elle est en mesure de payer pour compenser la disparition des services publics ou la hausse des prix.

Ce ministre mentait effrontément quand il affirmait qu'il fallait cesser de taxer ces couches du prolétariat, car ce sont les seules que l'Etat peut mettre à contribution à défaut de s'en prendre au capital pour augmenter ses recettes et financer la pauvreté. Là où il rencontre un sérieux problème, c'est avec la jeunesse qui refuse d'être sacrifiée et de devoir vivre dans un état de frustration ou de pauvreté permanent, elle refuse cette injustice quand d'autres font étalage quotidiennement de leur richesse et qui plus est entendent lui donner des leçons de morale, ce qui d'une certaine manière constitue une provocation de trop envers la jeunesse et peut se traduire ainsi : si les privilégiés sont en plus des escrocs et qu'ils se soustraient à la loi, pourquoi ne leur ressemblerions-nous pas, le risque de se faire prendre en plus, mais au point où nous en sommes...

Là où les adultes acceptent de vivre dans un état d'indigence et d'assistés permanent tout en respectant l'ordre établi, les jeunes recourent facilement à des moyens individuels, discrets, plus rapides et en dehors de toutes institutions, violents et illégaux, pour assurer la satisfaction de leurs besoins qui sont parfaitement légitimes.

Pour tirer une conclusion provisoire de ce chapitre, on peut affirmer que nous sommes en présence d'une société en décomposition sans rien avoir apporté de plus à l'analyse superficielle que l'on faisait de cette société il y a déjà quelques décennies ou plus loin encore dans le passé, car la situation que nous venons de décrire existait déjà il y a un demi-siècle ou même dans les années 70, le chômage en moins, mais pour ce qui est de la pauvreté, elle était aussi étendue qu'en 2010 ou pire encore.

Quand on nous explique qu'hier encore on pouvait vivre même pauvre de son travail, tout dépend de ce qu'on entend par là, ce sont des gens qui n'ont jamais côtoyé de près la pauvreté qui tiennent ce discours ou parce qu'ils n'y ont jamais été confrontés eux-mêmes, en réalité il a toujours existé des millions de travailleurs pauvres dans ce pays, on en parlait autant qu'aujourd'hui si ce n'est plus, mais voilà nos dirigeants ont la mémoire courte ou sélective semble-t-il. Il en est de même de la xénophobie, du racisme, des discriminations envers les minorités, les jeunes, les femmes, etc.

Il y en a ainsi qui passent leur temps à refaire le monde tous les quatre matins en comptant sur l'amnésie générale qui frapperait les générations les plus âgées, tandis que les plus récentes baigneraient dans une profonde ignorance du passé, comme si les unes et les autres avaient toujours vécu on ne sait où quelque part en dehors de la société, n'en auraient jamais rien su ou n'auraient jamais eu les moyens de s'informer sur ce qui se passait réellement dans la société, bref, en dehors des dirigeants de ce pays et ceux des partis ouvriers qui savent forcément de quoi ils causent, nous serions un peuple inculte et ignorant à qui on peut raconter n'importe quelles balivernes ou servir des discours politiques éculés et cent fois réchauffés en imaginant que nous allons y adhérer.

En réalité les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets, à ceci près que ceux-ci sont amplifiés parce que les besoins de la population n'ont cessé de croître au fil du développement du capitalisme, ce qui se traduit quand on ne peut pas les satisfaire par une accentuation du degré de frustration qui ne porte plus uniquement sur des produits de bases nécessaires à la survie quotidienne, avoir un toit, de quoi s'alimenter et se vêtir pour ce qui est de l'essentiel, mais sur des biens d'équipement ou de consommation courante qui sont devenus indispensables pour la population, comme la voiture, le réfrigérateur, la télévision, les vacances ou les loisirs, et demain l'ordinateur, le téléphone portable, etc.

Ces besoins nouveaux, on les retrouve dans le coût de la force de travail qui a augmenté au fil des ans. Le salaire que perçoit le travailleur correspond à ce qui est nécessaire au renouvellement de sa force de travail qui est incarné à son tour par l'ensemble de ses besoins et leur coût. Réduire le coût du travail engendre donc une réduction équivalente des besoins du travailleurs, on dit que son niveau de vie stagne ou diminue, qu'il dispose de moins de moyens pour consommer, que son pouvoir d'achat baisse. Là encore très souvent il peut palier cet inconvénient, par exemple en se passant de dépenses superflues, en reportant à plus tard le remplacement de certains biens, voiture ou téléviseur, il peut également recourir au marché de l'occasion ou aux soldes qui se sont développés dans tous les domaines, bref, il peut facilement se donner l'impression d'avoir conservé le même niveau de vie avant de se poser des questions politiques et de remettre en cause l'ordre établi qui en vaut bien d'autres encore pires à travers le monde.

On s'aperçoit ici que notre prolétaire en dehors des situations extrêmes s'en tire encore bien sur le plan matériel. C'est ce que pense tous les ménages qui disposent de deux revenus quel que soit leur niveau, ce que pense celui ou celle qui vit seul avec environ 1 500 euros net par mois tous revenus confondus. Quant aux plus pauvres, ils ne sont pas tous logés à la même enseigne non plus, certains se retrouvent à payer des loyers qui les étranglent littéralement, tandis que d'autres sont pour ainsi dire logés gratuitement ou presque. Oui, cela peut surprendre, j'ai deux exemples à vous donner pour l'illustrer.

Mon épouse Magueswary qui est handicapée et qui vit à Aubagne proche de Marseille, vient de se voir proposer un T2 pour 50 euros par mois, elle paie actuellement 40 euros pour un T1. Une de ces copines d'origines indiennes comme elle et qui a 5 enfants vit dans une HLM T5 et son loyer lui revient à 90 euros par mois, il n'y a pas d'erreur vous avez bien lu. Magueswary vit uniquement de son allocation handicapée, soit 700 euros par mois. En 2010, elle aura envoyé en Inde 2 000 euros auxquels il faut ajouter 1 400 euros pour deux voyages Marseille/Chennai (ex-Madras). Elle est partiellement nourrie par les Restos du coeur et le Secours populaire, et pour ce qui est des vêtements, des meubles, de la TV, etc. elle a tout obtenu en très bon état pour une poignée d'euros auprès des mêmes associations. Et comme elle est pauvre, c'est le médecin qui lui fournit gratuitement les médicaments qui ne sont plus pris en charge par la CMU. Voilà une femme heureuse de vivre en France ! Elle ne travaille pas et ne le peut pas, mais j'ose un parallèle, vous comprenez maintenant quel intérêt les patrons ont à avoir une telle main d'oeuvre à la portée de la main dont les besoins se réduisent à peu de choses ? Je n'insisterai pas sur ce sujet, c'est une question qui vous dépasse apparemment, on est dogmatique ou on ne l'est pas.

Je ne me suis pas attardé sur les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie, en l'absence de conscience politique elles réagissent de la même manière que les autres couches du prolétariat qui parviennent encore à s'en sortir : temps qu'il s'agit de payer et qu'on le peut pour satisfaire nos besoins, pas de quoi fouetter un chat ou se mobiliser, si avec l'argent on peut tout acheter et qu'on en a encore suffisamment pour vivre confortablement tout va bien ou presque, étant donné que la consommation ou l'accumulation de biens matériels est devenue leur seule raison de vivre, certes la société est de plus en plus pourrie, violente, nauséabonde, injuste, mais quand on est enfermé dans son bureau, dans sa bagnole ou dans sa baraque, on ne pense plus à ce qui existe au dehors, ce qu'on voit à la télévision ou sur l'écran de l'ordinateur, c'est comme un mauvais film qui ne nous concerne qu'indirectement ou pas du tout...

Il faut que les gens soient frappés où cela fait mal pour qu'ils réagissent, dit-on, c'est-à-dire au porte-monnaie. Sur le plan de la conscience politique on est encore au ras du caniveau. C'est aussi le refus de revenir à une situation antérieure où l'on vivait plus mal qu'aujourd'hui qui peut favoriser la mobilisation de certaines couches d'exploités. En Inde, il y a encore 20 ans, très souvent on s'éclairait avec une lampe à pétrole, dans 9 maisons ou cabanes sur 10 il n'y avait aucun appareil fonctionnant à l'électricité, pas de téléviseur, pas de réfrigérateur, pas même de ventilateur, j'ai connu la feuille de palme que l'on agitait pour se rafraîchir un peu, aujourd'hui quand les coupures de courant s'enchaînent on assiste à des scènes d'émeutes parce qu'on ne peut plus suivre notre feuilleton préférée à la télé ou que le ventilateur ne fonctionne pas !

Pour finir, le seul gros problème du régime pour le moment c'est la jeunesse, insouciant, impatient, indomptable et imprévisible, provocatrice ou audacieuse... Elle défie l'autorité de l'Etat, elle ne se reconnaît pas dans les institutions, elle a horreur des injustices et des inégalités, elle rejette les discours moralisateurs du parvenu qui gouverne le pays, des va-t-en-guerre qui assassinent le peuple afghan ou qui soutiennent les bourreaux du peuple palestinien.

Elle refuse d'être surexploitée par des négriers des temps modernes assoiffés de profits, elle veut tout de suite et elle a parfaitement raison, ce droit est légitime. En réalité la jeunesse montre la voie à suivre aux partis ouvriers dans son rejet, sa rupture avec le régime en place, mais ces derniers préfèrent s'en accommoder pour tenter de sauver ce qui est déjà perdu d'avance, leur dignité et la confiance qu'ils pourraient inspirer en prime.

Pour comprendre à quoi correspond l'arrivée au pouvoir du "*régime personnel*" qu'incarne Sarkozy, s'en tenir au rôle des appareils qui soutiennent le régime est pour le moins réducteur, c'est confondre le mouvement ouvrier avec l'ensemble de la classe qu'il est très loin de représenter et d'organiser de nos jours. On peut aussi se gargariser de formules pour finalement confondre la théorie et la réalité. En réalité, c'est l'inexistence d'un parti capable de gagner la confiance de larges masses et d'entraîner (d'unifier) le mouvement ouvrier dans le combat contre le pouvoir en place, c'est dans l'absence de ce parti que se cristallise l'ensemble des contradictions de la situation actuelle, dans la mesure où face à un gouvernement le plus antisocial des 50 dernières années et son rejet par la majorité des masses laborieuses, aucun parti n'est capable de proposer une perspective politique au-delà ou en dehors des institutions de la Ve République et du système capitaliste, autrement dit, bien que la situation porte en elle la négation du régime actuel, il n'existe aucun parti pour l'incarner ou en tout cas aucun parti n'est reconnu comme tel par le prolétariat. On pourrait ajouter d'où la crise qui secoue tous les partis.

On poursuivra cette analyse plus tard. Aujourd'hui on a vu qu'il ne fallait pas confondre les conditions objectives du capitalisme qui sont plus que mûres pour passer au socialisme, c'est la théorie retenue jusqu'à présent, avec celles auxquelles les masses sont confrontées et qui ne le sont pas pour la majorité d'entre elles, ainsi que les conditions subjectives où la manière dont elles interprètent les conditions objectives auxquelles elles sont confrontées qui ne sont pas mûres non plus.

Demain peut-être nous aborderons l'orientation du capitalisme mondial. Vous ne l'avez peut-être pas remarqué mais on entend dire de plus en plus souvent que la crise est passée, les Bourses sont dans le vert, les multinationales et les banques engrangent les profits, c'est la vérité, dans quel contexte on le sait aussi, un chômage de masse dans de très nombreux pays, mais sur quoi repose au juste cet optimisme des marchés ?

Le 4 août

J'ai reçu une réponse du principal responsable du groupe qui publie CPS à propos de l'intervention des militants du POI au congrès de la CGT finances publiques. Il m'a également transmis une lettre d'un militant démissionnaire du CCI-POI qui a rejoint leur groupe. Avant de la

mettre éventuellement en ligne et évoquer le contenu de son courriel, je dois le contacter, donc à suivre.

Je terminerai mon article sur le front unique dans quelques jours. Entre temps vous aurez eu le temps de lire (et étudier) les brefs articles de Trotsky que j'ai mis en ligne récemment et qui traitent directement ou indirectement du front unique et du gouvernement ouvrier, ainsi vous pourrez juger le contenu de mon article en connaissance de cause ou dans de meilleures conditions, mon objectif n'étant pas d'avoir absolument raison ou de manipuler qui que ce soit, ce dont chacun pourra juger librement sur pièce.

Nous poursuivons maintenant la causerie du 2 août.

- Hitler fut nommé chancelier du Reich en 1933 par Hindenburg. S'il fustigera les capitalistes comme on lance un os à ronger à un peuple désemparé et affamé, ce sera pour le compte des industriels Krupp, Siemens et Cie. qu'il gouvernera en contrepartie de leur soutien à la dictature fasciste, tandis qu'ils alimenteront la machine de guerre nazi qui broiera les peuples en Europe et en Afrique du Nord...

- Sarkozy sera en 2007 le candidat désigné des Bolloré, Bouygue, Bettencourt, Pinault et Cie., de la Bourse et de l'aristocratie financière, pour amplifier la guerre contre les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière, il profitera des droits exceptionnels et antidémocratiques que lui confère la Constitution bonapartiste de la Ve République pour renforcer son pouvoir personnel, si nécessaire en modifiant la Constitution, pour finalement agir comme un dictateur une fois placés aux postes clés de l'Etat et de la magistrature des partisans de sa politique liberticide et répressive tournée contre le prolétariat, particulièrement contre ses couches les plus faibles, en les désignant à la vindicte publique comme les responsables de la dégradation de la situation devenue délétère du fait de sa politique antisociale...

Le PS, PCF, PG, les Verts, la LDH, le MRAP, etc, demandent plus de moyens à Sarkozy pour lutter contre "l'insécurité" et la délinquance, plus de flics et encore plus de lois liberticides au bout du compte, ils font le jeu de Sarkozy, mais aucun de ces philistins n'entend s'attaquer à l'origine sociale du problème qui conduit à la situation nauséabonde que nous connaissons aujourd'hui, car cela nécessite de liquider les institutions de la Ve République et de s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce que ni les uns ni les autres ne tiennent vraiment.

Dans un contexte économique mondial défavorable aux économies de pays comme la France, cette situation devrait empirer dans les mois et années à venir. Pour qu'il en soit autrement dans le cadre du régime capitaliste, il faudrait que le développement économique des pays émergents et le niveau de vie de leurs population aient rejoint celui de la France ou que l'orientation du capitalisme mondial actuellement favorable aux pays en développement prenne fin pour parvenir à une sorte d'équilibre entre l'ensemble de ces pays. Mais cet équilibre précaire ou impossible à se réaliser totalement en réalité ne sera qu'une façade fragile ou temporaire dans un monde dominé par l'anarchie et la concurrence entre capitalistes.

Cela ne ferait pas disparaître pour autant les contradictions du capitalisme, au contraire, au bout du compte cela ne ferait que les renforcer à partir du moment où la source de la main d'oeuvre bon marché dans le monde se tarira et que l'ensemble de la population mondiale revendiquera l'accès pour tous aux mêmes besoins que les classes dominantes, chaque Etat capitaliste devra se retourner contre son propre prolétariat pour s'assurer le meilleur niveau de compétitivité sur le marché mondial qui sera en proie à une concurrence plus féroce que jamais.

Rien de changer en quelque sorte serions-nous tenté de dire, à ceci près que cette guerre qu'ils devront livrer contre le prolétariat sera généralisée à l'échelle de la planète, permanente et atteindra un niveau inconnu à ce jour. Les prolétaires de tous les pays seront logés à la même enseigne, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui lorsqu'un ouvrier du textile au Bangladesh perçoit un salaire de 33 euros par mois, un ouvrier en France reçoit un salaire minimum net de 900 euros environ.

Sur le plan politique, les capitalistes de tous les continents tenteront de s'entendre et d'ériger un gouvernement mondial pour neutraliser politiquement le prolétariat et prévenir toute révolution, une fois dissoutes les institutions politiques de chaque Etat ou réduit leur pouvoir au profit d'une institutions aux prérogatives tentaculaires à l'échelle mondiale, il sera devenu difficile, voire impossible de renverser l'ordre établi ou d'avoir prise à partir d'un seul pays sur le pouvoir en place qui sera omniprésent et nulle part à la fois, insaisissable pourrait-on dire...

Il nous reste encore du temps, deux ou trois décennies avant que les pays émergents d'aujourd'hui aient rattrapé les pays comme la France, beaucoup plus, un siècle, peut-être plus, avant que l'ensemble des pays du monde aient atteint le même niveau de développement et un niveau de vie équivalent. Il est évident que dans un premier temps l'ensemble des pays les plus développés continueront de profiter de la position de faiblesse des autres pays afin de retarder le moment où ils devront s'en prendre violemment à leur propre prolétariat en dernier recours. Si des guerres seront toujours envisageables, elles n'auront plus le même caractère (d'annexion) qu'autrefois et s'avèreront de plus en plus ruineuses pour ceux qui les entreprendront.

On peut donc concevoir deux nouvelles étapes dans le développement du capitalisme qui correspondent à son orientation actuelle. Une première étape que l'on peut diviser en deux, la première partie correspondant au développement de la Chine à brève échéance maintenant, la seconde à celui des nouveaux pays dits émergents une ou deux décennies plus tard, quant à la seconde étape qui s'étendrait forcément sur une période plus longue et qui procéderait par palier, verrait l'ensemble des pays aboutir à un niveau de développement comparable à l'échelle de l'humanité.

J'ai employé le futur dans la première partie de ma démonstration et le conditionnel dans la seconde pour bien marquer qu'à l'heure actuelle on ne voit pas comment le prolétariat sans parti communiste et sans Internationale pourrait s'opposer au cours suivi par le capitalisme

mondial, encore moins prendre le pouvoir, il faut bien être lucide, ce qui ne signifie pas pour autant que notre combat soit perdu d'avance car chaque nouvelle étape du développement du capitalisme s'accompagnera de tensions extrêmes entre les classes et de nouvelles crises et sera donc lourde de menaces pour son existence, le prolétariat sera-t-il alors capable de se doter d'une nouvelle direction au cours de la lutte des classes des décennies à venir, le destin de l'humanité toute entière en dépend, si maintenant on n'a pas confiance dans sa capacité à s'élever au niveau de cette tâche historique, autant dire que le socialisme n'était qu'une magnifique utopie.

Pendant près d'un siècle les pays capitalistes dominants ont conservé leur statut tout en freinant le développement d'autres pays à travers le monde, mais finalement ils n'ont pu assurer leur survie qu'en se résignant à participer à leur développement afin d'étendre toujours plus le marché mondial, c'est une des contradictions du capitalisme à laquelle ils ont dû se plier et c'est loin d'être la seule.

Les capitalistes se font la guerre entre eux, mais ils sont condamnés à s'entendre pour assurer la survie du système capitaliste. On insiste souvent sur la concurrence à laquelle ils se livrent, on insiste moins sur la notion de monopole qui a marqué l'orientation du capitalisme mondial depuis le début du XXe siècle et qui devrait encore se renforcer à terme, même si provisoirement avec l'arrivée de nouveaux capitalistes sur le marché la concurrence a encore de beaux jours devant elle.

Sur le plan politique. Le développement du capitalisme sur tous les continents nécessite un minimum de démocratie dans tous les pays pour assurer la stabilité politique et la paix sociale afin que la classe dominante puisse vaquer tranquillement et durablement à ses affaires, alors que l'orientation actuelle du capitalisme mondiale, qui conduit à une guerre sans fin contre le prolétariat, est incompatible avec l'existence de la démocratie qu'incarne la reconnaissance des droits politiques du prolétariat qui s'exprime à travers son droit à s'organiser en syndicats et partis indépendants des institutions en place. En Amérique Latine, les pays comme le Brésil ou la Bolivie notamment ont commencé vraiment à se développer une fois qu'il fut mis fin aux dictatures militaires. Objection : et au Chili ? Au Chili, une fois liquidée l'avant-garde du prolétariat, sous la dictature de Pinochet l'économie s'est développée de façon très inégale comme l'a révélé le séisme qui a frappé récemment ce pays, par ailleurs, le régime militaire profitera discrètement de la neutralité ou de la collaboration de classe de la social-démocratie et des staliniens qui permettra aux capitalistes d'exploiter tranquillement le prolétariat.

La démocratie, une nécessité et un obstacle politique à la fois qui se traduit par l'encombrante reconnaissance de la lutte des classes. C'est une autre contradiction du capitalisme cette fois sur le plan politique qu'il réussit à contenir en corrompant et achetant littéralement les dirigeants du mouvement ouvrier, qui ont cessé depuis longtemps de subordonner le combat du prolétariat à son émancipation du capital, au combat pour le socialisme.

En guise d'épilogue sur le plan politique.

En 2010, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, aucun parti n'est capable de proposer un projet de constitution dans la perspective de la liquidation de la Ve République, aucun parti ne défend les valeurs du socialisme et n'inscrit son combat dans la perspective d'une société sans classe et sans Etat, aucun parti ne relie les revendications transitoires dites aussi démocratiques bourgeoises au programme de la révolution socialiste, le terme même de révolution est banni de la bouche de leurs dirigeants, aucun parti ne pose directement la question du pouvoir politique ou de l'Etat, plus aucun parti n'est capable de traduire concrètement auprès des travailleurs en quoi l'existence d'un Etat ouvrier changerait leur existence, l'expression même d'Etat ouvrier a totalement disparu de leurs discours ou de leurs programmes, ce qui revient finalement à interdire toute issue politique au prolétariat, à le livrer pieds et mains liés au capital, et à soutenir ce dernier ainsi que le régime politique qui incarne ses intérêts.

Ajoutons que toute référence à la marge ou les jours de fête au marxisme par nos dirigeants n'a plus qu'une valeur purement symbolique, quand elle ne sert pas de puissant repoussoir à la jeune avant-garde révolutionnaire du prolétariat qui cherche à s'organiser dans un véritable parti communiste, du fait de la politique opportuniste ou contre-révolutionnaire qu'ils mettent en pratique quotidiennement. Tous les repères théoriques essentiels ont été abandonnés au profit d'un aventurisme sans lendemain, l'éclectisme est devenu la règle et se traduit par la réhabilitation frauduleuse de théories que l'on croyait disparues depuis la Commune de Paris ou la révolution d'Octobre ou par un amalgame de différentes théories que tout oppose, tous les courants du mouvement ouvrier étant mis sur le même pied d'égalité, l'opération consiste à produire une politique aux contours mal définis, sans objectif ou orientation précise, de telle sorte que la critique ne puisse pas avoir d'emprise sur elle, et que ceux qui malgré tout y adhèrent par ignorance ne se rendent pas compte de cette mystification infâme, cynique et criminelle...

Etait-ce une fatalité ? On se refuse à l'envisager, mais il faut bien admettre que jusqu'à présent le prolétariat a été incapable de se doter d'une nouvelle direction politique, il se retrouve donc dans les pires conditions envisagées par Trotsky pour affronter directement son ennemi de classe, et l'on ne voit pas par quel miracle il pourrait sortir vainqueur des prochains combats qui s'annoncent décisifs. Comme disait Marx à défaut d'éléments auxquels se raccrocher pour demeurer optimiste, à défaut d'une compréhension aigüe du développement historique du capitalisme qui conduit infailliblement au socialisme, Trotsky dira plus brièvement qu'on a le droit de douter (mais pas d'abandonner le combat), il nous reste la foi -le terme est de Marx, dans la capacité de la classe ouvrière à surmonter les multiples obstacles qui se dressent sur le chemin de son émancipation et du socialisme.

En désespoir de cause dans un registre plus à la portée de tous les militants, on peut toujours se dire que notre expérience des rapports sociaux en vigueur n'est pas différente que celle qu'en font quotidiennement les masses laborieuses, qu'il n'existe aucun motif valable qui permettrait d'affirmer que des millions de travailleurs n'emprunteront pas un jour le chemin qui nous a conduit au socialisme, rien ni personne n'auraient pu affirmer au cours de notre enfance ou de notre adolescence qu'un jour nous acquièrerions le niveau de conscience politique qui est le nôtre aujourd'hui, dans ce sens, oui tout est possible, oui tout demeure possible, je ne sais pas si c'est ce que voulait dire Marx en

parlant de foi, je pense sans le trahir lui avoir donné un contenu matérialiste et dialectique qu'il n'aurait sans doute pas renié.

L'homme a créé Dieu parce qu'il n'existait pas, par contre les hommes ou les femmes que nous sommes existent bel et bien en dehors de l'existence de Dieu ou sans avoir besoin de sa bénédiction pour exister, alors camarades, ayons donc foi en nous-même et le reste suivra ! L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, n'est-ce pas, gravons-nous cette formule dans le cerveau et commençons par l'appliquer à nous-même, mais ne nous leurrions pas, ce n'est pas gagné d'avance, travaillons-y inlassablement avec persévérance dans tous les domaines quotidiennement, quoi de plus fabuleux dans la vie que de briser jour après jour les chaînes de l'ignorance qui nous emprisonnent depuis notre naissance, il n'existe rien d'équivalent au monde, c'est le meilleur exemple que nous puissions fournir aux travailleurs que nous rencontrons pour qu'ils avancent lentement mais sûrement sur la voie qui mène à la libération de la servitude humaine qu'incarne l'exploitation de l'homme par l'homme. Renoncer à ce combat, c'est déjà périr ou se dire que notre sort nous condamne à vivre éternellement dans l'obscurité ou la médiocrité, qui peut s'y résoudre, aucun d'entre nous.

Oui notre idéal (humaniste) se situe au-delà de ce que le commun des mortels peut s'imaginer aujourd'hui, et alors, serait-ce une raison valable pour l'abandonner ? Certainement pas, au contraire, plus l'humanité semble s'en éloigner, plus il n'en a jamais été aussi proche. Il lui reste à le réaliser, c'est tout, c'est une entreprise titanesque, certes, souvenez-vous ce que nous avons dit précédemment, tout est possible, alors oui nous vaincrons tous les obstacles qui nous en séparent encore aujourd'hui ! En attendant, ne nous gargarisons pas trop de formules, ce ne sont finalement que des pense-bêtes destinés à l'espèce animale que nous sommes et qui ne demande qu'à évoluer au-dessus de sa condition d'esclave, et oui, il faut bien garder les pieds sur terre et commencer par regarder la réalité en face, c'est le prix à payer pour gagner un jour le royaume de la liberté et non des cieux !

Ne vous posez pas la question de savoir si vous en profiterez un jour personnellement, elle doit en agiter plus d'un parmi vous inconsciemment, si, si, dites-vous bien qu'en menant ce combat vous en profitez déjà et que pour le coup c'est une réelle bénédiction, non pas des Dieux mais du génie humain. Vous voyez, vous voilà avec une nouvelle étiquette, et pas n'importe laquelle s'il vous plaît, je ne plaisante pas en plus. Osez abandonner un tel statut et c'est l'enfer assuré, là aussi je suis sérieux. En vieillissant on voit ses parents ou ses proches disparaître les uns après les autres, j'aurais pu prendre l'exemple du peintre Bernard Buffet ou de l'intellectuel Claude Lévy Strauss que j'ai encore à l'esprit, qui à l'approche de la mort ont souffert un martyr intérieur qu'ils ont parfois extériorisé en poussant d'abominables soupirs car la force leur manquait déjà pour hurler d'effroi, non pas par crainte d'affronter la mort ou de quitter à regret ce monde ou des êtres chers, mais tout simplement pour avoir entrevu un bref instant qu'ils n'avaient rien compris ou presque à l'existence, alors qu'ils avaient passé leur temps à se convaincre justement du contraire. Quel destin cruel ! Je vous garantis que cela fait réfléchir. Bon, en ce qui me concerne je vous avouerais en toute simplicité que je n'en avais pas vraiment besoin, mais tout de même, chaque fois que l'on assiste à cette épreuve ou qu'on vous en rapporte un témoignage, il y a comme un frisson qui vous parcourt le corps de la tête au pieds comme si on avait besoin de s'assurer qu'on est encore bien vivant et qu'il nous reste un peu de temps pour se remettre une dernière fois en question, dès fois que...

Demain ou les jours suivants, nous continuerons cet article et nous aborderons la question des conditions objectives sous l'angle du développement du capitalisme mondial en entrant davantage dans les détails. J'ai listé quelques facteurs qui en feront partie :

- la machine capitaliste ne doit pas s'arrêter de produire, la population ne doit pas cesser de consommer pour que les capitalistes empochent leurs profits ;
- la production toujours à l'origine de la plus-value, du profit et de l'exploitation ;
- dans les pays où le capitalisme est le plus développé, l'économie repose à plus de 70% sur la consommation ;
- créer en permanence des besoins nouveaux auxquels correspondent des marchandises nouvelles ;
- l'endettement à tous les niveaux de la société par le biais de l'accès au crédit, toujours pour consommer ;
- investir dans la recherche et l'innovation pour demeurer dans le peloton de tête des pays dominants ;
- l'écologie ou l'économie verte, le contraire de l'économie des matières premières, un gigantesque gaspillage de forces productives ;
- la population mondiale va continuer de croître amplifiant les contradictions du capitalisme ;

Nous reviendrons également sur la question du pouvoir personnel qu'incarne aujourd'hui Sarkozy, qui ne date pas d'hier, mais depuis que la société est divisée en classes sociales et que l'Etat existe.

Je tiens à préciser que pour produire ces causeries en un temps extrêmement limité, elles sont rédigées chaque jour en quelques heures, vous aurez compris que je n'ai pas le temps de consulter des ouvrages traitant des sujets abordés, d'où certaines imprécisions qui à mon avis n'en altère pas la portée. Je prends un risque que j'assume, si je m'apercevais que j'avais commis une erreur grossière, je vous en informerais immédiatement comme je l'ai toujours fait dans le passé.

J'ai eu le temps de préparer quelques infos en bref. J'ai laissé de côté les infos internationales.

Soldats d'exception, flics assassins.

1- Sahel.

Contrairement à ce qu'ils ont affirmé, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner était bien en train de négocier les conditions de la libération de Michel Germaneau avec le groupe se revendiquant d'Al-Quaïda au Sahel lorsqu'il a décidé de lancer son raid sur une de ses bases, ce

qui a précipité les événements et entraîné la mort de monsieur Germaneau, dont la responsabilité est à porter au compte de Sarkozy et son gouvernement.

2- Grenoble

Mort du jeune braqueur Karim Boudida tué par un policier de la BAC. Selon les témoignages recueillis sur place auprès de plusieurs habitants du quartier présents sur les lieux au moment des faits, "*le jeune homme était à terre à côté du véhicule ayant servi au braquage, une balle dans le pied, incapable de fuir, tandis que son complice s'était enfui. Aucune sommation n'aurait été faite avant le deuxième coup de feu, mortel celui-ci.*"

Il semblerait que la BAC ait refusé l'accès au Samu. Le corps aurait été laissé au sol plusieurs heures sans même qu'on n'ait pris la peine de le recouvrir d'un drap ou d'une couverture."

On peut donc en déduire qu'il a été froidement assassiné par la police du flic-président.

Décryptage. Manipulation. Il en faut pour tout le monde.

1- A bas la jeunesse !

Voici le titre d'un article de *Libération* du 2 août : *Un quart des jeunes conducteurs prêt à rouler sans permis.*

Et cet article de commencer ainsi :

"Plus d'un quart des jeunes conducteurs sont prêts à rouler sans permis. C'est ce qu'il ressort d'un sondage de l'institut CSA pour Volvo, concernant les 15-24 ans et détenteurs d'un permis B ou AL (conduite des deux roues de moins de 125cm3) publié mardi matin."

Spontanément un raccourci : Incroyable mais vrai, 25% des jeunes ne respectent décidément plus rien, pas même la loi, et sont donc assimilables à des délinquants en puissance. Bref, il y a bien quelque chose de pourri dans cette jeunesse, quand on vous le dit ma brave dame qu'il faut les avoir à l'oeil, mieux les encadrer, les matraquer, les enfermer si nécessaire pour garantir le maintien de l'ordre public... Gageons que cette information aura été reprise en boucle ce mardi par tous les médias.

Et voilà ce qu'on pouvait lire à la fin du paragraphe suivant dans une formule laconique :

"Un chiffre à nuancer. Selon la Prévention Routière, seul 2 à 3% de personnes en France conduisent sans permis." (libération.fr 02.08)

"2 à 3% de personnes", donc adultes compris. Cela signifie qu'en réalité le nombre de jeunes conduisant sans permis seraient 10 fois inférieur au chiffre indiqué précédemment et qui portait seulement sur une intention et non un fait avéré, chiffre qui malgré tout avait été retenu pour faire le titre de cet article.

Gageons là encore que la plupart des commentateurs aux ordres n'aurent retenu que le premier chiffre fourni par ce rapport fabriqué de toutes pièces, histoire de monter encore une fois les différentes générations les unes contre les autres, une partie de la population contre une autre, les adultes contre les jeunes, de la même manière que le gouvernement s'emploie à livrer à la vindicte publique à tour de rôle différentes minorités qui seraient finalement responsables de tous les maux de la société et non la survie du capitalisme.

2- A bas les vieux !

Voici le titre d'un article du *Figaro* du 3 août : *Le boom annoncé de la délinquance des seniors.*

Ce n'est pas un canular.

Et de présenter ainsi cet article : "*Un rapport officiel conclut à une augmentation «mécanique» liée au vieillissement de la population.*"

«Aussi choquant que cela puisse paraître, le vieillissement de la population a vocation à entraîner une augmentation quasi automatique de la délinquance des seniors»". Ce constat est issu d'un rapport du Centre d'analyse stratégique placé directement auprès du premier ministre.

Diabole, mais alors si c'est "*mécanique*", c'est qu'il s'agit d'un engrenage, d'une machine infernale que personne ne pourra plus arrêter, un nouveau fléau qui va s'abattre sur la société, c'est grave, la paix civile est menacée, il faut prendre des mesures d'urgence...

Plus loin on pouvait lire :

"(...) *cet organisme affirme que «si les personnes âgées de plus de 60 ans ne représentent pour l'instant que 2,13 % des mis en cause par les services de police, ce pourcentage devrait augmenter de manière mécanique dans les prochaines années»*". Et attention "«*Et ce ne sont pas de fébriles vieillards qui cachent chez eux la marchandise sous la contrainte d'un gang de jeune qui les menace. Ils trafiquent délibérément, souvent pour améliorer substantiellement leur retraite*», précise un fin connaisseur des dossiers", selon le journal du parti de l'ordre.

2,13%, voilà un chiffre significatif, impressionnant, inquiétant même, surtout qu' «*un habitant sur cinq est âgé de 60 ans ou plus*», mais «*cette proportion passera à un sur trois en 2050*», rendez-vous compte de la menace que représente potentiellement pour la société cette couche de la population laborieuse.

Tous suspects où quand l'Etat policier fait appel à la dialectique.

A l'aube une graine de délinquant va voir le jour et s'épanouir, en partie à l'ombre, le reste du temps au soleil, et quand viendra le crépuscule les nuages s'amoncelleront de nouveau au dessus de sa tête avant de tirer sa révérence à l'astre bienveillant, qui telle la société, lui aura réservé un fabuleux destin qu'il n'aura malheureusement pas été capable d'apprécier à sa juste valeur, et ce cycle se reproduira sans cesse, s'amplifiera sous la protection d'un ange gardien...

Les jeunes habités par une insouciance à caractère pathologique pouvant dégénérer en tendance criminogène veulent tout tout de suite et sont prêts à faire n'importe quoi pour l'obtenir, tandis que les vieux seraient prêts à passer à l'action pour obtenir ce que la société leur a refusé toute leur vie. Normal en quelque sorte, non ? On ne vient pas au monde pour vivre éternellement dans la frustration et l'on n'a pas envie de quitter leur vieux monde comme on y est entré. Une réaction désordonnée certes, compréhensible, salutaire tout de même.

En fait, ces gens-là, la classe dominante et ses représentants, détestent tout ceux qui ne leur ressemblent pas, exceptés toutefois les individus totalement soumis à l'ordre établi. La cupidité ou la soif du profit porte en elle la haine de toutes les couches du prolétariat du jeune au vieillard qui se fait voleur ou trafiquant pour tout simplement satisfaire un besoin ou survivre.

Un régime corrompu ? Woerth de nouveau sur la sellette.

Eric Woerth est intervenu en 2008 alors qu'il était ministre du Budget pour obtenir un dégrèvement fiscal de 27 millions d'euros sur la succession du sculpteur César, affirme le quotidien Libération à paraître mercredi.

Libération reproduit des extraits d'une lettre datée du 24 avril 2008 et signée d'Eric Woerth qui, selon le journal, "démontre sans ambiguïté qu'Eric Woerth a fait peser tout le poids de sa fonction pour obtenir un dégrèvement fiscal" sur cette succession.

Cette intervention aurait eu lieu après des "pourparlers avec l'exécuteur testamentaire du sculpteur", Alain-Dominique Perrin, président de la Fondation Cartier pour l'art contemporain, "comptant par ailleurs parmi les grands donateurs de l'UMP", affirme *Libération*. (Lepoint.fr 03.08)

Endettez-vous !

Le gouvernement veut créer un "prêt à taux zéro renforcé" sans condition de ressource, déclare Christine Lagarde. (Reuters 03.08)

Que font les syndicats dans la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ? Réponse.

Les tarifs réglementés de l'électricité en France augmenteront au 15 août de 3% en moyenne pour les ménages et de 4% à 5,5% pour les entreprises, annoncent les ministères de l'Ecologie et de l'Economie.

La facture d'électricité avait augmenté de 2,3% en moyenne en août 2009 (+1,9% pour les ménages et +4 à 5% pour les entreprises), de 2% en 2008 et de 1,1% en 2007.

Les tarifs sont révisés chaque année au 15 août et fixés conjointement par les ministères de l'Ecologie et de l'Economie après avis consultatif de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Mais après la forte hausse du prix du gaz (5%) début juillet, cette augmentation des tarifs d'électricité risque de ne pas passer auprès des consommateurs. (Reuters 03.08)

Le 8 août

J'ajouterai un complément au document que j'ai mis en ligne hier dans un ou deux jours.

La capitulation du POI devant les appareils de la CGT, de FO et de la FSU en moins de trois mois vaut bien cela ! Pour un parti qui ose se dire "*indépendant*"... Pour un parti qui ose marteler qu'il défend farouchement l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, force est de constater qu'on est bien face à une entreprise de mystification (entre nous, qui date l'air de rien du milieu des années 40 !), dont sont évidemment victimes en premier lieu les militants du POI qui ne sont pas encore complètement embrigadés par leurs dirigeants.

Comment comprendre que le POI vote contre une résolution présentée par des militants appelant au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites pour voter une résolution de l'appareil lors du congrès de la CGT finance qui n'appelle pas au retrait ?

Comment comprendre que le POI vote contre une résolution présentée par des militants appelant au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites pour voter une résolution de l'appareil lors du congrès de la FSU qui n'appelle pas au retrait ?

Comment comprendre que le POI vote une résolution de la direction confédérale de FO, tandis que Mailly se prononce ouvertement pour une augmentation de la CSG comme si c'était aux travailleurs de payer, au nom sans doute de "*l'équité* chère à Woerth et Parisot ?

Comment comprendre que pendant ce temps-là les militants de base du POI se démènent pour rassembler l'ensemble des syndiqués sur la position du retrait ?

C'est à ces questions que le texte mis en ligne tente de répondre et que celui des jours prochains complètera.

Le 10 août

J'essaierai autant que possible de continuer les infos en bref une ou deux fois par semaine en fonction du temps que je pourrai y consacrer.

Tous républicains : de l'UMP au POI !

Dans l'éditorial du numéro 109 d'*Informations ouvrières* D. Gluckstein s'en prenait à tous les partis siégeant au Parlement de l'UMP au PCF, qui horreur et damnation avaient osé prétendre qu'"*un vrai débat parlementaire*" avait eu lieu sur les retraites, sans avoir rappelé auparavant que sous la Ve République le Parlement était aux ordres du Bonaparte (et son gouvernement) qui trône au Palais situé rue du Faubourg Saint-Honoré, pour finalement terminer ainsi : "*Des institutions de la Ve République, anti-ouvrières et antidémocratiques, il n'y a rien à attendre pour qui veut défendre et préserver les droits de la classe ouvrière*". D. Gluckstein entamerait-il un tournant à "gauche" ? Vérifions-le immédiatement.

Et alors, que fallait-il en déduire ? Mystère camarades ! Rien, absolument rien, vous restez sur votre faim, son analyse s'arrête à mi-chemin, le pire procédé qui soit comme le soulignait Trotsky je crois, qui précisait qu'à partir de là chacun pouvait en donner l'interprétation qu'il voulait et écrire la suite à sa convenance, ce qui revenait à frayer la voie à toutes les versions opportunistes possibles.

Provenant du POI embourbé dans des contradictions sans fin ne nous étonne pas, car il est impossible pour un parti dit ouvrier de définir une politique qui satisfasse à la fois des militants se réclamant du trotskisme et de la révolution socialiste et des adhérents petits-bourgeois républicains ou démocrates opposés au renversement du régime et toujours inféodés à l'idéologie bourgeoise.

Nous allons donc suppléer à cette carence et écrire la suite pour nos camarades du CCI-POI particulièrement et l'ensemble des militants :

Effectivement, il n'y a rien à attendre du Parlement sous la Ve République, plus généralement le prolétariat n'a absolument rien à attendre de l'Etat capitaliste quel que soit sa Constitution ou la forme de ses institutions, son gouvernement, seul un gouvernement ouvrier constitué des partis ou tendances du mouvement ouvrier combattant sans relâche au côté du prolétariat pour le socialisme et s'appuyant sur les organismes politiques indépendant (Comité ou Assemblée populaire ou constituante, par exemple) que les travailleurs devront constituer au cours de leur mobilisation révolutionnaire pour renverser les institutions bonapartistes et anti-démocratiques de la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme, organismes politiques qui constitueront au début les embryons et à terme les piliers d'un Etat ouvrier, un Etat réellement démocratique parce que représentant les intérêts de la majorité de la population et directement contrôlé par elle, seul un tel gouvernement sera à même de défendre et satisfaire l'ensemble des besoins et aspirations des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes de ce pays, et qu'il n'existe pas d'autres alternatives au régime politique actuel aussi loin qu'on se penche vers le passé, toutes les Constitutions, toutes les formes de gouvernement qui ont été expérimentées sous les cinq républiques qui se sont succédées depuis 1789 ont toute abouti au maintien au pouvoir de la classe des capitalistes dont Sarkozy est le représentant...

Plus simplement, j'ai repris dans une causerie dernièrement comment Trotsky avançait cette perspective, précisons, perspective qui n'était pas destinée à finir au fond d'un tiroir ou à figurer sur un programme qu'on arbore seulement les jours de fête, rappelons-en le contenu une énième fois : chaque fois que les travailleurs sont confrontés à une situation, une mesure ou une loi inique s'attaquant à leurs intérêts, donc en réalité quotidiennement, il faut les interpeller et leur demander si une telle situation serait possible avec un véritable gouvernement ouvrier au pouvoir, bien sûr que non, constatant qu'un tel gouvernement n'existe pas, c'est donc dans cette perspective qu'il faut situer notre combat,

constatant également qu'un tel gouvernement ne pourra reposer sur des partis totalement corrompus par le capitalisme, partis qui ont déjà été au pouvoir ou leurs principaux dirigeants, tels que le PS, le PCF ou le PG, pour que cette perspective s'ancre concrètement et profondément dans la réalité dès à présent, il faut sans perdre une minute construire le parti qui constituera l'ossature de ce gouvernement ouvrier et ouvrira la voie à la classe ouvrière à la construction de son propre Etat sur les décombres de l'Etat (capitaliste) actuel...

On part donc d'une revendication élémentaire ou un besoin immédiat, on les relie à la question de l'Etat, du pouvoir politique et du parti, tout y est, il ne manque rien. Formidable non, vous avez là la réponse à toutes vos questions.

Que demandez-vous de plus camarades ? Où avez-vous la tête ? C'est si simple à saisir, c'est enfantin même, et de plus cela n'est pas sorti de la tête d'un farfrelu ou d'un mégalomane, c'est le produit de l'expérience de La Commune de Paris et de la révolution d'Octobre, chacun peut le vérifier. Vous cherchez quoi au juste, la recette miracle, un raccourci qui n'existe pas, comme feu Bensaïd (NPA) vous voulez "inventer" une autre voie ? Vous ne voulez pas vous appuyer sur l'expérience de la lutte de classe du prolétariat des siècles passés, vous voulez réécrire l'histoire à votre façon à défaut de vouloir l'étudier, si c'est de cela dont il s'agit dites-le ?

Voilà une formule simple mais un peu longue que chaque militant peut adapter en fonction des particularités de son interlocuteur ou de son auditoire. Allez, cela doit bien prendre 20 secondes pour l'énoncer, elle peut s'appliquer à la totalité de nos revendications, besoins, aspirations. Combien de fois camarades l'avez-vous utilisée ces derniers jours, ces derniers mois, ces dernières années ?

Aucun parti ne la reprend, est-ce vraiment un hasard ? Ils soutiennent tous les institutions.

Qu'a fait en réalité Gluckstein dans son éditorial en citant par deux fois la Ve République sans proposer la moindre issue politique, sinon laisser mariner travailleurs et militants dans le cadre de la Ve République, contrairement aux apparences, à aucun moment son discours ne se situe au-delà du régime actuel, il le dénonce et l'on devrait s'en contenter, c'est l'attitude du parfait opportuniste qui n'entend pas dévoiler ses réelles intentions, mais que l'attitude du POI à l'égard des appareils de la CGT, de la FSU et de FO permet de cerner avec suffisamment de précision pour ne plus avoir aucun doute sur la nature de ce parti opportuniste petit-bourgeois qui n'a d'ouvrier et d'indépendant que le nom finalement.

Il y en a qui ne comprennent pas ou qui n'admettent pas que je puisse critiquer violemment le mouvement ouvrier ou dresser le constat qu'il est complètement gangrené par l'idéologie bourgeoise, par contre ils admettent que les différents partis se comportent comme le POI, car il en est exactement de même du NPA ou de LO. Pourquoi ? C'est facile à comprendre, parce qu'ils font partie eux-mêmes des militants qui ont abandonné le combat exclusivement sur le terrain de la classe ouvrière et qu'ils n'en ont pas conscience, ils s'imaginent bien faire, ils s'imaginent qu'il suffirait de combattre pour une revendication pour que leur combat se situe automatiquement dans la bonne direction, ben voyons, quel esprit simpliste ou quelle ignorance ! dès lors il serait indécent de les critiquer, leurs dirigeants ou leur parti.

Enfonçons le clou.

Pour ceux qui ne s'en était pas aperçus, le titre de l'éditorial de Gluckstein était éloquent et pouvait se passer de tout commentaire : "*Confrontation républicaine ?*", parce que pour lui la "*confrontation*" entre de véritables républicains pourrait constituer les bases d'une issue politique, au profit de quelle classe ? c'est ce que sous-entend sournoisement ce titre, oubliant ou niant que la caractérisation élastique de républicain renfermait en soi la négation de la lutte des classes dans la mesure où les membres de toutes les classes (tout Etat) peuvent se réclamer à des degrés divers des valeurs universelles sur lesquelles en principe repose toute République sans en préciser la nature de classe, il ne faut pas manquer de le préciser sinon on ne comprend rien.

Une "*Confrontation républicaine*" serait impossible sous la Ve République mais elle serait envisageable en dehors de la Ve République entre républicains qui se respectent, parce qu'il existerait une base sur laquelle une telle "*confrontation*" pourrait avoir lieu entre les représentants des capitalistes et les représentants de la classe ouvrière, une base qu'ils auraient en commun et qui s'appuierait sur des principes ou des valeurs qui primerait finalement sur les intérêts antinomiques et irréconciliables entre les classes, alors que depuis Marx et Engels il semblait admis que c'était cette contradiction entre les classes qui constituait à la fois le moteur du développement du capitalisme et de la lutte des classes, en poursuivant sa démonstration jusqu'au bout, en perspective cette "*confrontation républicaine*" si elle avait lieu, signifierait la fin de la lutte des classes, laissant supposer au passage que celle-ci se déroulerait de manière forcément loyale, sincère et à armes égales, comme si les deux protagonistes en présence avaient autant à perdre, la classe dominante étant prête à s'avouer vaincue et à se défaire de ses privilèges au détour d'une joute oratoire... Qui peut croire un instant ce genre de balivernes digne d'un vulgaire aventuriste ?

Gluckstein, c'est Lambert, Hébert et Pablo réunis dans le même cynique personnage. Après avoir abandonné le terrain du marxisme, avoir élevé les élus (de tous bords pour reprendre une expression chère à Schivardi) au rang ou statut de classe sociale, voilà qu'il abandonne le terrain de la lutte des classes pour lui substituer la "*confrontation républicaine*", la nouvelle mouture de la défense de la République entonnée pendant des années par le PT et qui avait conduit ce parti à demander audience à... Sarkozy en 2005, puis à la Commission européenne à Bruxelles ! Il a oublié ou il n'a jamais saisi que le meilleur moyen de défendre les valeurs universelles de la République que foulent aux pieds tous les partis présents à l'Assemblée nationale, ne consistait pas à vouloir la sauver des griffes de ceux qui entendent continuer de la vider de son contenu au profit de la classe dominante pour laquelle elle a été forgée, mais de combattre pour une République socialiste qui ne pourra voir le jour qu'à l'issue d'un combat violent et féroce pour le pouvoir entre les deux seules classes indépendantes en présence, la classe des capitalistes et le prolétariat auquel se joindra des pans entiers de la petite-bourgeoisie.

A sa façon Gluckstein vient de nous prouver que l'orientation politique du POI n'avait pas pour objectif de renverser à terme cette République démocratique bourgeoise, mais bien de la sauver du triste sort auquel elle est vouée ou de s'en accommoder pour peu que la classe dominante accepte d'en améliorer le fonctionnement, de la même manière que le combat de sa tendance politique depuis 65 ans n'a jamais eu d'autre objectif que de concourir à l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses qui a conduit à mieux les enchaîner au char du capitalisme et à les subordonner à l'ordre établi, abandonnant de fait le combat pour le socialisme, au nom du trotskisme dont il ose encore se réclamer, bien entendu.

Pour rappel. En Espagne en 36, lorsque la démocratie et la République furent menacées, républicains, démocrates, réformistes, stalinien, anarchistes et le POUM appelèrent à leur défense n'écouter pas l'avis de Trotsky, mais comme elles ne représentaient pas vraiment les intérêts du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, ce mot d'ordre contribua à diviser leurs forces au lieu de les rassembler, résultat : c'est Franco qui les liquidera dans un bain de sang établissant une dictature de fer pendant près de 40 ans. Encore un enseignement de notre histoire que les intellectuels du POI ont oublié ou auquel ils tournent le dos sciemment, ne parlons pas des autres partis...

Dans les déclarations qui suivent, vous constaterez qu'ils sont nombreux dans ce pays à défendre la République (en générale), la démocratie (en générale)... et la Constitution pour ne rien oublier... et que la boucle soit bouclée.

Vive la République... qui a assuré la stabilité du régime pour le compte des capitalistes !

Pour Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du Parti socialiste, chargé des questions de sécurité, Nicolas Sarkozy fait ainsi "*ce que personne dans l'arc républicain n'a jamais osé faire*". (Reuters 31.07)

"*Les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur et de sa majorité (...) marquent (...) une dérive antirépublicaine qui abîme la France et ses valeurs (...)*", affirme la numéro un du PS, Martine Aubry, dans un communiqué. (Reuters 01.08)

"*Le principe que nous devons conserver en mémoire, c'est que tous les Français, tous les Français, sont égaux devant la République, devant la loi quelle que soit leur origine*", a martelé l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter lundi sur France-Inter. (AP 02.08)

"*Seul le régime du maréchal Pétain a eu recours à la remise en cause de la nationalité comme politique d'ensemble. La déchéance de la nationalité française est une mesure inefficace, stupide et anti-républicaine*", a écrit Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, samedi sur son blog. (Reuters 31.07)

"*Ce qui est en cause, ce n'est pas le débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sécurité républicaine, c'est l'expression d'une xénophobie avérée*", a dit la Ligue des droits de l'homme (LDH) dans un communiqué. "Nicolas Sarkozy est en train de menacer les fondements mêmes de la République", ajoute-t-elle. (Reuters 31.07)

Vive la démocratie... qui permet de maintenir des millions de travailleurs et jeunes dans la pauvreté !

Selon Noël Mamère : "*Ils sont en train de corrompre les fondements de notre démocratie et, en ce sens, ce sont des gens dangereux*", a-t-il dit sur i>Télé. (Reuters 01.08)

Vendredi un éditorial du *New York Times* bocardait Sarkozy dont l'attitude «*attise dangereusement les passions anti-immigrés pour des calculs politiques à court terme*». Et d'ajouter «*Et ce, dans un pays qui a longtemps défendu avec orgueil le principe d'égalité devant la loi de tous les citoyens français*». (20minutes.fr 06.08)

Pour Corinne Lepage, présidente de Cap21 et députée européenne, "*le chef de l'Etat ne respecte pas la Constitution en parlant de deux types de Français*". (Reuters 31.07)

Arnaud Montebourg invite à Sarkozy et Hortefeux à "*faire attention au respect de la Constitution*". (Reuters 07.08)

Et la bonne conscience de véritables républicains.

A droite, le député UMP Marc Bernier dénonce dans le Journal du dimanche des propositions "inapplicables et choquantes". "Ce n'est pas le rôle du président de la République d'opposer des catégories de population les unes aux autres", estime-t-il.

Le sénateur UMP Philippe Dallier se déclare "*inquiet que l'UMP se focalise uniquement sur la sécurité*". Pour ce proche de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, "*la déchéance de la nationalité ne peut pas régler tous les problèmes*".

Les propositions présidentielles "*me mettent très mal à l'aise car elles heurtent ma sensibilité humaniste et centriste*", dit un autre élu de la majorité, Yannick Favennec.

"Je crains qu'on ne perde une partie de notre électorat, alors que nous ne sommes même pas sûrs de récupérer les électeurs courtisés par ces propositions, à savoir ceux du FN", estime-t-il. (Reuters 08.08)

Pour une République propre sur elle, qui inspire le respect... pendant que la classe dominante vaque tranquillement à ses affaires...

Sur RMC, Jean-François Kahn, co-fondateur de Marianne, a justifié le choix de l'expression "*Voyou de la République*" en reprochant au chef de l'Etat de se comporter comme un "*caïd des cités*" de banlieue.

"Il y a eu des réactions sur Sarkozy : pétainiste, vichyste, facho, raciste, xénophobe ! Dans cet article, je dis: ce n'est pas vrai", explique-t-il.

"Mais en revanche, dans le fond Sarkozy c'est un type qui, pour conquérir le pouvoir, ou pour garder le pouvoir avec talent, est capable de tout ! Rien ne l'arrête (...) C'est ça, l'idée, c'est ça un voyou."

Jean-François Kahn ajoute que "*pour conserver le pouvoir*", Nicolas Sarkozy "*est capable de tout, exactement comme les caïds des cités de banlieue.*" (Reuters 09.08)

Manipulation organisée par la réaction en quête de légitimité. Médias aux ordres.

Quelques titres qui datent de quelques jours :

- Sécurité : soutien massif pour les mesures du gouvernement - LeMonde.fr
- Adhésion aux mesures sécuritaires de Sarkozy: un défi pour la gauche - LePoint.fr
- Sécurité : les annonces de la majorité plébiscitées - Le Figaro
- Les annonces de Nicolas Sarkozy sur la sécurité plébiscitées - Reuters

Et que pouvait-on lire en introduction de l'article du Point.fr : Un sondage IFOP pour '*Le Figaro*' rapporte que des mesures comme le retrait de la nationalité française pour les étrangers polygames ou les délinquants étrangers '*en cas d'atteinte à la vie d'un policier ou d'un gendarme*' recueillent un large soutien.

Les manipulateurs :

- Le Figaro, le journal de la classe dominante, de l'UMP, du gouvernement, de Sarkozy.
- L'IFOP, l'institut de sondage de L. Parisot qui est à la tête du Medef, le principal syndicat patronal.

Le commanditaire de cette manipulation :

Au micro d'Europe 1, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a affirmé jeudi que "*chacun sait qu'il y a des liens*" entre immigration et délinquance, voyant dans "*la question des étrangers*", un "*problème majeur dans notre pays*". "*Il faut faire très attention parce qu'il y a une différence entre immigration, liens avec l'immigration, issus de l'immigration et étrangers*". (LePoint.fr 05.08)

L'info qu'il s'agissait de relayer au second plan :

256. 100 emplois détruits en 2009, la pire baisse de l'emploi salarié depuis 1945: les chiffres définitifs publiés par Pôle emploi ce jeudi sont sans appel. Avec ce recul de l'emploi de 1,5% en 2009, le marché du travail en France atteint «un niveau jamais observé depuis l'après guerre», souligne l'organisme.

Le secteur industriel, dans lequel travaillent 19% des salariés français, a été le plus touché (-5,2), suivi par le secteur de la construction, qui a perdu 2,9% d'emplois, après onze années de hausse consécutive.

Le secteur tertiaire tient mieux. Ultra majoritaire, avec 72% des salariés français, il ne baisse que de 0,4%. (20minutes.fr 05.08)

Il est d'autant plus important d'expliquer en détail très précisément aux travailleurs comment est fabriquée et fonctionne la propagande gouvernementale qu'en période de crise à défaut de déterminer clairement

Parti de l'ordre. L'union fait la force au-delà des tensions et des désaccords.

Il y a bien eu un accord entre Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac en ce qui concerne l'indemnisation de la ville de Paris. Le *Canard Enchaîné* confirme ainsi ses informations publiées la semaine passée, indiquant que Nicolas Sarkozy avait pris cet engagement lors d'un déjeuner dans le restaurant parisien Tong Yen avec l'ancien chef de l'Etat le 15 juin dernier.

Dans les faits, l'UMP indemniserait la ville de Paris pour le coût des emplois présumés fictifs de la Ville de Paris - une facture allant de 3,5 à 5 millions d'euros - et la ville ne se porte pas partie civile dans le procès de Jacques Chirac. L'ancien président doit en effet être jugé, soit en novembre, soit en février prochain, devant le tribunal correctionnel de Paris, pour «*détournement de fonds publics*», pour 21 emplois présumés fictifs de chargés de mission à son cabinet de maire de la capitale, entre 1992 et 1995.

Le procès Chirac aurait donc bien lieu, mais le tribunal statuerait alors sans plaignant ni accusation, puisque le parquet a requis un non-lieu à la fin de l'instruction et ne demandera donc pas, en principe, de condamnation de Jacques Chirac. (20minutes.fr 05.08)

Straus-Kahn (PS) et le FMI, fer de lance du capitalisme mondial.

Le Fonds Monétaire International, dans son bulletin en ligne du 30 juillet n'est pas avare de compliments pour la politique menée actuellement par le gouvernement.

Des économies toutes trouvées pour réduire le déficit :

"Pour préserver la viabilité budgétaire sans compromettre la reprise, les efforts d'ajustement doivent être concentrés sur les mesures qui nuiront le moins à l'activité économique, à savoir la réforme des prestations des systèmes de retraite et de santé".

Une réforme des retraites for-mi-da-ble :

"Dans cette optique, la grande et difficile réforme des retraites annoncée récemment vise à réduire à terme le déficit du système des retraites; elle met à juste titre l'accent sur le relèvement de l'âge du départ effectif à la retraite, en faisant passer progressivement de 60 à 62 ans l'âge légal du départ en retraite et de 65 à 67 ans l'âge légal minimum ouvrant droit à une pension complète."

Un jugement flatteur pour le gouvernement :

"Il est essentiel que les autorités mettent pleinement en oeuvre leur ambitieux programme de réformes structurelles pour combler les pertes de production essuyées pendant la récession et insuffler une nouvelle vigueur à la reprise. "

Le salaire voilà l'ennemi :

"Pour accroître la compétitivité de l'économie française et mettre à profit l'expansion du commerce international, il faut de nouveau privilégier les mesures propres à modérer la croissance des coûts salariaux, intensifier la concurrence et promouvoir l'innovation."

Un SMIC vraiment minimum :

"Outre les politiques d'activation engagées sur le marché du travail et les mesures de formation, la modération du salaire minimum devrait être poursuivie afin d'établir progressivement une échelle des salaires incitative pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés."

Obliger les plus âgés à travailler :

"Pour soutenir l'emploi des travailleurs plus âgés, il convient d'améliorer les incitations à continuer de travailler, notamment par la mise en oeuvre effective d'exigences en matière de recherche d'emploi, parallèlement à la réforme du système de retraite."

Et tout ça, c'est pour notre bien :

"Une déréglementation plus poussée des marchés des produits serait de nature à accroître l'efficacité économique et le bien-être. La directive services de l'UE doit être suivie pour assurer une plus grande libéralisation, y compris dans les services professionnels." (Lepost.fr 04.08)

Confirmation.

Dans un enregistrement diffusé sur des sites internet islamistes, le chef d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droukhal, assure que la France a négocié avec le mouvement djihadiste en vue d'obtenir la libération de Michel Germaneau.

"Le président français a lancé une lâche opération alors que des négociations étaient en cours pour libérer Michel Germaneau", déclare une voix qui ressemble à celle de Droukhal - également connu sous le nom de guerre d'Abou Mouassab Abdoul-Wadoud - sur cet enregistrement qui n'a pu être authentifié de source indépendante. (Reuters 01.08)

Et c'est reparti de plus belle... jusqu'à quand ?

1- La Société Générale a publié mercredi un bénéfice net multiplié par 3,5 au deuxième trimestre 2010. La banque s'est fixé un objectif d'un profit annuel de 3 milliards d'euros, a déjà engrangé un bénéfice net de 2,1 milliards sur le seul premier semestre. (Lefigaro.fr 04.08)

2- Assicurazioni Generali annonce une hausse de 73% de son bénéfice net au premier semestre, dopé par l'assurance-vie, et il anticipe une croissance de son résultat annuel. Le troisième assureur européen, numéro un en Italie, a fait état d'un bénéfice net de 873 millions d'euros. (Reuters 05.08)

3- Le bénéfice courant du géant minier Rio Tinto, le deuxième producteur mondial de minerai de fer, sur les six premiers mois de l'exercice s'est établi à 5,8 milliards de dollars, contre 2,6 milliards un an plus tôt. Rio Tinto a ainsi dégagé son bénéfice semestriel le plus élevé depuis au moins 10 ans.

Le groupe a réaffirmé sa volonté de verser 1,75 milliard de dollars en dividendes cette année, comme en 2008. (Reuters 05.08)

... un début de réponse.

1- Le département du Travail a annoncé vendredi que 131.000 emplois non agricoles avaient été détruits le mois dernier, tandis que 143.000 emplois liés au recensement ont été détruits. Le chiffre de destructions de postes du mois de juin a en outre été fortement révisé à la hausse, à 221.000 contre 125.000 annoncé initialement. (Reuters 06.08)

2- Freddie Mac, numéro deux américain du refinancement de crédits hypothécaires, a annoncé avoir perdu six milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) au deuxième trimestre et devra solliciter 1,8 milliard de dollars de fonds publics supplémentaires. (Reuters 09.08)

3- Il y a une probabilité "significative" que l'économie américaine plonge à nouveau dans la récession d'ici les deux prochaines années, jugent des chercheurs de la Réserve fédérale de San Francisco.

Les inquiétudes relatives à une récession en "W" sont de plus en plus vives aux Etats-Unis à mesure que s'égrènent les mauvais indicateurs économiques qui tendent à montrer que la reprise marque le pas. (Reuters 09.08)

GM. Voilà qui méritait bien une baisse des salaires !

C'est la première fois que le constructeur automobile américain confirme préparer son retour sur le marché boursier, qui permettrait à l'Etat de réduire sa participation de 61% un peu plus d'un an après la sortie du groupe du dépôt de bilan et l'injection dans ses caisses de 50 milliards de dollars (38 milliards d'euros) d'argent public.

Ed Whitacre a déclaré que GM présenterait la semaine prochaine des résultats trimestriels qui montreront, a-t-il assuré, que le groupe dégage des bénéfices malgré la lenteur de la reprise de l'économie américaine.

Il a ajouté que les résultats trimestriels de GM devraient être accueillis favorablement par les investisseurs et les créanciers bancaires du groupe. (Reuters 05.08)

De vrais faux "cadeaux" aux patrons...

- Renault a annoncé vendredi son intention de rembourser, par anticipation «*au cours du deuxième semestre*», une partie du prêt de 3 milliards d'euros accordé l'an dernier par l'Etat aux constructeurs automobiles pour faire face à la crise. (Libération.fr 01.08)

... qui en cachent d'autres bien réels dont on n'avait pas entendu parler !

- Selon Mediapart, en 2004, Nicolas Sarkozy, alors ministre des Finances, serait donc intervenu dans le dossier fiscal de la succession de Jean-Luc Lagardère.

Le fils de ce dernier, Arnaud Lagardère, un ami proche du président, n'aurait eu à régler qu'environ 10 millions d'euros de droits de succession. "*Une misère par rapport aux 320 millions d'euros transmis*", écrit Mediapart. (Lepost.fr 06.08)

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Toutes les apparitions publiques du pape Benoît XVI au cours de son voyage en Grande-Bretagne du 16 au 19 septembre seront payantes: les pèlerins devront déboursier entre 12 et 30 euros pour assister aux messes et concerts, ont rapporté ce mercredi les médias italiens.

La messe la plus coûteuse sera celle organisée le dimanche 19 septembre à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, au cours de

laquelle sera béatifié le cardinal John Henry Newman, un protestant converti au catholicisme et décédé en 1890. Au total, 70.000 billets seront proposés aux pèlerins au tarif de 25 livres (30 euros) afin notamment de couvrir les frais de voyage et de location du site, selon l'agence italienne Ansa.

Les pèlerins moins fortunés pourront se consoler avec la messe célébrée le 16 septembre à Glasgow, en Ecosse, qui est proposée à 20 livres (24 euros).

Autre possibilité: la veillée organisée à Hyde Park à Londres le 17 septembre à «seulement» 10 livres (12 euros), pendant laquelle le trio de curés The Priests se produira en concert devant 130.000 personnes.

Le budget de la visite papale, qui selon la presse britannique devrait s'élever à environ 23 millions de livres (27,4 millions d'euros), fait polémique en Grande-Bretagne, qui compte 4,2 millions de catholiques sur 61 millions d'habitants. Le gouvernement va en effet payer la moitié du séjour du pape (10 à 12 millions de livres soit 12 à 14,5 millions d'euros) en plus des frais de police et de sécurité. (20minutes.fr 05.08)

Après l'exploitation forcenée et le pillage organisé des colonies pendant un siècle pour assurer le développement du capitalisme, d'une classe moyenne et d'une aristocratie ouvrière et financer l'amélioration des conditions de vie et de travail du prolétariat pour garantir la survie du capitalisme et la stabilité politique des Etats capitalistes.

1- Chine. Pays poubelle pour vous permettre de continuer de consommer normalement.

Le barrage chinois des Trois Gorges, le plus grand du monde, situé sur le Yangtsé, risque d'être obstrué par les tonnes d'ordures qui se sont amoncelées, a rapporté lundi la presse officielle.

Les détritux sont si compacts par endroits qu'il est possible de marcher à la surface, affirme le *China Daily*.

Près de trois tonnes de déchets sont ramassées quotidiennement autour du barrage, mais la pénurie de personnel et d'équipement a entraîné une dangereuse accumulation des immondices. Les inondations provoquées par les pluies torrentielles ont en outre accéléré le phénomène.

Plus de 150 millions de personnes vivent en amont du barrage et, dans certaines localités voisines, les ordures ménagères sont directement jetées dans le Yangtsé, faute de système adéquat, selon le journal.

Environ 10 millions de yuans (1,5 million de dollars) sont dépensés chaque année dans les opérations de nettoyage.

Le pharaonique barrage des Trois Gorges (22 milliards de dollars) achevé en 2008 est un ouvrage de 185 m de haut avec une retenue d'eau d'une capacité de plus de 39 milliards de mètres cubes. (Libération.fr 02.08)

2- Bangladesh. Un pays d'esclaves pour vous permettre de continuer de vous vêtir comme avant.

Le Bangladesh a décidé d'augmenter de 80% le salaire minimum de ses quelque deux millions d'ouvriers dans l'industrie textile, a annoncé jeudi le ministre du Travail. La mesure intervient après des mois de manifestations contre les bas salaires et les conditions de travail dans ce secteur.

Pour sa première revalorisation depuis 2006, le salaire minimum des ouvriers du textile passera à 3.000 takas (33 euros) par mois contre 1.662 takas (18 euros) actuellement, a précisé le ministre du Travail Khandaker Mosharaff Hossain.

Les ouvriers et les organisations défendant leurs droits demandaient que le salaire mensuel minimum soit porté à 5.000 takas (55 euros). Selon la Confédération syndicale internationale, basée à Vienne, les ouvriers du textile au Bangladesh sont les moins bien payés au monde et n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture et de s'assurer un toit avec leurs maigres salaires.

Les exportations de vêtements, principalement vers les Etats-Unis et l'Europe, rapportent plus de 12 milliards de dollars (9 milliards d'euros) par an au Bangladesh, soit près de 80% de ses revenus d'exportation. Le secteur de la confection dans le pays compte 4.000 usines qui emploient plus de deux millions d'ouvriers, essentiellement des femmes.

Les groupes Wal-Mart, Tesco, H&M, Zara, Carrefour, Gap, Metro, JCPenney, Marks & Spencer, Kohl's, Levi Strauss et Tommy Hilfiger importent l'essentiel de leurs produits textiles du Bangladesh. (AP 03.08)

Mystification. Nouvelles offensives sur les services publics en perspective à travers le monde ou quand l'opération Giving Pledge vient en aide au FMI.

Près de 40 milliardaires américains se sont engagés à reverser plus de 50% de leur fortune à des œuvres caritatives. L'initiative, baptisée «*Giving Pledge*» («Promesse de don»), a été lancée à la mi-juin par Bill Gates (53 milliards de dollars), le fondateur de Microsoft, et Warren Buffett (47 milliards de dollars), le célèbre financier à la tête de la holding Berkshire Hathaway et l'homme le plus riche d'Amérique.

Mais au-delà de cet aspect purement lié à l'image, leurs dons pourraient se traduire par des rentrées de fonds colossales pour les organismes caritatifs. Gates et Buffett escomptent en effet obtenir des promesses de dons auprès de l'ensemble des 400 milliardaires américains répertoriés. (Libération.fr et Lefigaro.fr 04.08)

Les milliardaires américains qui sont à la tête des multinationales, des hedge funds, des banques et qui sont les principaux responsables des génocides, des guerres, des guerres civiles, des coup d'Etat militaires, des famines, des déplacements de millions d'hommes, femmes et enfants, des souffrances sans nombre qui accablent quotidiennement des milliards de travailleurs et leurs familles, qui ont fondé leur immense fortune sur le pillage, l'exploitation à outrance de tous les peuples, les voilà prêts la main sur le coeur à soulager la misère humaine qu'ils ont engendrée, propagée et maintenue à travers le monde, qui peut croire un instant cette fable cynique ?

Pratiquement au même moment une nouvelle avait de quoi nous rassurer sur les moyens dont disposait encore Warren Buffet pour assurer ses vieux jours, il a 79 ans.

Berkshire Hathaway a fait état vendredi d'une baisse de 40% de son bénéfice net au deuxième trimestre, la baisse des marchés d'actions ayant déprécié la valeur de certains contrats dérivés qu'il détient. Le fonds dirigé par Warren Buffett a toutefois fait état d'un bénéfice d'exploitation en hausse de 73% porté par l'acquisition de l'opérateur ferroviaire Burlington Northern Santa Fe.

Le bénéfice net est tombé à 1,97 milliard de dollars contre 3,3 milliards un an auparavant. Le bénéfice d'exploitation hors investissements est quant à lui ressorti à 3,07 milliards de dollars contre 1,78 milliard. (Reuters 07.08) Ouf !

Bolivie.

Un conflit social paralysait mercredi la ville minière de Potosi, dans le sud de la Bolivie, coupant le principal axe routier avec l'Argentine voisine et bloquant en ville plusieurs dizaines de touristes étrangers, dont des Français, des Américains, des Allemands et des Espagnols.

Les protestations, qui se sont tendues depuis 48 heures, ont commencé la semaine dernière. Un comité civil local, regroupant des entreprises et des organisations sociales, réclame que l'Etat s'engage sur des investissements locaux pour la construction d'un aéroport, d'une route (Tarija-Potosi), d'usine de ciment et d'une mine de zinc.

Les axes routiers menant à Potosi sont bloqués depuis plusieurs jours par des grévistes qui ont élevé des barrages, retenant de fait des dizaines de touristes, dont 40 Français environ, dans ou aux abords de la cité historique de 150.000 habitants située à 4.000 m d'altitude, et 550 km environ de La Paz.

Selon une source policière, plus de cent autobus ou autocars sont immobilisés par les barrages.

Dans la nuit de mardi à mercredi la grève générale régionale a pris une tournure violente : des heurts ont ponctué une manifestation de près de 100.000 personnes hostiles au pouvoir central, tandis que le gouverneur de la province a été pris à partie par une foule.

Le domicile d'un vice-ministre du gouvernement à Potosi a également été attaqué avec une charge explosive qui a provoqué des dégâts matériels.

Le gouvernement socialiste bolivien d'Evo Morales a dénoncé une grève "*politique*", qui s'est accompagnée mardi de revendications fédéralistes, et a accusé le maire de Potosi, Rene Joaquino, opposant au pouvoir central, d'en être l'instigateur.

Le gouvernement a exclu à ce jour une intervention par la force, et le ministre à la Présidence, Oscar Coca, a annoncé qu'une délégation ministérielle était prête à se rendre à Potosi pour négocier dès que la grève sera levée.

La province où se trouve Potosi est l'une des six (sur neuf dans le pays) contrôlées par le Mouvement vers le socialisme (MAS) de M. Morales. Mais la ville en elle-même est dirigée par un de ses opposants. (AFP 04.08)

Le 13 août

Quelques infos très vite.

La suite du dernier document mis en ligne sur le soutien du POI aux appareils devrait être terminée dans quelques jours. L'article sur la question du front unique est pratiquement achevé. La rédaction de ces deux documents prennent pas mal de temps parce que je préfère y réfléchir à deux fois avant de les publier et parce qu'ils sont assez longs, ils doivent être en quelque sorte exemplaires étant donné l'importance des questions traitées.

Les articles de presse que je mets en ligne pendant quelques jours avant de renouveler cette rubrique figureront dans un fichier unique en fin de mois au format pdf. Il se peut que je continue d'alimenter directement le dossier économie par des articles de presse au format pdf sans que l'info figure dans la page d'accueil du site, car ce sujet est particulièrement importante. J'ai mis en ligne les pages d'*Informations ouvrières* consacrées aux retraites, celles du n°109 ne comportent pas les images parce que j'ai eu un problème informatique.

Il est difficile de maintenir constamment au même rythme de front les deux activités qui prennent énormément de temps.

Un mot très bref sur la crise du capitalisme et ses derniers développements auxquels on s'attendait pour les raisons évoquées ci-dessous :

- 1- Disons qu'au cours des trois années qui se sont écoulées depuis son déclenchement, pas suffisamment de forces productives ont été détruites à l'échelle mondiale en comparaison avec les destructions qu'aurait engendré une guerre mondiale et qui étaient nécessaires (pas la guerre, mais la destruction massive de forces productive !) pour assurer un redémarrage de l'économie capitaliste sur le moyen ou long terme ;
- 2- en engendrant un chômage de masse dans les pays où le niveau de rémunération ou de vie est le plus élevé, les capitalistes se sont privés de dizaines de millions de consommateurs pour écouler leurs marchandises ; en trois ans le désendettement des travailleurs a forcément été très faible ;
- 3- le soi-disant redémarrage de l'économie et la montée du chômage s'est accompagné du recours de plus en plus fréquent de la part des patrons à des contrats précaires (intérim, CDD ou apprentissage des jeunes) et des niveaux de rémunérations très faibles, qui n'encourage pas vraiment à consommer davantage ;
- 4- en s'attaquant aux salaires et aux acquis sociaux ou en réduisant le niveau de vie de centaines de millions de travailleurs dans le monde (blocage ou baisse des salaires), ils ont réussi à réduire leur capacité à consommer ;
- 5- ils ont produit le même effet ou aggravé cette situation en augmentant les tarifs des charges incompressibles des travailleurs ou des ménages (assurance, eau, électricité, gaz, timbre, etc.) ;
- 6- les quatre derniers facteurs cités, dans un contexte de crise, n'ont pas permis ou ont dissuadé des millions de travailleurs de s'endetter à nouveau ;
- 7- il leur a été impossible en trois ans de développer le marché mondial, même en développant à marche forcée la classe moyenne dans les pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil...), son pouvoir d'achat demeure forcément extrêmement faible et insuffisant par rapport à ce qu'il est aux Etats-Unis ou en Europe notamment pour pouvoir s'endetter dans des proportions comparables ;
- 8- la reconstitution des stocks des entreprises pour satisfaire la demande à court terme est achevée ;
- 9- les politiques d'incitation à consommer davantage ou à renouveler certains biens pour soutenir certains secteurs industriels (prime à la casse dans le secteur automobile par exemple) qui ont profité à ceux qui en avait encore les moyens, ont pris fin ou sont sur le point de prendre fin ;
- 10- l'ensemble de ces données coïncide ou concourt à amplifier la crise de surproduction déjà existante à l'échelle mondiale, tandis que dans le même temps la spéculation a repris de plus belle sur toutes les places boursières...

Les infos en bref seront actualisées dans la journée ou demain.

Le 14 août

J'avais donné le nom de *Lutte de classe* au site lors de sa création fin 2004, il m'avait été inspiré à l'époque par la politique du PT, avant de rompre rapidement avec ce parti.

La reconnaissance de la lutte des classes ne suffisait pas à éclairer les travailleurs ou militants sur la nature du site que j'anime, j'ai décidé de lui donner un nom davantage en rapport avec son orientation politique et la tradition révolutionnaire dont il se réclame. J'y pensais déjà

depuis un moment, c'est le vote des militants du POI lors du congrès de la FSU qui m'a finalement décidé.

Au moment où l'UMP vire à droite toute, où tous les partis sans exception entendent défendre les valeurs de la République qui ont fait les beaux jours du capitalisme depuis 229 ans sans situer leur combat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier (révolutionnaire) et d'une République basée sur l'appropriation sociale des moyens de production, les discours et positions des uns et des autres se situant dans le cadre de la préservation du régime en place, ce qui distingue finalement la droite de la gauche n'est plus qu'une question de nuance à la marge, l'opposition au gouvernement et à l'Etat, l'opposition aux appareils des syndicats, l'opposition aux partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitalistes, n'est plus qu'un exercice oratoire ou un moyen pour assurer la survie de leurs appareils, dans ces conditions il m'a semblé nécessaire de se démarquer résolument de cette opposition qui n'a dans bien des cas de gauche que le nom.

Le clin d'oeil à Trotsky et aux bolcheviks qui s'étaient rassemblés pour mener le combat contre Staline dès la mort de Lénine n'est pas fortuit. En même temps je ne me suis pas cassé la tête à chercher un autre nom, il m'est venu comme cela à l'esprit, il correspond à l'esprit du site, à mes convictions politiques, au combat politique que je mène, pour le reste on peut toujours critiquer ce choix, cela ne change rien au moyen et au but modestes du site. Vous avez le droit de penser que je me fais plaisir si vous voulez, et si je me disais trotskyste, je me revendiquerais du Trotsky léniniste et non du Trotsky conciliateur, le premier est encore vivant alors que le second appartient à un passé révolu, un peu comme les jeunes hégéliens de gauche Marx et Engels qui étaient devenus communistes.

J'ai changé le bandeau dans la plupart des pages d'accueil des différentes rubriques du site, hormis les pages déjà archivées.

J'ai mis en ligne deux articles sur l'économie : *GDF Suez, n°2 mondial de l'électricité avec Intl Power.* et *Les pays émergents en ligne de mire.*

Bon week-end à tous.

Retraites.

Sud RATP a déposé un préavis de grève illimitée concernant tous les salariés de l'entreprise publique à partir du 7 septembre au matin dans le cadre de la journée d'action nationale contre la réforme des retraites organisée par toutes les centrales, a annoncé le syndicat mercredi.

Réaffirmant son "*opposition à toute idée de recul concernant les droits à la retraite des salariés, en particulier ceux spécifiques des agents de la RATP*", Sud RATP explique qu'elle appelle ainsi les agents à "*se mobiliser massivement et dans la durée aux côtés de tous les salariés*", dans un courrier au PDG Pierre Mongin, transmis à l'AFP.

Le délégué central de Sud RATP, Philippe Touzet, rappelle dans cette lettre que son syndicat avait déjà refusé en 2007 "*toute négociation/régression de notre régime spécial de retraite dans le cadrage contraint imposé par le gouvernement*".

"*C'est pourquoi, et dans le même état d'esprit, nous avons à nouveau décliné votre invitation du 25 juin dernier relative au nouveau projet de réforme du gouvernement, dont nous savons tous qu'il n'est pas favorable aux salariés, qu'ils soient du privé, du public ou de la RATP*", ajoute-t-il.

Sud RATP réclame une retraite à taux plein calculée sur les six derniers mois de traitement dès 37,5 annuités de cotisation, la restauration des bonifications liées à la prise en compte des pénibilités (tableaux S.A.B) pour tous les nouveaux embauchés, agents statutaires ou CDI, le retrait du projet de loi réformant les retraites. (Lepoint.fr 10.08)

Intox, manipulations et propagande gouvernementale.

1- Emploi.

L'amélioration du marché du travail en France s'est confirmée au deuxième trimestre avec la création de 35.000 postes dans les secteurs principalement marchands, selon l'estimation flash publiée vendredi par l'Insee.

Ce chiffre fait suite aux 23.900 créations d'emplois du premier trimestre, qui mettaient fin à deux ans de destructions de postes.

L'emploi dans les services a augmenté de 0,5% au deuxième trimestre, soit 53.500 postes créés, avec une hausse de 4,9% (25.700 postes) pour l'intérim.

Dans la construction, l'emploi salarié s'est en revanche tassé de 0,1% avec 1.500 postes perdus et l'hémorragie s'est poursuivie dans l'industrie avec un solde net de 17.000 postes détruits, soit une baisse de 0,5%. (Reuters 13.08)

La précarité s'amplifie, voilà la vérité !

2- Prix.

Après avoir été stable en juin, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,3% en juillet, affichant une hausse de 1,7% sur un an, selon les chiffres publiés vendredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

- habillement -8,9%, produits frais -4,4%, meubles -2,6%, équipement audiovisuel -2%.

- services postaux +2,6%, les transports combinés +2,7% et ferroviaires +0,8%, gaz +4,8%. (AP 13.08)

En dehors des produits frais pour cause saisonnière et donc passagère, les prix des marchandises ou des services à usage quotidien augmentent.

3- Personnalités

Tous les six mois le Journal du Dimanche publie le top 50 des personnalités préférées des Français. En vingt-deux ans, seules cinq personnalités se sont succédées en tête du classement. Ce classement incarne le plus faible dénominateur commun des Français, le consensus le plus mou reflété par les médias, mais certainement pas la «vérité» culturelle, artistique et intellectuelle de l'époque.

En fait, le conservatisme du classement est contenu dans sa méthodologie. Le Journal du Dimanche le dit peu, mais la liste des 50 qui apparaît dans ses colonnes n'est pas dressée par les Français mais par le JDD lui-même. Histoire que rien ne puisse jamais vraiment bouger, tous les six mois, seules 5 à 8 personnalités sont éjectées du top sur un critère objectif: ce sont les derniers du baromètre précédent. (Slate.fr 10.08)

Woerth le ripou , suite.

Le ministre du Travail Eric Woerth a attribué il y a deux ans la Légion d'honneur au comptable qui avait certifié ses comptes de campagne aux dernières élections municipales, indique vendredi le site d'information Mediapart.

Le 13 juillet 2008, Bernard Godet, un expert-comptable qui avait certifié deux mois plus tôt les comptes de campagne municipale d'Eric Woerth à Chantilly (Oise) a été nommé officier de la Légion d'honneur sur le contingent du ministre du Budget de l'époque, selon Mediapart.

Deux mois plus tard, le même comptable aurait certifié les comptes du micro-parti du ministre, baptisé "association de soutien à l'action d'Eric Woerth".

"Dans ces conditions, Bernard Godet a-t-il pu, en 2009, quelques mois après avoir reçu la Légion d'honneur, se plonger dans les comptes 2008 du parti de poche du ministre et les certifier (c'est-à-dire évaluer leur sincérité et leur régularité) en toute indépendance ?", s'interroge le site d'information. (Reuters 13.08)

A droite toute ! Régime policier et couacs au sein du parti de l'ordre.

1- Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a déclaré, mercredi sur RTL, vouloir "dire stop" aux parents qui "font preuve de défaillance", dénonçant une "caricature" autour de la proposition de l'UMP en faveur de peines de prison pour les parents de mineurs délinquants.

"Nous mettons les moyens de dire +stop ça suffit+. Quand les parents, même accompagnés, font preuve de défaillance, et bien à un moment il faut les mettre face à leurs responsabilités et c'est la politique que nous menons", a-t-elle estimé. (Lepoint.fr 10.08)

2- La députée UMP du Tarn-et-Garonne, Brigitte Barèges, s'est déclarée mercredi opposée à la mesure proposée par son parti de condamner à de la prison ferme les parents de mineurs délinquants, une proposition "ni judiciaire, ni réaliste".

Pour l'élue, "il est illusoire de penser qu'en mettant en prison des parents, leur autorité parentale jusqu'alors inexistante s'en trouvera miraculeusement renforcée".

Mme Barèges, membre de la Droite populaire, un collectif de 35 députés UMP créé en juillet et qui défend une "droite de conviction", estime néanmoins que "l'héritage de mai 68 a mis en lambeaux toute forme d'autorité". (Lepoint.fr 11.08)

3- Dans une interview au *Journal du Dimanche* à paraître samedi, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi en appelle à "l'union sacrée" contre l'insécurité : "En tant que maire de la cinquième ville de France, je lance un appel républicain à l'union sacrée en matière de lutte contre l'insécurité", déclare Christian Estrosi qui "en appelle à tous les élus de gauche comme de droite afin qu'ils participent à une lutte acharnée, coordonnée et non partisane contre la délinquance".

"Il est temps de former une équipe de France de la sécurité où enfin tous les maires assument pleinement leur responsabilité aux côtés de la police et de la justice", poursuit le maire de Nice. Faisant valoir les "disparités énormes" entre les villes de France dans l'application de la loi de prévention de la délinquance de 2007, il "propose que les municipalités qui ne se conforment pas à leur obligation de sécurité (...) soient condamnées à une très forte amende en conséquence".

Ces obligations, précise Christian Estrosi, seraient aussi celles de "prévention de la délinquance, de lutte contre l'absentéisme scolaire et de réformes des règles d'urbanisme". Selon lui, les municipalités en infraction devraient avoir aussi l'obligation de "publier tous les mois un observatoire de la tranquillité publique" et, "sous peine de sanction, de mettre à jour régulièrement leur CLSPD", le contrat local de la sécurité et de la prévention de la délinquance. "Ceux qui ne s'y conformeront pas seront hors la loi", insiste-t-il. (Lepoint.fr 13.08)

A quand la photo et le nom des "mauvais parents" placardés sur les murs des communes ? Ils pourraient aussi les affubler d'un signe distinctif pour qu'on puisse les reconnaître plus facilement dans la rue...

4- Alain Juppé (UMP) recommande sur son blog d'éviter les lois de "pure circonstance" et les "exagérations peu compatibles avec nos valeurs fondamentales", dans le débat sur la sécurité.

Selon M. Juppé, "durcir la loi" (...) "peut être nécessaire", "à condition que la loi nouvelle ne soit pas de pure circonstance et surtout qu'elle soit applicable et appliquée dans la durée".

"L'argument selon lequel une mesure recueille la faveur des +sondés+ est à manier avec modération. Il est probable que, si au lendemain d'un crime odieux, on demandait, par sondage, aux Français leur opinion sur le rétablissement de la peine de mort, leur réponse serait sans ambiguïté", poursuit Alain Juppé.

"Faudrait-il pour autant suivre la tendance majoritaire? Ou croyons-nous toujours qu'il existe des principes eux aussi +fondamentaux+", demande-t-il. (Lepoint.fr 13.08)

5- "En faisant de la sécurité un étendard, nous risquons de perdre une partie de notre socle électoral", met en garde le député UMP Yannick Favennec.

"Heurté" par la proposition de son collègue Eric Ciotti, qui entend punir sévèrement les parents d'enfants délinquants, l'élu de la Mayenne regrette que "la voix humaniste-centriste de l'UMP ne soit pas davantage entendue".

"La sécurité ok! Mais il ne faudrait pas que celle-ci masque d'autres sujets essentiels comme l'emploi ou l'agriculture", fait remarquer Yannick Favennec. (Lexpress.fr 12.08)

6- Marie-Anne Montchamp, députée villepiniste, note : "Beaucoup de collègues sont perplexes, voire consternés, par le climat actuel".

"L'UMP se met en ordre de bataille pour 2012, avec à la clé un renforcement de sa ligne sécuritaire et droitière. Raccourcir le discours conduit à rouvrir le clivage politique à droite", explique-t-elle. (Lexpress.fr 12.08)

7- Ils ont écrit au préfet des Pyrénées-Atlantiques pour se plaindre de sa politique d'expulsion, assimilée à celle du gouvernement de Vichy. Résultat: le tribunal correctionnel de Pau a infligé jeudi des amendes de 1.000 euros avec sursis aux cinq militants du Réseau éducation sans frontières (RESF). Les cinq prévenus avaient dénoncé en juillet 2008 par mail la situation d'une famille albanaise placée en centre de rétention avec deux enfants de 5 et 7 ans.

Les cinq militants, tous des hommes âgés de 45 à 68 ans, ont également été condamnés à verser solidairement un euro symbolique à «la personne» de Philippe Rey, préfet des Pyrénées-Atlantiques - c'est-à-dire pas au titre de ses fonctions. (20minutes.fr 12.08)

8- Deux syndicats de policiers, Alliance Police et Synergie Officiers, ont interpellé jeudi Brice Hortefeux pour qu'il engage des poursuites contre le rappeur Abdul X, auteur d'un clip intitulé «Tirer sur les keufs».

Dans la soirée, c'est le ministère de la Justice qui a «demandé au parquet de Paris d'ouvrir une enquête préliminaire à la suite de certains propos - relevant de l'apologie de crime - tenus par le rappeur Abdul X dans un clip diffusé sur internet», selon un communiqué de la Chancellerie. (20minutes.fr 12.08)

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a annoncé jeudi soir avoir demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire. (AP 12.08)

La police dicte... les ministres s'exécutent ! Ne serait-ce pas la définition d'un régime policier en gestation ?

9- Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, a estimé mercredi sur RTL que le magazine Marianne devait changer de nom ou présenter

"des excuses publiques", après sa Une présentant Nicolas Sarkozy comme "le voyou de la République".

"C'est antirépublicain et on ne peut pas véhiculer des valeurs antirépublicaines en utilisant le nom de Marianne. Les journalistes de Marianne sont en train de salir un des symboles de la République", a ajouté Mme Morano. (Lepoint.fr 12.08)

Pourquoi ne pas interdire ce journal ou mettre J-F Kahn en prison ? J'en ai profité pour changer le "nom" du site !

10- Une partie de l'UMP a obtenu gain de cause contre Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé, qui s'est dite favorable aux salles de shoot. Ce n'est «*ni utile, ni souhaitable*», a rétorqué Matignon, ce mercredi en fin de journée. «*La priorité de Matignon est de réduire la consommation de drogue, non de l'accompagner, voire de l'organiser*», a-t-on affirmé au bureau du Premier ministre. (20minutes.fr 11.08)

Conclusion : Vous aurez noté que leurs désaccords ne portent pas sur le fond mais sur la forme.

Le Tchad, une colonie française.

La France est "prête à examiner" la demande formulée par le président tchadien Idriss Deby Itno, qui a réclamé une contrepartie financière pour le maintien de l'opération militaire Epervier, a annoncé mercredi le porte-parole du ministère de la Défense, Laurent Teisseire à l'AFP.

Le président tchadien Idriss Deby Itno a remis en cause l'opération Epervier mercredi, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance, demandant une contrepartie financière à la présence militaire française au Tchad. (Lepoint.fr 11.08)

Grande-Bretagne.

Plongés dans un conflit avec l'opérateur aéroportuaire BAA, les employés des principaux aéroports du pays, dont celui d'Heathrow, ont majoritairement voté en faveur d'une grève dont la date sera fixée lundi. Les syndicats n'excluent pas une fermeture des sites.

Le personnel au sol de l'opérateur aéroportuaire britannique BAA s'est prononcé jeudi à 74% en faveur de la grève selon le syndicat majoritaire Unite. Les syndicats fixeront la date lundi 16 août mais selon les médias, la grève pourrait être décrétée pour le dernier week-end de ce mois, traditionnellement très chargé.

Pour sa part, BAA a fait valoir que ce vote n'était pas crédible. «*Moins de la moitié des personnes appelées à voter la grève l'ont fait*». En effet, sur les 6185 syndiqués appelés à voter, seuls 3055 se sont déplacés. «*Nous n'estimons pas que ce résultat apporte un mandat clair en vue d'une grève*», a-t-il ajouté. Avant même de connaître l'issue du vote, le premier ministre conservateur David Cameron avait estimé que «*ce genre de grèves n'aboutit jamais à rien si ce n'est de faire du mal aux entreprises, à l'emploi, aux touristes...*». (Lefigaro.fr 12.08)

Cela pue la tentation de déclarer cette grève illégale, non ?

Grèce.

Les rues commerçantes d'Athènes et des grandes villes de Grèce sont bien calmes depuis plusieurs semaines. Entre les vitrines qui affichent ostensiblement des soldes allant de -50 à -70 % se succèdent des boutiques abandonnées et des portes condamnées par d'énormes verrous. Des affiches «*à louer*» sur fond jaune en lettres rouges ornent les vitrines.

Dans la rue Stadiou, en plein cœur de la capitale grecque, un commerce sur quatre a déposé le bilan.

Les chiffres sont alarmants. Selon une étude de la Confédération nationale du commerce grec (ESEE) près de 15 % des boutiques et magasins de la région d'Athènes ont mis la clé sous la porte depuis le début de l'année. Et sur un total de 3 421 magasins situés dans les rues commerçantes de la capitale, 17,2 % ont fermé.

«*La plupart des propriétaires ont gelé ou baissé de 30 % les loyers. Le meilleur loca-taire n'est donc plus celui qui paye le plus cher mais celui qui peut payer*», déplore Vassilis Korkidis, le président de l'ESEE.

Au-delà de la crise économique qui frappe le pays, il reconnaît la complexité du problème : «*98 % des PME en Grèce sont des entreprises familiales. Elles sont trop nombreuses, mais il faut tout de même les sauver pour ne pas faire exploser le taux de chômage*». Selon lui, le secteur du petit commerce pourrait perdre plus de 150 000 emplois dans les prochains mois, si les fermetures continuent à ce rythme.

Dans une précédente étude, l'ESEE avait estimé à 100 000 le nombre d'emplois détruits à l'échelle nationale dans les commerces depuis le déclenchement de la crise. «*Cette situation et les fermetures de magasins à venir créent des transformations violentes et changent les équilibres dans le commerce de détail*», souligne Vassilis Korkidis. (Lefigaro.fr 10.08)

Etats-Unis.

General Motors a publié jeudi un bénéfice trimestriel net de 1,3 milliard de dollars (un milliard d'euros) le plus élevé en six ans, contre 865 millions de dollars au trimestre précédent. (Reuters 13.08)

Les travailleurs de GM Strasbourg apprécieront sans doute...

Amérique latine.

La première compagnie aérienne brésilienne TAM Linhas Aereas veut fusionner avec son concurrent chilien LAN, ce qui donnerait naissance au plus grand transporteur d'Amérique latine, le groupe Latam Airlines. (Reuters 13.08)

Le 15 août

J'ai rectifié le lien vers le document de la Tribune libre : *Extraits de Au CLAIR de la Lutte n°7 (Tendance Claire du NPA) (12.07)*, avec mes excuses.

J'ai reçu un courriel d'un camarade auquel je réponds, son courriel et ensuite ma réponse :

"Surpris, un peu consterné sur le coup, mais après relecture de tes explications, si je les ai bien comprises, cela va regrouper tous ceux qui sont effectivement dans cette opposition et pas seulement trotskyste. Ce n'est pas mal."

Ma réponse.

C'est un de nos objectifs. Les commentateurs parlent volontiers ces derniers temps de la lutte des classes qui a jailli en Asie, c'est devenue un sujet d'actualité planétaire, il sera bientôt à nouveau banalisé et détourné, il fallait donc passer à la vitesse supérieure ou rester à la traîne ! Comme la reconnaissance de la faim dans le monde dont on s'accommode finalement très bien, et qui se traduit sur le plan pratique par une indifférence ou un laxisme envers les inégalités et les injustices qu'entraîne la survie du capitalisme.

Et puis je ne le savais pas, c'était aussi le titre d'une publication de LO, cela évitera une confusion ou un amalgame toujours possible et fâcheux. Il y a la gauche qui accompagne le capitalisme, caviar, corrompue ou ouvriériste, et il y a l'opposition de gauche qui le combat sans répit sur tous les fronts, il était aussi nécessaire de mettre en relief cette distinction, l'essentiel étant la politique que nous défendons et l'objectif pour lequel nous nous battons.

Pour finir, le nom du site n'a pas tellement d'importance, ce n'est pas celui de la tendance dont je me réclame, léniniste, marxisme-révolutionnaire ou communiste et révolutionnaire peut importe, sa fréquentation est tellement faible que je ne vais pas commencer à me prendre au sérieux comme l'on dit, même si notre sujet l'est et qu'on essaie de le traiter sérieusement et honnêtement.

Je crois que c'est Juppé qui a sorti que le clivage gauche droite était de retour après les dernières dérives autocratiques et policières du régime qu'il soutient.

Coller à la situation ou à la spontanéité des masses sans s'y soumettre, sans qu'elle vous ordonne, vous absorbe ou vous dévore entièrement, tout en étant l'expression ou le produit de nombreuses illusions. On s'y brûle facilement les ailes, dit-on.

Coller à la réalité en combattant l'Etat, ses institutions, ses partis et ses valets et leurs politiques jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat qui demeure notre objectif, donc en ayant toujours à l'esprit la nécessité d'élever le niveau de la conscience politique des travailleurs, la question du pouvoir politique et de l'Etat, sans oublier le gouvernement ouvrier qui sera forcément révolutionnaire, c'est cela l'idée que je me fais de l'opposition de gauche.

La voix de l'opposition de gauche, cela me fait penser à un journal, à une feuille qui circule et qu'on se repasse, à une émission radiophonique... La voix se rapporte davantage au verbe et la voie à l'action, j'ai bien conscience que le site fait plus appel à la réflexion qui ne conduit à l'action que si on la mène jusqu'au bout. La voie de l'opposition de gauche peut indiquer son orientation politique que sa voix transmet oralement ou par écrit. A l'heure où une partie de la droite et la gauche se réclame des mêmes valeurs lorsqu'aucun parti ne se réclame des enseignements du marxisme, un recadrage s'imposait.

On n'est pas très avancé en affirmant que toute lutte est politique, pas plus qu'en reconnaissant la lutte des classes, d'une part cela ne signifie nullement que toute lutte se situerait sur le plan politique, ce n'est d'ailleurs pas le cas, d'autre part il faut que certaines conditions soient réunies pour qu'une lutte prenne un caractère politique conscient ou s'inscrive dans une perspective politique, or tout est fait aujourd'hui pour empêcher le prolétariat de se saisir de la situation pour situer ou orienter son combat contre le gouvernement sur le terrain

politique, alors même que l'ampleur prise par le chômage de masse, par la précarité, par l'indigence à laquelle sont confrontés des millions de travailleurs et leurs familles et par les attaques incessantes de la réaction contre toutes les couches du prolétariat mettent à l'ordre du jour les conditions à réunir pour enfin pouvoir en finir avec le régime et instaurer un Etat ouvrier sur la base de l'appropriation sociale des moyens de production, tous les partis retiennent ou tirent le prolétariat en arrière, aucun n'entend se construire sur cette base politique.

On pourrait prendre un exemple pour l'illustrer.

Effectivement les travailleurs menacés de rejoindre l'armée de réserve du capital, les millions de chômeurs que comptent déjà le pays, avaient raison de se battre pour obtenir la meilleure prime de licenciement possible de la part des patrons avant d'être jetés à la rue, ils avaient raison d'occuper les usines, de s'organiser et d'élire leur comité de grève, de s'adresser aux syndicats et aux partis ouvriers pour qu'ils soutiennent leur combat, dans la situation actuelle ils ne pouvaient espérer guère mieux...

Certes, mais il était du devoir des militants révolutionnaires d'avancer la nécessité d'exproprier les patrons ou actionnaires, de les aider à comprendre que la situation dans laquelle ils se trouvaient était finalement partagée par l'ensemble de la classe à laquelle ils appartenaient, et que le sort que leur réservait le capital pour défendre ses intérêts ou ses profits sous la forme d'une délocalisation ou d'un plan de licenciement aurait été inconcevable si un véritable gouvernement ouvrier avait été au pouvoir, et que par conséquent leur combat ne devait pas s'arrêter là sous peine de n'avoir finalement servi à rien, d'autant plus que la perte de leur travail n'est qu'un des aspects de la situation de plus en plus difficile qu'ils vont devoir affronter dans un avenir immédiat avec la remise en cause de tous leurs droits par le gouvernement (retraite, santé, instruction, etc), ils ne sont pas au bout de leurs peines, sinon le jour où ils se retrouveront confrontés à une situation similaire dans des conditions plus favorables sur le plan politique, ils seront incapables d'en tirer partie pour n'avoir pas pu ou su tirer les enseignements de cette expérience, dès lors la seule manière de capitaliser cette expérience, de lui donner une suite, c'était de participer à la construction du parti ouvrier qui s'est donné pour objectif l'instauration d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier qui aura pour tâche de reconstruire la société sur la base des besoins et des aspirations de l'ensemble des exploités...

La voix de l'opposition de gauche est un mot d'ordre politique, c'est l'engagement de combattre sur le terrain politique contre l'Etat des capitalistes et le capitalisme lui-même sur tous les fronts.

Comme l'expliquait Lénine, on doit se saisir de la moindre mesure prise par le gouvernement (et relayée par les médias aux ordres) contre une couche particulière du prolétariat, pour montrer qu'en réalité elle est tournée contre l'ensemble de notre classe qu'il entend ainsi mater, réduire au silence ou maintenir dans un état de servitude qui dure déjà depuis plus de deux siècles.

C'est ainsi que lorsque le gouvernement se sert du moindre fait divers pour s'attaquer aux couches les plus faibles de la classe ouvrière, il est inconcevable de ne pas y répondre ou d'y répondre par le mépris sous divers prétextes ou de ne pas démontrer publiquement comment le gouvernement s'y prend pour s'attaquer à tous nos droits et réduire encore le peu de liberté dont nous disposons, car un jour ou l'autre il retournera ces nouvelles lois à caractère antisociale, répressive ou liberticide contre l'ensemble du prolétariat. C'est de plus en plus souvent par ce biais que le gouvernement diffuse sa propagande et entend nous soumettre à ce qui ressemble de plus en plus à un Etat policier dans la perspective d'un affrontement général et violent entre les classes.

La voix de l'opposition de gauche, ce n'est pas la voix d'un seul militant, c'est la voix de tous les courants, tendances ou regroupements politiques qui combattent pour la révolution prolétarienne et le socialisme qui figurent dans la Tribune libre du site, je n'ai pas retenu ce nom avec la prétention ou l'intention de représenter à moi tout seul le combat pour la révolution socialiste mondiale.

J'espère que ces explications rassureront définitivement ce camarade. Ce n'est que le nom du site et rien de plus. A quelques jours du 70e anniversaire de l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, les camarades auront en mémoire que le courant politique que dirigeait Trotsky et qui s'était regroupé autour de lui pour mener le combat contre le stalinisme après la mort de Lénine avait pris pour nom L'opposition de gauche.

C'est donc aussi en hommage à Trotsky que j'ai adopté ce nom pour le site. Et comme je vous l'ai déjà dit, il m'est passé par l'esprit un soir et je me suis dit : pourquoi pas après tout, sans davantage réfléchir ou sans faire le moindre calcul, sur un coup de tête si vous voulez, histoire aussi de tourner la page d'un site commencé en 2004 quand je soutenais encore le PT et d'en ouvrir une autre tournée résolument vers l'avenir, mais sans rien renier du passé.

Le 16 août

J'ai corrigé les nombreuses fautes qui figuraient dans ma réponse au camarade, hier. (y compris le fichier pdf)

J'ai écrit en grande partie ce texte hier après-midi alors que 14 personnes avaient débarqué chez moi sans que j'en aie été prévenu à l'avance, dont 8 enfants, et j'ai dû m'occuper d'eux seul puisque Manju est en France. Ils étaient venus pour un repas de famille pour célébrer l'Indépendance day, l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947, et aujourd'hui 16 août c'est au tour de Pondichéry, ancien comptoir de l'impérialisme français. Donc j'ai été très perturbé dans mon travail faisant 50 allers et retours entre le jardin, la cuisine et le bureau.

La page *Présentation du site* sera actualisée dans quelques jours.

Sauf événement imprévu, la journée de mobilisation du 7 septembre devrait être une des plus importantes des dernières décennies, si j'en crois l'ampleur du rejet que suscitent à la fois le projet de loi du gouvernement sur les retraites et sa politique en générale, qui s'exprime sur Internet. J'ai relevé deux propos significatifs à cet égard :

1- *"Même si je ne suis pas syndiqué ni de gauche, ni fonctionnaire ni aux 35h, mais à mon compte à 11h de travail par jour et sur 305 jours, je serai dans la rue le 7 septembre pour manifester..."*

2- *"J'y serai, par colère. Jamais été dans la rue mais là je ne supporte pas le mépris, le manque de moralité..."*

Le combat contre le projet du gouvernement aurait dû mettre davantage en évidence sa principale contradiction : alors que les jeunes sont livrés au chômage ou à la surexploitation sur fond de précarité généralisée, le gouvernement veut repousser l'âge du départ à la retraite des vieux travailleurs repoussant d'autant la date d'embauche de jeunes. Le combat contre le projet du gouvernement aurait dû être tourné vers la jeunesse qui n'a rien à attendre de leur société...

FO. Constat, regret et satisfaction.

"Mais le 7 septembre ne suffira pas. Si on veut obtenir satisfaction en matière de retraite comme sur d'autres dossiers il faudra un rapport de force plus fort", a jugé M. Mailly dans une vidéo réalisée vendredi. *"Il n'y a qu'une seule chose qui peut faire reculer le gouvernement, c'est à la fois une mobilisation forte et une mobilisation avec des suites"*, à ses yeux.

C'est quoi monsieur Mailly *"une mobilisation avec des suites"* ? Une grève générale illimitée jusqu'au retrait inconditionnel du projet du gouvernement ? Une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale pour exiger le retrait du projet du gouvernement ? Les deux ? Qu'est-ce qu'un *"rapport de force plus fort"* ? N'existe-t-il pas déjà sur la question précise des retraites ? S'il ne peut s'exprimer, cela ne viendrait-il pas du fait que les dirigeants syndicaux refusent d'avancer ces deux mots d'ordre ? Pourquoi ne le peuvent-ils pas ? Cela ne viendrait-il pas par hasard du fait qu'ils devraient rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat et qu'ils n'y tiennent pas ?

FO, favorable au retrait du projet de réforme des retraites *"qui ne convient pas et qui n'est pas amendable"*, à l'exception de l'augmentation des cotisations sociales pour laquelle FO s'est prononcé à plusieurs reprises.

"la crise est loin d'être finie, malheureusement, parce que les incertitudes sont encore très nombreuses notamment au niveau international" ajoute-t-il.

Quel malheur ! Au moins si la crise du capitalisme était terminée, la menace qui plane sur son avenir serait levée.

Les travailleurs peuvent se mobiliser en période de crise parce qu'ils refusent d'en supporter leurs conséquences, leur combat dans ce contexte ne peut que les amener à s'attaquer au capitalisme et ses institutions politiques, c'est la situation la plus dangereuse pour le capitalisme.

Les travailleurs peuvent se mobiliser dans la période qui suit la crise car ils veulent profiter à leur tour de la reprise économique, leur combat dans ce contexte ne peut que les amener à revendiquer une part infime des profits engrangés par les capitalistes, c'est la situation la moins dangereuse pour le capitalisme.

"Il vaut mieux avoir de bons chiffres que de mauvais chiffres..." (Lepoint.fr 14.08)

Quel soulagement ! Mailly partage ainsi le bonheur de Christine Lagarde qui se réjouit de la hausse du PIB de 0,6% au deuxième trimestre, à croire qu'ils partagent les mêmes intérêts.

Crise au sommet de l'Etat, suite.

1- L'évacuation d'un camp de Roms, samedi 14 août à Montreuil, a été vivement dénoncée par le député villepiniste Jean-Pierre Grand (UMP), qui estime que la *"politique de démantèlement des camps illégaux"* menée par le gouvernement *"tournait à l'ignoble"*.

"Peut-on être un député de la République et laisser faire cela sans réagir quand on découvre que les forces de l'ordre, intervenant très tôt le matin, trient les familles, les hommes d'un côté, les femmes et enfants de l'autre, avec menace de séparer les mères et les enfants?", s'est insurgé M. Grand, qui avait déjà appelé Nicolas Sarkozy *"à revoir sa politique"* en matière d'accueil des gens du voyage dans une lettre adressée au président au début du mois d'août.

"Tous les Républicains ne pourront que condamner ces méthodes qui rappellent les rafles pendant la guerre", a ajouté le député de l'Hérault,

qui appelle à la démission du préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert. L'ancien patron du RAID a été nommé en avril à ce poste par Nicolas Sarkozy. (Lemonde.fr et AFP 14.08)

2- L'ex-ministre Christine Boutin, présidente du Parti Chrétien Démocrate (PCD, allié à l'UMP), critique certaines propositions sécuritaires avancées par son camp, appelant à cesser de "*cultiver la peur*" et "*monter les gens les uns contre les autres*".

"*La stigmatisation de telle ou telle communauté exacerbe la violence*", commente Mme Boutin dans le Parisien-Dimanche/Aujourd'hui en France.

"*Et de qui parle-t-on, quand on évoque les Français d'origine étrangère ? Beaucoup de Français sont d'origine étrangère, nous le sommes tous peu ou prou, à commencer par le président de la République lui-même ! Comment peut-il oublier ça ?*", dit-elle à propos de l'ascendance hongroise du chef de l'Etat. (Lepoint.fr 14.08)

Nouvelles de la "gauche".

À gauche, certains semblent apprécier la décision du chef de l'État. À l'instar du maire PRG de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), Eddie Aït, qui a écrit cette semaine à Nicolas Sarkozy pour lui demander d'évacuer les camps de Roms installés dans son département. «*En tant qu' élu de gauche, et dans un souci de salubrité et de sécurité publique, je demande leur évacuation et leur expulsion dans les meilleurs délais*», explique Eddie Aït. (Lefigaro 13.08)

Niger

Le Niger risque de connaître la pire crise alimentaire de son histoire, près la moitié de la population vit dans la pénurie et un enfant sur six est atteint de malnutrition aigüe, estiment des responsables humanitaires.

Les villageois décrivent une situation plus grave qu'en 2005, quand des dizaines de milliers d'enfants dénutris avaient été traités par les organismes d'aide, pire même que la famine de 1973 qui avait fait des milliers de morts, selon Malek Triki, porte-parole régional pour le PAM (Programme alimentaire mondial) de l'ONU. "*Ils disent que c'est la pire crise de mémoire d'homme*", ajoute-t-il.

Selon des études menées en mai et juin, 16,7% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë. Soit un chiffre supérieur à celui de 15%, repère au-dessus duquel l'ONU considère qu'il s'agit d'une situation d'urgence.

Pour le PAM, 7,3 millions de personnes, soit près de la moitié de la population totale de ce pays désertique ont désespérément besoin de vivres. Dans des zones rurales comme Diffa, précise M. Triki, la plupart des habitants ne se nourrit qu'une fois par jour, au mieux.

Cette année, la sécheresse a détruit les récoltes et le bétail est mort de faim, faute de fourrage, selon Christy Collins, directrice de l'ONG américaine Mercy Corps. Dans le nord et le centre, des carcasses d'animaux parsèment le paysage. (AP 14.08)

Thaïlande.

Ce site internet a été bloqué en vertu du décret d'urgence, «page inaccessible» ou simplement trois lettres rouges sur fond noir : «BAN» («interdit»). Ces messages sont désormais familiers pour les internautes thaïlandais.

Cette censure silencieuse, qui s'apparente à une chasse aux sorcières dans les médias et sur Internet, s'appuie notamment sur les pouvoirs exceptionnels d'un décret d'urgence appliqué depuis le 7 avril. Selon l'ONG Freedom Against Censorship Thailand (Fact), 210 000 sites ont été bloqués par le «big brother» du Web, le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (MICT). Qui préfère évoquer 50 000 pages, suspendues car «pornographiques» ou «contraires à la morale», selon lui. Pourtant, la censure frappe aussi l'ensemble des sites proches de l'opposition. Au rang des indésirables, on trouve entre autres, le site d'analyse Asia Sentinel, de nombreux blogs, certaines pages sur Facebook, Youtube, ou encore Pantip, l'un des forums de discussion les plus fréquentés. Des journaux en ligne indépendants sont aussi touchés. Le respecté Prachatai, qui revendique 40 000 visiteurs quotidiens, a dû changer plusieurs fois d'adresse URL pour échapper à la censure.

«Propagande». Même acharnement à l'encontre des médias traditionnels. Plusieurs dizaines de radios communautaires jugées proches des «Chemises rouges» ont aussi cessé d'émettre à la suite d'opérations musclées des forces de l'ordre. Même punition pour la chaîne People's TV et l'hebdomadaire Thai Red News. «Ces médias ont été fermés car ils incitaient à la violence. Même une démocratie ne peut laisser des médias véhiculer des messages de haine», se justifie Panitan Wattanayagorn, le porte-parole du gouvernement.

De nombreux observateurs confirment pourtant qu'un climat de peur s'est installé dans le monde des médias. Plusieurs ministres ont accusé les journalistes locaux et les correspondants étrangers d'avoir pris parti lors du conflit politique et d'avoir accentué les divisions sociales. Dans ce contexte, l'autocensure, déjà très présente dans la presse et l'audiovisuel thaïlandais, a tendance à se généraliser. Une journaliste de la télévision Channel 3 avoue avoir été fermement encouragée à «*coopérer avec la politique gouvernementale*». «*Nous devenons des*

instruments de propagande, mais il n'y a pas d'autre manière de survivre sous ce décret d'urgence», surenchérit un animateur radio du nord du royaume. Ce décret, mis en place le 7 avril (au pire des manifestations antigouvernementales) et récemment reconduit «*sans raison apparente*» d'après le vice-président du Sénat, a renforcé l'arsenal répressif. Au nom de la «*sécurité nationale*», il permet de bâillonner n'importe quel média, sans jugement. «*Ce décret viole la liberté d'expression, un droit pourtant garanti par la Constitution. On dirait une loi martiale déguisée*», réagit l'universitaire Ubonrat Siriyuvasak.

La loi sur la cybercriminalité de 2007 et le crime de lèse-majesté avaient déjà réduit la liberté d'expression. Dans un pays où le roi est quasi sacré, tout propos critique est passible de quinze ans de prison selon le code pénal. «*Comme tout le monde, nous faisons maintenant très attention à ce que nous écrivons, confie Sawatree, une blogueuse de 24 ans. Au-delà de la censure, on a surtout peur des arrestations.*» Pour avoir publié des images déformées de la famille royale, l'internaute Suwicha Thakor a passé dix-huit mois derrière les barreaux. La directrice du journal en ligne Prachatai est, elle, jugée pour avoir tardé à effacer de son site des commentaires déposés par des internautes, jugés insultants pour la monarchie. Acculé, le journal alternatif vient de supprimer son forum de discussion. «*Nous ne pouvons plus assurer notre sécurité ni celles de nos usagers*», lâche l'équipe dans un communiqué. Même les profils Facebook sont décortiqués par les autorités à la recherche de contenus subversifs. «*Le gouvernement a gagné la bataille de la rue, mais Internet constitue un nouveau front, commente Supinya Klongnarong, qui milite pour la liberté d'expression au sein du Thai Netizen Network. Près de 23% des Thaïlandais y ont accès. On peut y évoquer des sujets tabous, comme la monarchie, alors que les médias traditionnels s'autocensurent.*» (Libération.fr 14.08)

Haut de page ↗

Le 18 août

Retraites.

1- FO RATP a annoncé lundi le dépôt d'un préavis de grève illimitée à partir du 6 septembre au soir. Il concernera tous les salariés de l'entreprise publique. (20minutes.fr 16.08)

Pourquoi ne pas appeler tout simplement l'ensemble des travailleurs du pays à la grève générale illimitée à partir du 6 septembre au soir jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites et le retour aux conditions d'avant 1993 ? Ne serait-ce pas cette motion qui devrait être proposée et votée par les assemblées générales de syndiquées de façon à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière avec ses revendications dans la grève générale contre le gouvernement et le patronat ?

2- Les quatre syndicats représentatifs de la SNCF ont appelé jeudi 19 août les cheminots à se "*préparer*" à la journée d'action du 7 septembre, lancée par la totalité des confédérations contre la réforme gouvernementale des retraites.

Dans un communiqué commun, les fédérations syndicales de cheminots CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT invitent, dans un communiqué commun, les agents de l'entreprise publique à se "*préparer à intervenir massivement par la grève et les manifestations le 7 septembre prochain*".

"*Des millions de salariés se positionnent à l'heure actuelle contre un projet de réforme injuste, refusant notamment le report brutal de l'âge de départ en retraite*", affirme le communiqué. (LeMonde.fr 19.08)

Tant de bruit nuit à l'"*union sacrée des maires avec l'Etat*".

1- Jacques Péliissard, président UMP de l'Association des maires de France, juge dans une interview au *Parisien*, à paraître mardi, "*ni réaliste, ni applicable*" l'idée de Christian Estrosi de sanctionner les maires laxistes en matière de sécurité.

Si Jacques Péliissard approuve l'idée du ministre de l'Industrie d'une union sacrée des maires avec l'Etat pour faire face au problème de l'insécurité, il exprime son désaccord avec sa proposition. (Reuters 16.08)

2- Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a pris ses distances mardi sur Europe 1 avec la proposition de Christian Estrosi de sanctionner les maires laxistes en matière de lutte contre l'insécurité. (Reuters 17.08)

3- En déplacement à Toulon (Var), le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a été le second responsable du gouvernement à rejeter la proposition de Christian Estrosi. (Reuters 17.08)

Après tout, des milliers de maires ne respectent toujours pas la loi imposant un quota de 20% de logements sociaux dans leur commune, idem pour la mise à disposition d'ères de stationnements pour les gens du voyage...

Chasse aux Roms : L'aveu.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé ce mardi matin à Toulon (Var) que «*ce sont quelque 700 Roms qui seront accompagnés dans leurs pays d'ici la fin du mois*». Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a pour sa part affirmé ce mardi sur RTL que la France ne mettrait pas en place des «*vols spéciaux*» pour reconduire les Roms dans leur pays d'origine, reconnaissant en même temps que les personnes expulsées pourront revenir «*puisque c'est la loi*». (20minutes.fr 17.08)

On tient là l'argument le plus évident pour démontrer aux travailleurs que la chasse aux Roms était un coup monté par Sarkozy pour faire diversion et éviter de parler des retraites ou du chômage notamment, diviser les travailleurs, sinon pourquoi chasser les Roms en sachant très bien qu'il sera impossible d'éviter qu'ils reviennent puisqu'ils sont citoyens d'un des pays de l'Union européenne et qu'ils ont le droit de circuler librement dans les 27 pays de l'UE.

Qui le mieux défendra la Constitution et manipulera l'opinion publique ?

Dominique Paillé, porte-parole adjoint de l'UMP, a accusé mardi Edwy Plenel d'«*être un vrai délinquant du journalisme*» après que le fondateur de Mediapart a qualifié, dans la matinée, le président Nicolas Sarkozy de «*délinquant constitutionnel*».

Le fondateur de Mediapart avait accusé, mardi matin sur France Inter, le président de la République d'avoir «*violé la Constitution*», dans son discours de Grenoble, en proposant la déchéance de la nationalité pour certains criminels d'origine étrangère.

«*La possession d'une carte de presse n'autorise pas toutes les outrances et ne justifie en rien de préférer des insultes pour salir les institutions du pays ou ses représentants élus*», affirme Dominique Paillé.

«*La recherche permanente de la publicité pour soi, la volonté d'être au centre de toutes les manipulations pour tenter de façonner l'opinion publique (...) sont des comportements dévoyés qui ne mériteraient que mépris s'ils ne savaient les fondements mêmes de notre pacte social et de nos valeurs institutionnelles*», ajoute-t-il. (Lepoint.fr 17.08)

Paillé doit parler de Sarkozy ! Il a raison, Sarkozy et l'UMP ne méritent que mépris pour avoir manipulé les électeurs lors de la campagne des élections présidentielles de 2007... et n'avoir depuis jamais cessé de recourir à cette méthode pour appliquer sa politique réactionnaire.

Dans leur camp ils parlent volontiers de la Constitution, dans le nôtre c'est un sujet tabou !

Quand les patrons font la loi.

Serge Dassault, sénateur UMP de l'Essonne, souhaite déposer une proposition de loi au Sénat afin de modifier l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Le sénateur a annoncé ce mardi vouloir appliquer la majorité pénale «*dès 16 ans et non plus 18 ans*». (Libération.fr 17.08)

Je rajouterais le travail forcé pour ces gosses emprisonnés... pour le compte de patrons comme Dassault.

Italie.

Alors qu'il participait à un débat sur le thème «*Rome est-elle vraiment une voleuse ?*», le maire de la ville a évoqué les difficultés financières de la mairie devant l'augmentation du nombre de manifestations. Ces six derniers mois, on a en effet dénombré plus de 525 manifestations à caractère national, deux fois plus qu'en 2009. Et l'année n'est pas terminée.

Un cortège de 10 000 manifestants coûterait 18 000 euros à la commune (dont 7 000 euros de frais de police municipale et 5 000 euros de frais d'entretien et de nettoyage). Un chiffre proportionnel au nombre de participants : une manif de 100 000 contestataires coûterait ainsi près de 215 000 euros à la commune.

Sans compter les conséquences pour les habitants qui doivent supporter les désagréments d'une ville totalement désorganisée (trafic paralysé, transports en communs interrompus).

Une facture bien trop lourde pour le maire Pdl («*Popolo della Libertà*», parti de Silvio Berlusconi) qui projette d'instaurer une taxe : pour manifester dans la Rome éternelle, «*vitrine médiatique*» de l'Italie, il faudra que les organisateurs mettent la main au portefeuille en contribuant substantiellement aux dépenses.

Douche froide pour les syndicalistes qui dénoncent une «*provocation antidémocratique*», une «*boutade ferragostienne*», tandis que l'opposition se déchaîne contre «*une initiative qui cherche à limiter le droit de manifester des forces politiques et sociales*» garanti par la Constitution. (Rue89 17.08)

Menaces sur le droit de grève, menace sur le droit de manifester, présence de milices patrouillant dans les quartiers des grandes villes, etc.

l'ombre des chemises noirs plane sur l'Italie...

Chine.

Plus de trente ans après le début de son ouverture économique, la Chine, grâce à une croissance à plein régime, a - successivement - dépassé la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et, tout dernièrement, le Japon, pour devenir la deuxième puissance économique mondiale.

Toutefois, reconnaît un responsable du ministère du Commerce chinois, si l'on s'en tient au revenu par habitant et non pas seulement au PIB, la Chine arrive loin derrière ses rivaux et a encore beaucoup à faire: «*Nous ne devrions pas nous soucier seulement du PIB, mais nous devrions être attentifs au revenu par habitant.*»

Le revenu par habitant en Chine est de 3.800 dollars. Ce qui classe le pays au 105e rang mondial. Tandis que 150 millions d'habitants, sur une population de 1,3 milliard de Chinois, vivent sous le seuil de pauvreté.

Et si son PIB dépasse désormais celui du Japon, la Chine est dix fois plus peuplée que son voisin et est aussi dix fois moins riche par habitant.

«*La qualité de la croissance économique chinoise doit encore être améliorée, que ce soit en termes de qualité de vie, de protection de l'environnement, de science ou de technologie*», a souligné le représentant du Commerce chinois. «*Au niveau d'une nation en développement*»

Pour autant, écrit le Quotidien du peuple, «*l'économie chinoise est encore au niveau d'une nation en développement. La deuxième économie mondiale n'est donc pas l'équivalent de la deuxième puissance économique mondiale*».

Pour le journal de langue anglaise China Daily, la communauté internationale «*ne doit pas attendre trop d'une économie en développement au revenu par habitant encore faible*». (Libération.fr 17.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 août

Les agriculteurs du Lot-et-Garonne ont vendu hier 10 tonnes de fruits et légumes place de la Bastille à Paris. Une bonne affaire, des prix imbattables ? Ils ont pris les consommateurs pour des cons en vérité, ils les ont vendus environ le double que les prix pratiqués sur un marché de Marseille. Déjà à Aubagne qui est situé à 35 minutes en bus de Marseille, sur le marché les mêmes fruits et légumes sont souvent vendus aussi chers qu'à Paris, en pleine saison, c'est mon épouse Magueswary qui me l'a signalé, elle me téléphone tous les deux jours grâce à un abonnement forfaitaire (40 euros par mois). Ensuite ils se plaignent, qu'ils ne comptent pas sur nous pour les soutenir car ils se comportent exactement comme les grandes surfaces qu'ils dénoncent.

Pas le temps de causer ni l'envie.

Peut-on en douter un seul instant ?

De quoi diantre ? Un peu de patience, on aborde une question sérieuse. Bon, c'est vite dit, jugez plutôt.

Extrait de l'éditorial d'*Informations ouvrières* n°111 de cette semaine :

"Des personnalités (1) appellent à manifester le 4 septembre contre la « démarche » du gouvernement. Elles se prononcent pour « le nécessaire respect de l'ordre public », invitent le gouvernement à cesser de « fouler aux pieds la Constitution » et de « mettre en péril la paix civile ». Est-ce vraiment de cette manière que l'on va s'opposer à la dérive en cours ? La Constitution de la Ve République ? Insérée dans l'Union européenne, elle est le cadre qui organise la destruction massive des emplois, des services publics et des droits ouvriers et démocratiques. Défendre la Constitution permettrait de bloquer l'offensive contre la démocratie ? On est en droit d'en douter."

En douter, en douter seulement ? C'est tout ? En réalité Gluckstein refuse de trancher.

Vous vous souvenez sans doute qu'il nous avait fait le même coup deux semaines auparavant lorsqu'il avait écrit : "*Des institutions de la Ve République, anti-ouvrières et antidémocratiques, il n'y a rien à attendre pour qui veut défendre et préserver les droits de la classe ouvrière.*"

Affirmer qu'on pourrait très bien se passer de la Constitution et des institutions de la Ve République n'engage à rien, quand on demeure incapable de dire par quoi il faudrait les remplacer, vous ne trouvez pas ? Une proposition.

Ne serait-ce pas une excellente occasion pour engager une campagne politique pour l'abrogation de la Constitution de la Ve République sur laquelle repose les institutions, l'Etat des capitalistes ? Qui osera encore affirmer qu'il est impossible de poser la question de l'Etat, du pouvoir politique ? Qui osera encore affirmer que le développement de la situation ou de la lutte des classes ne permet pas de la poser en toutes circonstances ? Lénine osait l'affirmer, mais c'était un affreux gauchiste.

Cela forcerait tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière à prendre position clairement pour ou contre son abolition et ainsi cela permettrait aux militants et aux travailleurs de savoir quels partis se situent à leurs côtés et quels partis se trouvent dans le camp de leurs ennemis ? Ne serait-ce pas un bon moyen pour aider à clarifier la situation au sein du mouvement ouvrier et forcer les uns et les autres à préciser leurs réelles intentions ? Si le POI n'y tient pas vraiment, c'est peut-être parce qu'il a autant intérêt que les autres partis à ce que cette campagne n'ait jamais lieu. Cette stratégie serait bien entendue incompatible avec la tactique du front unique.

Une telle campagne permettrait donc de vérifier une fois pour toutes les réelles intentions de ceux qui se prononcent régulièrement contre la Ve République sans avoir à le démontrer dans la pratique, au-delà des déclarations orales ou écrites ou des programmes des différents partis dans lesquels cette question figure et qui n'engage finalement à rien aussi longtemps qu'un processus révolutionnaire ne la mettra pas directement à l'ordre du jour. Mais qui y tient vraiment ? Pas le POI apparemment, à deux reprises Gluckstein en a eu la possibilité et il s'est bien gardé d'avancer sur ce terrain.

Les responsables de la situation délétère que nous connaissons aujourd'hui sont bien connus comme le rappelle Gluckstein "*ce sont ceux qui, aux sommets du gouvernement et des multinationales*", certes, mais qu'est-ce qui leur en donne le pouvoir sinon la Constitution ? Abolissez la Constitution et vous abolissez la totalité des institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes n'a plus de bases légales ou juridiques pour continuer à exister, ainsi se trouve posée la question de l'Etat ouvrier qui doit le remplacer sur la base de la mobilisation révolutionnaire et l'organisation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels du pays. C'est cette organisation qui constituera la base de cet Etat ouvrier.

Maintenant ce n'est pas parce que vous abolissez la Constitution que vous abolissez du même coup les rapports de production basés sur la propriété privée des moyens de production. Il faut donc que le prolétariat révolutionnaire se dote d'une Constitution dans laquelle sera inscrite l'abolition de la propriété privée des moyens de production, et que dans un premier temps, les grands ou les principaux moyens de production soient désormais le bien commun de la collectivité de telle sorte qu'il soit impossible dans l'avenir à quiconque d'en devenir le propriétaire tout ou en partie, et pour que leur fonctionnement repose réellement sur les besoins de la population, que les richesses qu'ils produisent profitent vraiment à l'ensemble des producteurs, leur contrôle devra être assuré par les travailleurs eux-mêmes. Il serait urgent de rédiger un projet de Constitution qui remplacerait celle de la Ve République.

Sarkozy, qu'une grande partie de ceux qui ont voté pour lui en 2007 traitent dorénavant d'*imposteur*, amuse la galerie avec ses déclarations fracassantes, et cela marche. J-L. Mélenchon le traite de "*Zorro de service*", P. Laurent de "*xénophobe*" ou de "*raciste*", etc. Après plus républicain que moi tu meurs, meilleur défenseur de la Constitution que moi tu meurs, vaut mieux encore parler d'autres choses, des retraites par exemple. Pourquoi pas, pourquoi ne pas relier la question des retraites, du chômage, etc. à celle de la Constitution, des institutions ? Mais ce serait forcément orienter résolument notre combat dans une perspective politique, contre l'Etat ? En voilà une histoire ! Justement, ne serait-ce pas ce qui manque le plus aujourd'hui aux travailleurs pour reprendre espoir que vivre dans une société meilleure c'est possible ?

Si au cours des 52 dernières années il a été impossible d'en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté notamment, cela n'aurait-il rien à voir avec l'existence de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que les directives réactionnaires de l'Union européenne ont été adoptées ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que la Bourse, les banquiers et les actionnaires des multinationales ont pris le pouvoir ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que des milliers de militaires ont été envoyés aux quatre coins du monde pour faire la guerre à des peuples qui ne leur avaient rien demandé ou pour soutenir des régimes antidémocratiques ou des dictatures ? Ne serait-ce pas dans ce cadre que tous nos acquis ou droits sociaux sont systématiquement remis en cause puis liquidés ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que s'est développée l'exclusion, toutes les formes de discrimination et de violence que nous connaissons aujourd'hui, le racisme, la xénophobie, tant d'injustices et d'inégalités qui frappent des couches entières de la population, principalement la classe ouvrière ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que s'est développée une forme de décadence intellectuelle, culturelle ou artistique dont la médiocrité est récompensée par une légion d'honneur ? Ne serait-ce pas dans ce cadre précis que tous les rapports sociaux ou familiaux sont en train de se déliter pour céder la place à un individualisme suicidaire ? Etc. Ce ne sont pas les arguments qui manquent pour tailler en pièces les institutions ou le régime en place.

Cette proposition n'intéressera évidemment pas les dirigeants du POI (CCI) qui en plus de devoir gérer les contradictions au sein de leur propre parti ont apparemment beaucoup de mal à suivre le développement de la situation, ce qui explique peut-être qu'ils aient besoin tous les quatre matins de recourir à des déclarations fracassantes du genre : "*Passer sur les retraites, c'est ouvrir la voie à des mesures qui auraient pour résultat un véritable basculement de société*" (L. Gauthier page 2), car voyez-vous désormais la transformation de la quantité en qualité se produirait à la vitesse de la lumière, ce qui n'est pas totalement faux, sauf qu'à cette vitesse-là elle passera inaperçue même à l'oeil nu d'un initié, lumière sans doute nécessaire pour se projeter dans le futur et qui demande en plus de faire preuve d'un peu d'audace quand on dirige un parti. Bon il ne faut pas trop leur en demander et nous ne nous faisons aucune illusion de ce côté-là.

Remettre en cause la Constitution et les institutions de la Ve République, c'est une chose, indiquer la voie à suivre pour l'abolir ou les renverser en s'inspirant des enseignements de la lutte de classe du XXe siècle, principalement de la révolution russe, c'est une autre paire de manches, surtout qu'il faudrait préciser par quels organismes politiques elles pourraient être remplacées... Inutile d'aller plus loin pour le moment, bien qu'on puisse proposer une ou des réponses à cette question, puisque sans une révolution aucun changement politique n'aura jamais lieu. Et oui, même le mot *révolution* est devenu imprononçable, tabou, tant ils divisent à l'intérieur des partis dits ouvriers, n'est-ce pas ?

En guise d'épilogue.

La pauvreté, le racisme, la xénophobie, la violence, etc. qui alimentent les conversations et font l'objet de grandes déclarations ne datent pas d'hier. Hier, pour tous ces gens-là ils étaient tolérables, quand ils prennent une forme plus aigüe du fait de la crise du capitalisme et constituent une menace pour leur petit confort personnel et l'ordre établi, ils se souviennent soudain de leur existence... avant de passer à autres choses les jours suivants.

Le chômage de masse existe depuis plus de 30 ans, on vit avec, la pauvreté n'a jamais cessé, on ne la voit même plus en temps ordinaire, le racisme a toujours été présent, il fait partie des meubles lui aussi, la violence n'a jamais disparu, on y prête attention que lorsqu'elle nous concerne directement ou qu'elle sert de propagande au gouvernement, lorsqu'elle ne concerne plus que les quartiers défavorisés et tend à se généraliser.

Par bien des côtés le racisme et la xénophobie étaient bien pire dans les années 60 qu'aujourd'hui, un résidu nauséabond de la guerre et de la décolonisation inachevée... Le chômage de masse s'est développé à la suite de la crise du capitalisme du début et du milieu des années 70. La violence à l'école ou dans les banlieues existait déjà dans les années 60-70, j'en ai été suffisamment victime pour en témoigner si nécessaire.

Ecologie capitaliste.

Génération Ecologie (GE) a affirmé jeudi qu'elle ne soutenait pas un appel à une candidature de Nicolas Hulot à la présidentielle de 2012, "*déplorant*" un tel appel lancé, sans son aval, par l'Alliance écologiste indépendante dont GE est membre. Lire la suite l'article

"*C'est avec surprise que Génération Ecologie découvre*" que "*Alliance écologiste indépendante en appelle à Nicolas Hulot pour être le candidat des écologistes à la prochaine élection présidentielle*", affirme dans un communiqué Michel Verna, porte-parole national de GE.

"*Cette décision*" de l'AEI a été prise de "*façon unilatérale, sans avis des instances de Génération Ecologie et du bureau politique de l'AEI et nous le déplorons*", ajoute-t-il.

"*Génération Ecologie ne soutient pas l'appel à la candidature de Nicolas Hulot et souhaite un candidat écologiste indépendant issu de l'Alliance Ecologiste Indépendante*", ajoute le communiqué. (Lepoint.fr 19.08)

Des policiers d'extrême droite dictent, le ministère de l'Injustice applique.

Le parquet d'Evry a interjeté appel jeudi de la condamnation à sept et trois mois de prison ferme à l'encontre de deux hommes de 18 et 20 ans pour des violences commises sur des policiers dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes (Essonne), a indiqué le parquet. Mercredi, le tribunal correctionnel d'Evry a condamné ces deux hommes à respectivement un an de prison, dont cinq mois avec sursis mise à l'épreuve, et trois mois ferme, pour des violences volontaires et des outrages sur des policiers. Les deux condamnés n'ont toutefois pas passé la nuit en prison, aucun mandat de dépôt n'ayant été prononcé à l'audience.

Jeudi, le syndicat Alliance, second syndicat de gardiens de la paix, a déclaré que "*les policiers ne comprennent pas la légèreté des peines*", s'interrogeant "*sur ce verdict d'une clémence sans commune mesure avec les faits graves reprochés aux prévenus*". (Lepoint.fr 19.08)

Le gouvernement mondial des banques.

1- Le président de BNP Paribas, Michel Pébereau, et son directeur général Baudouin Prot ont dégagé un total d'1,2 million d'euros de plus-value en actions, après avoir exercé puis revendu des stock-options en août, selon des informations de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Michel Pébereau a exercé (acheté) le 9 août des stock-options pour un total de 1.894.800 euros à un prix préférentiel de 47,37 euros l'action, selon des déclarations publiées mercredi par l'AMF. Il a ensuite revendu les actions au prix du marché (56,922 euros), pour un total de 2.276.880 euros, réalisant une plus-value de 382.080 euros.

Dans une opération similaire de stock-options, il avait acquis le 3 août 40.000 actions au prix préférentiel de 47,37 euros pour un montant de 1.894.800 euros, avant de les revendre le même jour au prix de 56,06 euros, pour un montant total de 2.242.400 euros, d'où une plus-value

de 347.600 euros.

Baudouin Prot a pour sa part cédé le 9 août pour 2.846.100 euros d'actions au prix unitaire de 56,922 euros, après avoir exercé des stock-options le 3 août pour un montant de 2.368.500 euros, selon des documents de l'AMF. La plus-value atteint 477.600 euros. (libération.fr 18.08)

2- Un juge américain a validé mercredi un accord à l'amiable conclu entre Barclays et le ministère de la Justice mettant un terme aux poursuites engagées à l'encontre de la banque pour avoir enfreint des sanctions commerciales.

Ce juge fédéral, Emmet Sullivan, avait pourtant estimé la veille que cet accord, qui prévoit le versement par l'établissement britannique de 298 millions de dollars (232 millions d'euros), constituait un traitement de faveur.

Il a finalement donné son feu vert mercredi au terme d'une audience d'une heure pendant laquelle il s'est dit préoccupé par le fait que Barclays avait choisi de ne pas plaider coupable, qu'aucune personne n'était poursuivie à titre individuel et que l'amende serait réglée par les actionnaires et non les dirigeants de la banque.

Barclays est accusée d'avoir commercé avec des banques à Cuba, en Iran, en Libye, au Soudan et en Birmanie de 1995 jusqu'à septembre 2006, montrent des documents de justice.

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions et des embargos commerciaux contre Cuba, l'Iran, la Libye, le Soudan et la Birmanie. Barclays est accusée d'avoir masqué des transactions pour le compte de banques dans ces pays.

L'accord à l'amiable porte sur une durée de deux ans et si Barclays remplit ses engagements, les charges seront levées au terme de ce délai. (Reuters 18.08)

Grande-Bretagne. Recyclage.

L'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown demande 100.000 dollars (78.000 euros) par discours, maigre pitance par rapport à son prédécesseur Tony Blair, le mieux payé au monde avec des cachets qui peuvent aller jusqu'à plus de 400.000 euros (487.000 euros), selon la presse britannique, notamment pour deux discours donnés aux Philippines.

Gordon Brown a demandé à une agence londonienne spécialisée de sonder des clients potentiels au Moyen-Orient et en Asie pour des interventions à propos du livre qu'il est en train de finaliser et qui portera sur la crise économique, indique le magazine The Spectator (droite).

Gordon Brown demande que lui soit également accordé une chambre dans un hôtel cinq étoiles, un billet d'avion en première classe et trois business class pour sa suite. Son épouse Sarah peut être «louée» pour 20.000 dollars (16.000 euros) afin de décerner un prix lors de cérémonies officielles, précise le Spectator. (Libération.fr 19.08)

Suisse.

Swiss Life Holding a fait état mercredi un bénéfice net en hausse de 94% au premier semestre, à la faveur d'une amélioration des performances de sa filiale allemande AWD et de réductions de coûts. (Reuters 18.08)

Irak. Un pays livré à des mercenaires pour le compte de l'impérialisme américain.

Le nombre de personnes employées par des entreprises de sécurité privées et travaillant pour le compte de l'administration américaine en Irak va doubler pour atteindre 7.000 après le départ des troupes de combat, a indiqué jeudi le département d'Etat.

Confirmant un article du New York Times, M. Crowley a indiqué à la presse que la plus grande partie des entreprises de sécurité allaient continuer à assurer des missions variées. (Lepoint.fr 19.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août

Causerie en grève pour cause de manque de participants.

Le ver du capitalisme était dans le fruit.

1- Vendredi, Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été d'Europe Ecologie.

"La réalité est complexe, et les slogans sont bêtes. Dire que nous sommes anticapitalistes, par exemple, c'est bête." (Reuters 20.08)

2- Gabriel Cohn-Bendit, président des Amis d'Europe Ecologie.

Lefigaro.fr : Selon vous, quelle forme le futur rassemblement doit-il adopter ?

Pour moi, il devra d'abord s'appeler Europe Ecologie. Les Verts doivent comprendre qu'il faut ouvrir une nouvelle page. Parmi eux, certains répètent sans cesse qu'il ne faut pas mélanger la gauche et la droite, qu'il faut se déclarer anti-capitaliste... Nous, nous leur disons : «*Qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela signifie de se dire anti-capitaliste ?*» Aujourd'hui, ces clivages et ces slogans sont dépassés. Nous devons en finir avec ces petites phrases qui ne veulent plus rien dire. En Île-de-France, un militant Vert sur deux n'a pas renouvelé sa carte afin de rejoindre Europe Ecologie. Cela montre une évolution.

Lefigaro.fr : Jusqu'où le rassemblement peut-il s'étendre ?

Au moment des européennes, j'avais dit qu'on pouvait très bien aller de José Bové à quelqu'un comme Nathalie Kosciusko-Morizet, en passant par le MoDem. Mais la question n'est pas de savoir si Europe Ecologie doit s'ouvrir aux gens de gauche ou aux gens de droite. Si NKM aurait à mon sens sa place à Europe Ecologie, d'autres à l'UMP ou chez les villepinistes ne l'auraient évidemment pas. (Lefigaro.fr 20.08)

3- Corinne Lepage, présidente de Cap 21.

Le Point.fr : Les Verts-Europe Écologie sont-ils toujours capables d'ouverture ?

Corinne Lepage : C'est la question que je leur pose : "*Est-ce que vous êtes prêts à un grand arc républicain ?*" Mais j'ai le sentiment que les Verts ont gagné la bataille. Ils vont prendre l'appareil. C'est pour ça que Dany Cohn-Bendit râle. Le problème, c'est qu'Europe Écologie n'est pas une force organisée face à l'appareil des Verts, très organisé, lui, et extrêmement dur. Si les Verts ont accepté la fusion, c'est pour mettre leur structure à disposition d'EE. Ça n'a plus grand-chose à voir avec le rassemblement que voulait Dany.

Le Point.fr : Que pensez-vous d'une ligne "*anticapitaliste*", prônée par certains Verts ?

Je ne suis clairement pas anticapitaliste. Le capital, ce n'est pas un gros mot. Il faut arrêter ! On a besoin d'un capitalisme entrepreneurial. De même qu'il faut se pencher sur les questions de sécurité. (Lepoint.fr 20.08)

Attac : soyons solidaire du régime capitaliste.

Après une grave crise interne au milieu de la décennie écoulée, l'organisation altermondialiste Attac réunit ses militants à Arles, dans les Bouches-du-Rhône.

Les ateliers d'Arles privilégieront donc "*la construction d'alternatives qui soient à la fois en rupture radicale avec la finance et porteuses d'émancipation des citoyens vis-à-vis de toutes les formes de domination*", indique un communiqué.

Les participants s'interrogeront donc notamment sur "*comment bâtir un système bancaire et monétaire au service de tous, comment redistribuer les richesses, au plan national et international*" ou encore "*comment entamer la transition vers une société solidaire et économe en ressources*". (Lexpress.fr 20.08)

Inde.

Le milliardaire américain George Soros a racheté 4 % de la Bourse de Bombay pour près de 35 millions de dollars. Un investissement effectué via son fonds spéculatif Quantum.

Les investisseurs étrangers possèdent près de 30 % de la Bourse de Bombay (BSE).

La Deutsche Börse et la Bourse de Singapour en détiennent notamment 5 %. (Lefigaro.fr 20.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 août

Les agences de notation sont au capitalisme, ce que les instituts de sondage sont à la politique.

A ceux qui observent la lutte des classes par le petit bout de la lorgnette.

Tiens donc, le PS plébiscité par la majorité des "*Français*" selon un sondage. "*Retour en grâce*" titre certains médias, d'autres plus sarcastiques sans toutefois trop en dire pour ne pas vendre la mèche parlent de "*miracle*".

La nouvelle tactique du gouvernement des banquiers pour faire passer la contre-réforme des retraites, s'appuyer sur son fidèle allié quand l'enjeu en vaut la chandelle? Vous n'avez pas remarqué que dans le passé chaque fois que les courants de ce parti mettaient en veilleuse leurs désaccords c'était que le gouvernement préparait un mauvais coup contre la classe ouvrière ou qu'il était en difficulté pour l'appliquer ?

L'unité, ce parti ne la réalise que dans ces circonstances ou sur des questions ne présentant aucun intérêt fondamental du point de vue des institutions. Même les élections passent au second plan, car après tout, en étant dans "l'opposition" la situation est confortable, les postes et les prébendes qui vont avec demeurent alléchants, surtout qu'on n'a pas vraiment de compte à rendre ne gouvernant pas, élus sur un mandat reposant sur des illusions qui finalement ne trompent plus personne permet de dire et faire n'importe quoi, et quant à ceux qui leur demanderaient des comptes, ils pourront toujours leur rétorquer qu'ils savaient à quoi s'en tenir en votant pour eux, vous êtes nos complices que vous le vouliez ou non...

A moins que ce sondage reflète l'état d'esprit de la majorité de la population qui en a plus qu'assez de Sarkozy et de sa bande de furieux réactionnaires illégitimes et minoritaires dans le pays. Les deux hypothèses se rejoignent plus qu'elles ne s'excluent. La majorité des travailleurs est contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites, cela tombe bien puisque même le PS prétend s'y opposer, alors qu'en réalité chacun sait qu'il va tout faire pour aider Sarkozy à le faire passer. Ainsi le PS n'apparaît pas coupé des masses... pour finalement mieux servir les intérêts du capital, toujours la même histoire en quelque sorte depuis un siècle.

Et puis avant-hier lors de la plénière des Journées d'été d'Europe Ecologie, Pierre Moscovici, secrétaire national du PS chargé de la "convention nationale sur le nouveau modèle de développement" était entouré de Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Europe Ecologie), mais aussi de Corinne Lepage (Cap21, ex-MoDem), Patrice Bessac (PCF) et Corinne Morel d'Arleux (Parti de Gauche) (Reuters 20.08).

Si tout ce beau monde, qui a rappelé ces derniers jours qu'il n'était pas anticapitaliste, se dit maintenant prêt à se ranger derrière le PS sachant que parvenu au pouvoir il poursuivra consciencieusement la politique antisociale de l'UMP, cela valait bien un geste de reconnaissance de la part des médias et des instituts de sondage.

Pour que la boucle soit bouclée, l'Ifop a fait monter Sarkozy et Fillon de deux points, vaut mieux avoir deux fers au feu prêts à servir, on ne sait jamais par les temps qui courent...

Question aux opportunistes de service : Vous avez vraiment envie de faire l'unité avec ce panier de crabes réactionnaires ?

Bien entendu, le capital préférerait que son parti officiel, l'UMP, conserve le pouvoir en 2012. Pourquoi ? Parce qu'il pourrait ainsi se prévaloir d'être légitime pour appliquer sa politique réactionnaire, de plus il serait en droit d'estimer que le rapport de force lui étant favorable, il serait en mesure d'appliquer sa politique jusqu'au bout, alors que si le PS parvenait au pouvoir ce serait sur la base d'un rapport de force inverse donc défavorable à l'application de la même politique jusqu'au bout. On sait maintenant qu'une fois le PS arrivé au pouvoir, le mouvement ouvrier se retrouve pour ainsi dire cadenassé, neutralisé, désarmé politiquement de l'intérieur, du coup le rapport de force qui était favorable au prolétariat avant les élections se retourne en son contraire, et une fois le sale boulot accompli pour le compte du capital, le parti de l'ordre retournera au pouvoir et ainsi de suite.

C'est juste le petit bout qui fait la différence, petit bout qui sur le plan de la dialectique peut retarder ou repousser à plus tard la transformation de la quantité en qualité, la liquidation pure et simple de la Sécu par exemple, d'où le soutien dont a toujours bénéficié le PS de la part des autres partis dits ouvriers depuis des lustres, y compris ou surtout dans les syndicats, c'est moins visible mais tout aussi efficace, ce qui n'a pas empêché le capital de parvenir à ses fins et d'appliquer sa politique jusqu'au bout, disons pas directement, moins brutalement, mais sûrement et lentement, par petits bouts, par des moyens détournés pour finalement conserver le pouvoir, l'essentiel quoi.

Mais ce jeu sordide qui passionne nos dirigeants n'en finira-t-il pas un jour direz-vous ? A force de tirer sur la corde elle finit bien par casser un jour effectivement, mais en attendant à ce jeu-là on peut facilement s'épuiser, des vies, des générations entières peuvent être sacrifiées, qui s'en soucie réellement aussi longtemps qu'on ne sent pas concerné personnellement, n'est-ce pas ? Toute la question est là.

Jusqu'où et jusqu'à quand peut-on accepter de se sacrifier ? Facile à prévoir théoriquement, difficile à pronostiquer dans la pratique. A défaut d'imaginer une société fondée sur d'autres rapports sociaux et en l'absence d'un véritable parti communiste, le capitalisme aurait encore de beaux jours devant lui, mais rongé jusqu'à la corde par ses contradictions, elle peut céder plus rapidement qu'on ne le pense...

Consensus pour empêcher que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie ne basculent dans le camp de la classe ouvrière.

1- Ils sont prêts à faire la police et gérer les conséquences de la survie du capitalisme contre le prolétariat.

"Il y a certes une insécurité sociale ou écologique, mais il y a aussi une insécurité tout court ! Si on n'a pas peur d'innover, de dire des choses qui ont toujours été incorrectes dans nos têtes, alors on pourra conquérir un électorat qui se dit ni de droite, ni de gauche", avait plaidé Daniel Cohn-Bendit lors des Journées d'été du rassemblement d'Europe Ecologie et des Verts. (Reuters 20.08)

2- Quand un discours de "gauche" sert à couvrir une politique de collaboration de classes.

La fusion entre Europe Ecologie et les Verts devrait être officiellement entérinée mi-novembre, lors des assises de l'écologie. Quant à la direction du futur parti unifié, à qui sera-t-elle confiée ? Si rien n'est officiellement tranché pour le moment, un schéma bicéphale semble privilégié. Cécile Duflot pourrait ainsi rester secrétaire nationale, mais se verrait accompagnée d'un président (les noms de Yannick Jadot, eurodéputé cohn-bendiste, et de Jean-Paul Besset, eurodéputé hulotiste, sont les plus cités en coulisses). (Lefigaro.fr 21.08)

Réaction d'un Internaute : "La fusion hold up ! tout bénéfice pour les neo-libéraux, pro europe inféodée à l'OTAN d'Europe Ecologie sur le dos de l'aile gauche républicaine des verts. Cela rappelle le hold up des neo-libéraux du PS sur les socialistes républicains (82) et celle des neo-libéraux de l'UMP sur les gaullistes (2002)... trop fort ces neo-libéraux, encore une victoire pour la concurrence libre et non faussée et le marché dérégulé. On peut se demander à quel moment les salariés du pays vont ils comprendre l'ampleur de ce qui est en train de se passer."

3- Placez-vous dans les starting-blocks dans la perspective de 2012, il y aura des places à prendre, foi de Placé !

Jean-Vincent Placé : "Je reste sur l'unité. L'unité et le rassemblement des écologistes se concrétise par une ligne politique claire, une stratégie claire avec un candidat à la présidentielle qui sera désigné après des primaires en 2011. C'est la fin de la séquence de bisbilles qui ont pollué le mouvement au printemps dernier." Et de poursuivre : "il y a un consensus de fait"... avec la verve Cohn-Bendit.

Répondant à Moscovici (PS) : "Le débat n'est pas sur le groupe parlementaire. Il faut qu'on trouve un accord sur le fond pour réussir à battre Nicolas Sarkozy en 2012.", ce ne devrait pas être bien difficile d'y parvenir, quant à enfumer leurs militants et leurs futurs électeurs, la réponse à la question que lui pose le journaliste *Comment comptez-vous y parvenir?* se passe de commentaire : "Il faudra être subtil". (20minutes.fr 21.08)

Intimidation. CIA, Pentagone ?

Le fondateur du site internet WikiLeaks spécialisé dans la publication de documents confidentiels, Julian Assange, a été durant quelques heures samedi accusé de viol par la justice suédoise, qui a finalement annulé son avis de recherche. Julian Assange avait immédiatement nié les faits reprochés et, avec son entourage, il avait dénoncé une manoeuvre malveillante contre WikiLeaks. Le parquet, qui avait annoncé dans la matinée que M. Assange était recherché pour viol et agression, a publié un bref communiqué en fin d'après-midi expliquant succinctement que finalement, "la procureur en chef Eva Finné avait décidé que Julian Assange n'était pas suspect de viol" et que, de ce fait, il n'était plus "recherché".

Au cours de la journée, Julian Assange, un Australien de 39 ans, s'est interrogé lui-même sur le timing de l'affaire : "Pourquoi ces accusations tombent-elles maintenant ? Ça, c'est une question intéressante", soulignait-il sans plus de détails sur le site internet du quotidien suédois de référence Dagens Nyheter. En début d'après-midi, Twitter a publié un message de WikiLeaks attribué à Julian Assange : "Les accusations sont sans fondement et leur objectif à un tel moment est profondément dérangeant." Ce message ne se retrouvait pas sur le site officiel de WikiLeaks qui a publié, en revanche, un autre commentaire Twitter affirmant : "On nous avait dit de nous attendre à des coups bas. Nous venons de recevoir le premier." L'auteur de ce commentaire est identifié comme "rxdazn".

WikiLeaks, qui a apporté son soutien à son fondateur dans un communiqué publié sur son blog officiel, s'est attiré les foudres de l'administration américaine en publiant sur l'internet quelque 77.000 documents confidentiels sur la guerre en Afghanistan. Et Julian Assange a annoncé la semaine dernière à Stockholm sa volonté de publier, malgré leur confidentialité, les 15.000 autres documents militaires sur cette guerre qu'il possède. Une tentative du site pour obtenir l'aide de l'armée américaine afin d'expurger de ces documents certains éléments trop sensibles pour la sécurité de "parties innocentes" a rapidement avorté, chacun rejetant la responsabilité de l'échec sur l'autre. (Lepoint.fr 21.08)

Commentaire d'un Internaute. C'est de la dictature : Julian Assange gêne le Pentagone, subitement il est recherché pour viol, d'où vient la combine ? Viktor Bout vend des armes, comme beaucoup d'autres pays, mais il concurrence les Etats - Unis, curieusement alors qu'il est citoyen russe il est extradé vers les USA. [...] Et vous voulez parler de démocraties ?

Italie. La xénophobie est au pouvoir.

Le gouvernement italien va demander à l'Union européenne l'autorisation d'expulser des ressortissant d'Etats membres tels que les Roms lorsque leurs conditions de vies sont jugées inadéquates, annonce le ministre de l'Intérieur, Roberto Maroni.

"Oui, des expulsions comme pour les immigrés clandestins, pas des retours volontaires ou assistés. Naturellement, juste pour ceux qui enfreignent les règles de la vie dans un autre Etat membre: avoir un revenu minimum, un logement adéquat et ne pas être un fardeau pour le système social du pays d'accueil", dit le ministre, membre de la Ligue du Nord, le parti xénophobe d'Umberto Bossi.

"Les expulsions doivent concerner tous les citoyens de l'UE qui ne répondent pas à certains critères, pas seulement les Roms", poursuit-il

Le gouvernement de centre-droit de Silvio Berlusconi a souvent été taxé de racisme lors de précédentes campagnes contre l'immigration clandestine et l'insécurité.

"En tout état de cause, le problème est ailleurs: à la différence de la France, beaucoup de Roms (...) possèdent la nationalité italienne. Ils ont le droit de rester ici. On ne peut rien faire", conclut Maroni, dont les propos ont aussitôt suscité de vives réactions dans l'opposition. (Reuters 21.08)

Le problème est "ailleurs" ? Ou peut-il bien être alors, à quoi pense cette chemise noire, à leur retirer la nationalité italienne s'ils ne disposent pas d'un "revenu minimum" et sont au chômage ?

[Haut de page ↗](#)

Le 25 août

En raison des fortes pluies des derniers jours le relais Tata Indicom a été endommagé, résultat plus de téléphone ni Internet jusqu'à hier soir. Plus de télévision non plus et le courant qui va qui vient. Quant à la mer, elle est restée calme et n'a pas avancé, elle doit être à 80 mètres de l'endroit où je vous écris.

J'ai pratiquement terminé mon article sur le front unique, j'ajouterai dans les jours qui viennent des extraits d'un texte de Trotsky que j'ai eu le temps d'annoter hier (La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale Communiste -L.Trotsky- 8 janvier 1930), ils se rapportent au même sujet, ils traitent aussi de l'attitude du prolétariat avant, pendant et après une crise du capitalisme.

Mon épouse Magueswary sera de retour en Inde pour trois mois à partir du 12 septembre.

Question qui mérite réflexion.

La crise est-elle terminée oui ou non ? Qui a intérêt à prétendre qu'elle continue ? Quel intérêt y aurait-il à affirmer le contraire ? Si elle est terminée, tout le monde va réclamer une part des nouveaux profits, y compris la classe ouvrière, on sait que chaque sortie de crise donne lieu généralement à un regain de la lutte des classes... Les représentants du capitalisme n'ont donc pas du tout intérêt à chanter sur tous les toits que la crise serait terminée, ils n'en ont pas besoin pour rassurer les marchés qui connaissent par coeur la musique. La crise (en soi) ne suffit pas à entraîner le prolétariat au combat...

Alors dans quelle situation sommes-nous précisément pour ajuster notre tactique ? En 1930 Trotsky analysait aussi bien les cours de la Bourse, les bilans comptables des entreprises, que le nombre de grèves au cours des années et des mois passés, le taux de fréquentation des ouvriers aux réunions des partis ouvriers, notamment, pour s'en faire une idée précise, et vos chers dirigeants, ils font comment au juste, on se pose la question puisqu'on n'a pas encore vu de leur part le début d'une réflexion nous permettant de nous en faire une idée. Trotsky précisait à propos de l'état d'esprit des masses : *"la radicalisation, il faut la démontrer, non par des déductions, mais par des faits"*. (La "troisième période" d'erreurs de l'Internationale Communiste -L.Trotsky- 8 janvier 1930). Pour mesurer l'état de la situation, il précisait encore qu'il fallait prendre en compte l'ensemble des secteurs économiques, des grandes aux petites entreprises, l'ensemble de la classe ouvrière et ne pas se focaliser sur certaines couches, que ce qu'il appelait la "conjoncture" jouait un grand rôle, il entendait par là l'état d'esprit dans lequel les masses abordaient cette crise, si elles venaient de remporter des victoires ou de subir des défaites sur le plan économique ou politique, etc.

Vous avez le temps apparemment de vous amuser avec Facebook mais pas de m'écrire un courriel en cinq minutes, vous trouverez bien le temps de plancher sur cette question, à moins qu'elle ne vous intéresse pas ou que vous attendiez qu'on vous mâche le boulot. Quelle corvée le militantisme !

J'arrête là, j'ai au moins 5 heures de nettoyage à me taper, plus mon repas et celui du chien à préparer, et tout ce que je n'aurai pas le temps de faire aujourd'hui, je ne trouverai décidément jamais le temps d'aller sur Facebook !

Retraites.

Le ministre du Travail, Eric Woerth, s'est dit prêt à recevoir les syndicats, s'ils le souhaitent, pour d'ultimes réunions sur la réforme des retraites avant le début du débat parlementaire le 7 septembre prochain. (20minutes.fr 24.08)

Est-ce que le 2 septembre sur les coups de 11h vous ira ? Comme cela on pourra aller manger ensuite un morceau ensemble au frais de notre chère République, chez un de vos amis restaurateurs de préférence, histoire de ne pas perdre les bonnes habitudes, qu'en pensez-vous monsieur le ministre ?

Un courtisan au bord d'une crise de nerf, non, d'une crise cardiaque !

Le ministre du Budget, François Baroin, s'est dit frappé par "*la curieuse inversion des valeurs*", après les réactions de l'Église contre l'expulsion des Roms par le gouvernement, lors d'un déplacement, lundi, à Grenoble. "*Une victime devient douteuse, et quand un prêtre, dans une sortie dominicale, souhaite en quelque sorte la mort du président de la République, oui, il y a une curieuse inversion des valeurs*", a-t-il déclaré. (Lepoint.fr 23.08)

Le tri sélectif de l'Union européenne.

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Ecri), un organe du Conseil de l'Europe, a mis en garde mardi la France contre une stigmatisation des Roms.

L'Ecri rappelle avoir demandé en juin aux autorités françaises de combattre les attitudes racistes vis-à-vis des Roms et de "*respecter les droits sociaux*" de cette population et exprime "*sa déception face à cette évolution particulièrement négative*".

"*Une politique fondée sur des expulsions forcées et des mesures 'incitant' à quitter la France ne peut fournir une réponse durable*", ajoutent les experts européens.

"*L'antitsiganisme, qui constitue une forme particulière du racisme, devrait être combattu de manière efficace dans tous les pays européens*", concluent-ils. (Reuters 24.08)

Renvoyer par charters des immigrés illégaux, y compris dans des pays en guerre (Afghanistan), l'Union européenne n'y voit aucun inconvénient par contre.

Ils jouent sur tous les tableaux, car d'un autre côté ils savent très bien que nulle part en Europe les Roms sont correctement traités sans qu'ils s'en inquiètent, au contraire cela fait partie de la règle du jeu : il faut dans chaque Etat un quota de personnes particulièrement mal traitées dont ils se désintéressent la plupart du temps, pour pousser certaines d'entre elles excédées à enfreindre les lois en vigueur qui seront ensuite jugées insuffisamment dissuasives pour ensuite justifier qu'ils faillent les renforcer, quite par la suite à s'en servir contre d'autres couches de la population, la méthode est bien rodée et ne date pas d'hier.

Ils créent une situation dont ils dénoncent ensuite les aspects insupportables quand cela les arrange, situation sociale ou calendrier électoral oblige par exemple. Ils créent pour ainsi dire malgré eux cette situation, comme le chômage qui sert à augmenter la concurrence entre ouvriers et à faire baisser les salaires notamment, ensuite ils sont surpris que la consommation baisse, pour un peu ce serait la faute des chômeurs ! Et si un chômeur se met à voler pour survivre, ce qui est légitime, leur justice s'en prend à lui et non aux capitalistes qui l'ont exploité avant de le jeter à la rue, encore moins à l'Etat qui est complice des patrons.

En résumé, ils créent une situation intenable à terme, et lorsque ceux qui en sont victimes se rebellent, ils s'en prennent à eux. Avec la panoplie impressionnante de directives antisociales que l'Union européenne a adoptées et fait adopter à chacun des Etats de l'UE au cours des dernières décennies, cette agence du capital est directement responsable de la situation des Roms en France et en Europe. Bizarrement ils savent très bien comment s'y prendre pour faire plier un gouvernement et lui faire adopter un tas de mesures réactionnaires en échange d'un prêt (idem pour le FMI), mais lorsqu'il s'agit de l'obliger à respecter les droits légitimes des Roms, là il n'y a plus personne, deux poids deux mesures que leur bonne conscience relayée par le Pape sert utilement à camoufler ou faire oublier.

Républicains de tous bords, unissez-vous !

L'ex-premier secrétaire du PS François Hollande a appelé mardi "*tous les républicains*" à se rassembler pour défendre les principes de la République violés, selon lui, par le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy sur les Roms et la déchéance de la nationalité.

Selon lui, "*à travers le discours de Grenoble, deux violations de principes fondamentaux ont été exprimées*" par le président Sarkozy : "*la stigmatisation d'une communauté*", les Roms, et "*la distinction entre les citoyens français, selon qu'ils sont d'origine étrangère ou qu'ils sont français de souche*".

"Tous ceux qui considèrent qu'il n'y a pas besoin d'affaiblir les principes de la République pour renforcer la protection de nos concitoyens sont les bienvenus", a-t-il lancé en soulignant que dans l'UMP aussi "des hommes et des femmes" se sont exprimés. (Lepoint.fr 24.08)

Les barbouzes du régime Sarkozy à l'image de leur maître : ridiculisés par plus médiocres qu'eux !

Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) a affirmé lundi soir que la libération des deux otages espagnols constituait une "leçon pour les services secrets français", après l'échec d'un raid franco-mauritanien et la mort de l'otage français Michel Germaneau, dans un message diffusé par El Pais.

"Grâce à Dieu, les moudjahidines ont résolu de manière positive l'affaire des Espagnols retenus, Albert Vilalta et Roque Pascual, qui a fini avec la libération le douzième jour de ramadan. Et c'est une leçon pour les services secrets français, qui devront en tenir compte à l'avenir. Les Français auraient pu penser et agir de manière responsable avec les moudjahidines. Ils auraient ainsi évité la folie et la colère qui provoquèrent la mort de leurs concitoyens" (notamment celle de Michel Germaneau, NDLR), écrit l'Aqmi, dans son communiqué traduit en français par le quotidien espagnol. (Lepoint.fr 24.08)

Le goût amer du profit.

1- L'association de consommateurs Familles Rurales qui publie son Observatoire des prix relève une augmentation conséquente sur un an atteignant 11,1% pour les fruits et de 5,5% pour les légumes. Selon l'étude publiée ce matin dans *La Croix*, les plus fortes hausses concernent le melon - dont le prix a flambé de près de 60% - les nectarines et les haricots. Cette forte augmentation s'explique notamment par les caprices météorologiques. Pluie et froid ont pesé sur les récoltes et réduit l'offre de marchandises, poussant les prix à la hausse.

Cette hausse est d'autant plus regrettable que, parallèlement, la qualité des produits s'est réduite, note une autre association de consommateurs, la CLCV vient aussi de publier une enquête sur le «goût des fruits». Elle révèle un taux de satisfaction assez moyen des consommateurs : si les melons s'en sortent plutôt bien avec 80% d'avis favorables, les autres fruits ont nettement moins la côte. La moitié des Français interrogés dédaigne pêches et nectarines, jugées peu sucrées. La faute cette fois-ci aux grandes surfaces qui proposent des produits pas assez mûrs et surtout stockés dans de mauvaises conditions, notamment à des températures trop froides, pour permettre une conservation plus longue et réduire les pertes. Au détriment des saveurs. (Lefigaro.fr 24.08)

2- Les cours de l'arabica se rapprochent des 2 dollars la livre à New York, du jamais vu depuis 1997. Les industriels n'excluent pas de répercuter la hausse sur leurs produits.

La hausse des cours s'est faite très brusquement au mois de juin. A cette date, les principaux pays producteurs d'Amérique latine, et notamment la Colombie, le Brésil et le Mexique, subissaient des aléas climatiques laissant envisager une baisse des récoltes. Même chose pour le Vietnam.

D'après le département américain de l'Agriculture (USDA), une hausse de 10 cents sur le prix des graines de café entraîne une hausse de 2 cents du prix de détail. Mais une augmentation persistante des cours de la matière première sur une longue période entraîne une hausse équivalente à terme sur les prix de détail.

Bill Patterson, analyste chez Mintel International Group, prédit dans les colonnes de MarketWatch, une hausse des prix du café en supermarché de l'ordre de 9 à 10% d'ici à la fin de l'année. (JDF 24.08)

Dans les deux cas, c'est la faute aux mauvaises conditions climatiques, pas à la spéculation !

Allemagne.

L'Allemagne a connu au deuxième trimestre une croissance de 2,2%, du jamais vu depuis la Réunification pour un trimestre, mais, le déficit public de l'Allemagne a plus que doublé en un an passant de 18,7 milliards au premier semestre 2009 à 42,7 milliards d'euros au premier semestre 2010. Il équivaut à 3,5% du PIB. (Libération.fr 23.08)

Etats-Unis. La quadrature du cercle.

Les ventes de logements anciens aux Etats-Unis ont dévissé de 27,2% en juillet par rapport à juin, selon les chiffres publiés mardi par l'Association nationale des agents immobiliers (NAR).

Ces chiffres catastrophiques sont certes pire qu'attendus mais ne sont pas une surprise totale. Ils correspondent en effet à l'arrêt du crédit d'impôts mis en place par l'Etat fédéral afin de soutenir les ventes.

L'aggravation de la situation sur l'immobilier survient alors même que les taux d'intérêt sont au plus bas. Habituellement, cela devrait relancer le marché. Ce paradoxe «peut s'expliquer par le fait que les perspectives d'emploi sont mauvaises», avance Aneta Markowska,

économiste Etats-Unis chez Société générale CIB. «*Les entreprises ne partagent pas vraiment leurs profits avec les salariés, fragilisant ainsi la reprise.*»

Or, «*pour avoir une reprise solide dans l'immobilier, il faut que l'emploi reparte*», analyse Scott Brown, économiste en chef chez Raymond James, cité par Bloomberg. Il faut aussi que les ménages finissent de se désendetter, ajoutent d'autres analystes. Ainsi, pour Thomas Julien, de Natixis, «*le secteur immobilier ne se redressera que lentement, tiré par des facteurs structurel (hausse de la population par exemple) mais freiné par le désendettement en cours des ménages*». (JDF 24.08)

Chine. L'envers du décor d'un développement à marche forcée ou l'enfer au quotidien des Chinois.

Un immense embouteillage de 100 kilomètres de long bloque une autoroute du nord de la Chine depuis désormais dix jours. Des travaux sur l'axe Pékin-Zhangjiakou de la Voie Rapide Nationale 100 sont la cause principale de l'engorgement, qui ne devrait pas se résorber avant un mois et demi, selon les autorités.

Certains conducteurs sont coincés depuis cinq jours sur l'autoroute selon la télévision. Au pire de la congestion, les voitures ne peuvent avancer que d'un kilomètre par jour. L'embouteillage a débuté le 14 août dans une portion d'autoroute de plus en plus fréquentée. Le trafic routier sur cet axe augmenterait de 40 % chaque année. (Lemonde.fr 24.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août

Deux courriels reçus.

1- Extrait de celui d'un camarade du NPA : "*cette histoire de crise commencée/terminée/renforcée/durable/illusoire commence à m'enlever sérieusement. Si crise = misère et exploitation, alors le capitalisme est en crise depuis le début. Si ça veut dire "moins de thunes pour nos amis les riches", qu'on se rassure : ils vont très bien ! J'ai l'impression que "crise" est devenu le nouveau vocable à la mode pour justifier les attaques contre notre classe (on voudrait bien faire du social, mais les caisses sont vides!) comme les plus honteuses trahisons (en période de crise, les travailleurs ne s'engageront que sur des luttes défensives, donc ne surtout pas lancer de nouvelles revendications, les masses ne sont pas prêtes, etc.). Et puis finalement, ça change quoi? Crise ou pas, on a toujours les mêmes "journées d'action" tous les 2 mois, les mêmes "négociations" avec le patronat et le gouvernement, les mêmes dirigeants incapables, et la même gauche reformiste qui nous crache à la gueule. Vivement que ça pète!"*

2- Extrait de celui d'un camarade du PRCF : "*pour moi la crise c'est du pipo, cela voudrait dire que c'est un accident!! (pour eux oui) pour nous c'est la normalité de leur système pourri.*"

Je n'ai pas le temps de répondre maintenant à ces deux courriels, pour faire court, si la crise n'éclate pas toujours de la même manière ou dans le même secteur de l'économie capitaliste, fondamentalement elle a toujours la même origine.

Les forces productives et le marché mondial s'étant développés au-delà de ce que pouvaient imaginer les marxistes de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle, paradoxalement c'est la force d'inertie du système qui permet aujourd'hui d'éviter qu'il ne s'écroule totalement. Entendez par là, d'une part la division du travail qui s'est encore accrue depuis le développement du capitalisme en Asie et principalement en Chine ces dernières années permettant de maintenir des taux de profit élevés grâce à la surexploitation de cette main d'oeuvre, d'autre part, pour survivre au quotidien la population continue malgré tout de consommer les marchandises produites ce qui permet à l'arrivée aux capitalistes d'empocher leurs profits.

D'un côté, les gigantesques masses de capitaux que les exploités ont accumulés, l'état permanent de surproduction de marchandises auquel le monde est confronté, de l'autre, le développement de la population mondiale qui est passé d'un milliard d'habitants en 1900 à 3 milliards au milieu du siècle pour atteindre aujourd'hui près de 6,8 milliards dont les trois quarts ne disposent pas de plus de 2 dollars pour vivre par jour, c'est cette contradiction qui est à l'origine de la crise.

Il n'y a pas crise dans le sens où les capitalistes n'ont jamais été aussi riches, il y a crise dans le sens où proportionnellement la population mondiale exclue du marché n'a jamais été si nombreuse et le reste de la population n'a jamais été aussi endettée, ce qui lui interdit de consommer davantage pour continuer de faire marcher la machine capitaliste.

Il y a crise dans le sens où les pays capitalistes dominants entendent conserver leur place sur le marché mondial, alors qu'ils n'en ont plus les moyens face à de nouveaux concurrents, il n'y a pas crise dans la mesure où les multinationales des pays dominants engrentent toujours des profits records grâce à leur implantation dans les pays dits émergents qui ont développé une nouvelle classe moyenne qui peut consommer davantage. Par exemple, le marché automobile chinois est devenu le premier marché mondial, la Chine consomme la moitié de la production mondiale de ciment.

Il y a crise dans le sens où dans les pays capitalistes dominants, les représentants de l'Etat entendent dorénavant faire payer exclusivement aux travailleurs la différence de productivité qui existe avec des pays comme la Chine, d'où la nécessité pour eux de liquider nos droits sociaux, afin de satisfaire l'avidité des marchés, de se conformer aux exigences des agences de notation entre les mains des banquiers, ces besoins exorbitants avancés par les capitalistes résultant de l'amplification de la concurrence entre capitalistes à l'échelle mondiale pour conserver leurs parts de marchés ou en conquérir de nouveaux.

Il y a crise dans le sens où l'aristocratie financière a pris le pouvoir ou accentuer son pouvoir à partir du début des années 90 et n'entend plus procéder au partage des richesses produites avec la classe des exploités dans le cadre des rapports établis entre les classes lors de la lutte des classes des décennies antérieures, ce qui se doit se traduire par l'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière à ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de sa force de travail.

Plus vous avez de besoins, plus il vous faudra un salaire important pour les satisfaire. Pour continuer de satisfaire vos besoins comme par le passé, étant donné que les prix augmentent, il faut que votre salaire augmente, mais comme les salaires sont pour ainsi dire bloqués ou n'augmentent que très faiblement ou moins vite que les prix, il vous faut travailler plus ou plus longtemps, vous devez être encore plus exploité. Dans le cas contraire, s'il vous est impossible de travailler plus où que vous le refusiez, petit à petit vous ne pourrez plus satisfaire certains besoins et votre salaire finira par correspondre à ce qui est strictement nécessaire au renouvellement de votre force de travail, à votre survie dans un état d'esclavage. Parvenu à ce stade, vos besoins et le salaire correspondant se rapprocheront de ceux d'un ouvrier chinois par exemple.

De la même manière que les capitalistes ont davantage intérêt à délocaliser leur production dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché, ils ont intérêt à favoriser le développement d'une nouvelle couche moyenne tout aussi exploitée. En Inde où je vis par exemple, j'ai constaté que les couches moyennes étaient logées à la même enseigne que le prolétariat, elles bossent six jours sur sept et n'ont pas plus d'avantages que les ouvriers, elles se retrouvent même dans une situation encore plus périlleuse car fortement endettée, elles sont dans une telle situation de dépendance vis-à-vis de leurs employeurs qu'elles ne peuvent rien leur refuser. On pourrait dire que les couches moyennes des pays en développement paient le prix fort des avantages (le salaire) qui leur sont concédés par les capitalistes, prix que les couches moyennes des pays développées se refusent à payer, d'où l'acharnement contre les couches moyennes et la petite-bourgeoisie en France qui se sentent littéralement rackettées par l'Etat.

Il y a crise dans la mesure où la classe ouvrière, les couches moyennes et la petite-bourgeoisie des pays capitalistes dominants, particulièrement en Europe, refusent de travailler plus ou plus longtemps pour conserver leur niveau de vie, d'où la nécessité de se battre jusqu'au bout contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites notamment. C'est donc la lutte de classe et la résistance des masses laborieuses qui donne tout son sens à cette crise et non les aléas de la Bourse.

Il y a crise dans la mesure où les capitalistes en Europe ne peuvent pas s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, de plus, l'Etat confronté à une armée de plusieurs millions de travailleurs pauvres et de chômeurs se retrouve obligé de subvenir à leurs besoins afin d'éviter une révolution. Les capitalistes à l'échelle mondiale, qui devraient s'engraisser sur le dos du prolétariat, se retrouvent forcés d'en nourrir des centaines de millions, si ce n'est plusieurs milliards avec leurs familles, sans qu'ils ne produisent rien. Si ce n'est pas là la manifestation d'une gigantesque crise qui frappe le capitalisme alors qu'est-ce que c'est ?

Pour bien comprendre la nature de la crise du capitalisme, il faut analyser la situation en prenant en compte toutes les contradictions qu'engendre le système capitalisme, leur développement et leur orientation, leur degré de maturité, jusqu'à quel degré les rapports qu'elles expriment peuvent se développer avant de se transformer qualitativement (en leur contraire), faisant voler en éclat (temporairement ou définitivement) le cadre dans lequel ils évoluaient précédemment...

Maintenant, les représentants du capitalisme ont tout intérêt à mettre l'accent sur la crise du capitalisme pour contenir les ardeurs revendicatives de la classe ouvrière. C'est la crise, donc tout le monde doit se serrer la ceinture, tel est leur message en direction des exploités. D'où la nécessité d'informer quotidiennement la classe ouvrière sur les profits que réalisent les capitalistes, les salaires mirobolants des dirigeants des grandes entreprises ou des actionnaires, leur train de vie, etc. Cela devrait faire partie de la propagande quotidienne, permanente d'un parti, pour que les travailleurs comprennent ce que signifient la crise du capitalisme, crise qui n'a rien d'extraordinaire ou de mystérieux, qui n'est pas un accident imprévisible, mais qui est inséparable des lois du fonctionnement interne du système économique capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production, le capitalisme engendrant ces crises depuis qu'il existe comme il conduit à la concentration des richesses entre quelques mains à un pôle, et infailliblement à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population mondiale à l'autre pôle.

Une autre fois on pourrait aborder ce qu'on entend par richesse. Il y a l'argent, notre revenu, les biens que l'on possède. Est-on plus riche qu'autrefois parce qu'on peut se payer un téléphone portable, une télévision et un réfrigérateur, alors que l'on est cent fois plus exploité que jadis, alors que notre mode de vie s'est dégradé, que l'on travaille 6j/7, que l'on n'a toujours pas accès à la santé, aux études supérieures, aux loisirs ou à la culture, lorsqu'on ne bénéficie d'aucune protection sociale, qu'on n'a même pas le droit aux congés payés, à la retraite, lorsque la législation du travail n'existe pour ainsi dire pas, bref, quelques biens matériels en plus et une véritable vie d'esclave jusqu'à la mort, est-ce cela être plus riche par rapport au passé ? Est-ce véritablement un développement ou une régression sociale ?

Quand tous les rapports dans la société deviennent vraiment pourris et insupportables (en France) ou le demeurent (en Inde), manque de

respect, violence gratuite, etc, est-ce qu'on doit parler de développement ou de décomposition de la civilisation humaine ? Quel est le pendant du développement en régime capitaliste ? Qui en fait les frais ? Hier les esclaves des colonies, aujourd'hui les esclaves chinois ou bangladaishi. A ne regarder que sa propre situation ou la situation qui existe dans le pays où nous vivons on ne comprend pas grand chose à la société et au monde tels qu'ils sont. La paix succède à la guerre, est-ce que cela a permis un jour de justifier la guerre ? Non, alors c'est exactement la même chose concernant le développement de la société. Si cela vous coupe l'appétit de devoir penser que votre assiette est pleine parce que quelque part dans le monde une assiette est vide au même moment, dites-vous bien que vous n'y êtes pour rien et que seul le système capitaliste en est responsable, et si vous dénoncez cette situation ou qu'elle vous est insupportable, il ne vous reste qu'une chose à faire, vous organiser pour le combattre jusqu'à ce qu'on est sa peau. Voilà ce qu'il faut expliquer en long, en large et en travers aux travailleurs et aux jeunes.

Que n'ont-ils pas dit sur la situation économique de la Grèce et de l'Espagne par exemple, voici les titres de deux dépêches de presse qui l'illustrent très bien : Le PIB grec se contractera de moins de 4% en 2010. (Reuters 25.08) et La contraction du PIB espagnol en 2009 révisée à 3,7%. (idem) (A suivre)

Chômage.

Le nombre de chômeurs sans activité a baissé de 14.400 en juillet en France métropolitaine. C'est le contraire pour les personnes ayant une activité puisque leur nombre a augmenté de 5.300. En prenant en compte les Dom, le nombre de demandeurs d'emploi est donc passé à 4,2 millions de personnes pour le mois de juillet, soit une hausse sur un an.

Si on ajoute les demandeurs d'emploi en stage, en formation (dont les licenciés économiques en CTP ou CRP) ou en maladie (catégorie D) et ceux en contrats aidés (catégorie E), plus de 4,57 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi fin juillet en métropole.

Le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, s'est félicité de cette baisse des inscrits sans activité, la qualifiant de «succès encourageant». (libération.fr 25.08)

Retraites.

La CFTC s'est dite prête mercredi à poursuivre les discussions avec le gouvernement sur la réforme des retraites avant la journée de mobilisation intersyndicale du 7 septembre, en réponse au courrier adressé la veille par le ministre du Travail Eric Woerth aux syndicats.

"*Nous restons disposés à poursuivre les discussions dans le souci d'une évolution favorable du texte*", a écrit au ministre le président de la CFTC, Jacques Voisin, dans un courrier transmis à l'AFP. (Lepoint.fr 25.08)

Discuter avant ou après le 7 septembre ou rompre les relations avec le gouvernement et le patronat, telle est la véritable question. Dans le premier cas, les intérêts des travailleurs font l'objet d'un marchandage et sont donc subordonnés à ceux du patronat, dans le second, on privilégie l'indépendance de classe du prolétariat qui seule permet de défendre les droits ou intérêts spécifiques des travailleurs.

Sarkonapoléon va-t-en-guerre.

Nicolas Sarkozy, lors de son discours devant la Conférence annuelle des ambassadeurs réunie à Paris, a répété mercredi que le contingent français resterait en Afghanistan "*aussi longtemps que nécessaire*", au moment où plusieurs pays retirent leurs soldats du pays ou envisagent de le faire.

Pour Jean-Pierre Raffarin, "*une forme d'impasse se dessine*" en Afghanistan où la guerre est "*terriblement meurtrière*". La France devrait se retirer "*à l'horizon 2012*", a plaidé l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac mardi sur RMC. (Reuters 25.08)

Réprimons avant tout.

Le député-maire PS d'Evry Manuel Valls a estimé mercredi qu'en matière de "lutte contre l'insécurité", la gauche devra s'"attaquer aux causes du fléau tout en assumant une politique répressive sans complexe".

Parmi les moyens à mettre en oeuvre, l'élue de l'Essonne cite "le soutien à la parentalité", l'éducation "qui doit redevenir la priorité des priorités" ainsi que "rétablir la confiance entre police et population".

Il juge que "*le concept de police de proximité imaginé il y a 10 ans n'est sans doute plus opératoire aujourd'hui dans des quartiers où la loi s'applique difficilement*".

Comme le député PS de l'Essonne Julien Dray, M. Valls pense qu'"*il faut des unités spécialisées liées géographiquement et durablement à ces territoires*" et propose de recruter des policiers issus des "*quartiers*" "*à condition qu'ils soient formés, bien payés, bien encadrés*". (Lepoint.fr 25.08)

La violence individuelle ou en petits groupes, aveugle ou débridée, anarchique, mal ciblée, est le produit de la décomposition du régime qui est la conséquence de l'orientation du capitalisme mondial favorisant les pays où le coût de la main d'oeuvre est le plus bas, au détriment des vieux pays capitalistes dont le développement ne retrouvera jamais le niveau des dernières décennies et la population est endettée et livrée au chômage de masse.

Sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, donc aux institutions de la Ve République, c'est manipuler la population que de faire croire qu'on pourrait s'attaquer aux causes de la violence individuelle qui est un cri de désespoir face aux inégalités et aux injustices dont la jeunesse est la principale victime.

Dans l'impossibilité de s'engager dans cette voie de rupture avec le capitalisme, le PS appelle la population à collaborer avec la police pour assurer la survie de l'ordre établi qui est devenu insupportable à des millions de travailleurs et jeunes. Ainsi ce serait des travailleurs des quartiers ouvriers transformés pour l'occasion en flics, en balances, en délateurs, qui devraient imposer à d'autres travailleurs de leur quartier de subir tranquillement les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme sans entrevoir à l'horizon un autre avenir.

Qui ne dit rien consent. Le monarque et ses courtisans.

Le député UMP des Yvelines Etienne Pinte a appelé mercredi les membres de la majorité et les ministres à rompre leur silence "*quelquefois assourdissant*" pour protester contre l'expulsion des Roms et "*la politique ultra sécuritaire*" du gouvernement. (Lepoint.fr 26.08)

Etats-Unis. L'impérialisme, stade suprême de la barbarie capitaliste.

Selon le site de la chaîne NBC, les gardiens de la prison du comté de Los Angeles (près de Castaic) vont prochainement tester une arme laser anti-émeute. Son principe: grâce à un joystick, les gardiens dirigeront un laser brûlant et invisible sur les détenus afin d'interrompre leur rébellion.

Fabriquée par Raytheon, cette arme est capable d'émettre son faisceau brûlant –d'une largeur comparable à celle d'un disque laser– sur une trentaine de mètres. L'appareil sera testé pendant six mois dans toutes les prisons du pays.

Cité par le Dailymail, le vice-président de Raytheon, Mike Booen, est sûr de l'efficacité du produit:

«Si vous passez dans son faisceau, vous allez vite le comprendre. Vous sentez l'effet en moins d'une seconde. Personne ne peut y rester plus que trois secondes, car cela fait vraiment mal.»

Raytheon évoque même une *«intolérable sensation de chaleur, mais qui s'arrêterait dès que les cibles sortent du faisceau.»*

Sur son blog, The Stir, l'ex-journaliste du *New York Times* Sasha Brown Worsham regrette l'utilisation de cette arme, symbolique selon elle de la déshumanisation des prisons:

«Quand les surveillants pénitentiaires ont testé l'arme dans des conditions réelles, ils ont dirigé le faisceau sur eux-mêmes, puis ils ont ri, comme si c'était drôle... Cela m'a rendu nerveuse. Les histoires racontant la cruauté des gardiens sur des prisonniers sont aussi courantes que les affaires de violences entre détenus. Les deux doivent prendre fin. Mais je ne pense pas que donner un jouet de torture géant aux gardiens soit la meilleure méthode.» (Slate.fr 25.08)

Le 27 août

Je continue temporairement ces causeries, car je trouve démoralisant qu'en ouvrant Internet chaque jour on ait accès à aucun site destiné aux militants faisant le point sur la situation ou qui ne porte un regard critique sur l'actualité. Je me mets à la place des militants qui m'en ont déjà fait la remarque, car du côté moral, je tiens le coup, on n'a pas le choix !

Demain on fera un point sur les différentes stratégies des uns et des autres en vue de 2012. On peut déjà s'en faire une idée assez précise.

Je voudrais aussi intervenir sur la crise au sein du NPA mais je manque de matériels pour cela. J'ai constaté que le POI n'adressait plus ses lettres au NPA, mais seulement au PS, au PCF et au PG. J'ai aussi relevé que le PS et la CGT avaient décliné l'invitation qu'ils avaient reçue de participer à l'université d'été du NPA. Dans les deux cas, la tactique de l'isolement ? Ce serait bien que des militants du NPA m'adressent des documents ou leur point de vue. (A suivre)

Pour compléter la causerie d'hier, à savoir : crise ou plus crise.

On aurait pu se contenter de voir comment avaient évolué les symptômes les plus visibles de cette crise entre 2007 et 2010 : le gel des crédits de banque à banque, la raréfaction de liquidités sur le marché, ces deux facteurs conduisant à une quasi-paralysie de l'économie, la chute des cours en Bourse, la mise en faillite de nombreuses entreprises, le ralentissement de la production industrielle, ces deux facteurs se traduisant par une hausse brutale du chômage.

Alors sommes-nous encore dans cette situation ? Apparemment non et nous savons pourquoi en ce qui concerne les deux premiers facteurs évoqués plus haut, les Etats et les banques centrales ayant versé plus de 14 000 milliards de dollars (dans le monde) aux banquiers et autres institutions financières ainsi qu'à des industriels pour débloquer la situation. Les cours de la Bourse et les profits des entreprises sont repartis à la hausse, tandis que la hausse du chômage s'est stabilisée. Quant aux seules conséquences encore visibles de la crise, elles concernent le niveau du chômage, autrement dit ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de cette crise, pas vraiment une découverte, et le niveau d'endettement de l'Etat qui permet de justifier la politique de rigueur et les attaques contre tous nos droits ou encore contre la fonction publique.

Pour conclure, à proprement parlé, ils ont réussi à passer le cap de cette crise, cependant contrairement aux crises des dernières décennies, ils vont trainer derrière eux pendant des années comme un boulet les conséquences des moyens qu'ils ont dû employer pour y parvenir, le chômage de masse et l'endettement des Etats, l'affaiblissement de la capacité de la population à consommer de nouveau et à s'endetter du fait de la stagnation des salaires ou leur baisse due à l'augmentation des prix et des divers taxes ou impôts (locaux).

Habituellement chaque sortie de crise se signalait par un redémarrage de la production et une augmentation des profits des entreprises suivie par une baisse importante du chômage, une augmentation de l'inflation suivie d'une augmentation des salaires du fait de l'amplification de la lutte des classes, sauf cette époque est révolue, aujourd'hui c'est l'aristocratie financière qui gouverne le monde sans partage et dicte sa loi aux Etats et rien n'a changé dans ce domaine depuis 2007, la spéculation a repris de plus belle et les profits réalisés ne sont pas réinvestis dans la production dans les pays où la main d'oeuvre est plus chère qu'ailleurs, en Asie particulièrement, d'où la persistance des conséquences de la crise en France à un niveau insupportable à terme pour le gouvernement...

Avec son cynisme habituel, le gouvernement s'appuie sur cette partie visible de la crise qui n'en est que la conséquence, pour claironner sur tous les toits que la crise est loin d'être terminée quand cela l'arrange, et le contraire à l'adresse des marchés et autres agences de notation, ainsi il peut tromper facilement les travailleurs qui n'y entendent pas grand chose en économie, mais qui au regard de leur situation peuvent estimer que la crise continue puisqu'ils continuent d'en faire les frais, les frais en réalité de la sortie de crise qui ne concerne que les capitalistes.

En résumé. L'argent pour les banques, pas pour les travailleurs ; les profits pour les capitalistes, les dettes pour les travailleurs ; la grande vie pour les privilégiés et la crise pour la plèbe qui trime comme un esclave. Facile à comprendre et expliquer, non ?

Proposition. Pourquoi ne pas imprimer ce passage sur une feuille A4, le photocopier à quelques centaines d'exemplaires et le distribuer dans les boîtes aux lettres de votre quartiers ou à vos collègues de travail... Vous avez besoin qu'un parti vous tienne la main pour le faire ou vous en donne l'autorisation ? Pour bien faire il faudrait appeler à une réunion pour organiser les travailleurs, etc. Pas besoin du front unique des partis pour aller de l'avant, le front unique n'est pas la seule tactique à la portée des militants pour construire le parti, pas même besoin d'un parti implanté nationalement pour mener ce genre d'actions, c'est un faux prétexte.

En complément les infos suivantes qui confirment ce qui vient d'être dit.

Profits.

- Accor vise un résultat d'exploitation 2010 en hausse - Reuters
- Malgré l'affaire Bettencourt, L'Oréal se porte bien - 20minutes.fr
- Bureau Veritas renoue avec la croissance - Le Figaro
- Le DG de Fiat satisfait du déroulement du 3e trimestre - Reuters
- Le Crédit agricole réalise un deuxième trimestre meilleur que prévu - LePoint.fr
- La Poste annonce de meilleurs résultats que prévu - Libération.fr
- Lagardère relève ses objectifs annuels - Le Figaro
- Stallergenes livre des semestriels en hausse - Reuters

Fusion-acquisition.

- Nestlé finalise la cession d'Alcon à Novartis - Reuters
- Une série de bonnes nouvelles pour BioAlliance Pharma - Le Figaro
- Berkshire Hathaway lance une offre sur le solde de Wesco - Reuters
- Les magazines féminins Be et Envy seraient en passe de fusionner - Reuters
- Berkshire Hathaway lance une offre sur le solde de Wesco - Reuters

Banque, crédit.

- Ralentissement en vue dans le secteur bancaire chinois - Reuters
- Les prêts au secteur privé progressent en juillet en zone euro - Reuters
- Timide croissance trimestrielle de 0,2% confirmée en Espagne - Reuters
- Les prêts au secteur privé progressent en juillet en zone euro - Reuters

Nouveaux marchés.

- LVMH confiant pour ses activités montres-joaillerie en Chine - Reuters
- Renault lancera 5 modèles en Inde entre la mi-2011 et la mi-2013 - Reuters
- Atos rachète un spécialiste des moyens de paiements en Inde - Reuters

Ca baigne quoi... pour eux seulement !

Retraites.

1- Nicolas Sarkozy a réuni jeudi à l'Elysée les ministres chargés de la réforme des retraites et souhaité que les éventuelles évolutions sur la pénibilité puissent faire l'objet d'amendements au projet de loi.

A ce sujet, François Fillon a indiqué à l'issue de la réunion que le gouvernement devait être *"ouvert aux propositions, aussi bien des organisations syndicales, lorsqu'elles en font, qu'éventuellement des formations politiques, (et de) tout l'échiquier qui peut faire des propositions constructives"*.

Le gouvernement et l'intersyndicale à l'exception de FO sont calés sur la même longueur d'onde, puisque les dirigeants syndicaux ne réclament pas l'annulation ou le retrait du projet du gouvernement contrairement à FO, ils réclament seulement que le gouvernement revoie sa copie afin de tomber d'accord sur la *"meilleure"* réforme possible, dans l'intérêt *"équitable"* des deux partis évidemment, les travailleurs et les patrons, comme si cela pouvait être possible. Le seul fait d'admettre une *"réforme"* qui ne peut être que régressive, subordonne les intérêts du prolétariat à ceux des capitalistes.

Le mot d'ordre de *"retrait"* seul ne suffit pas. Il fallait ajouter ou insister sur la nécessité de revenir à la situation antérieure à 1993 pour donner un contenu qui soit crédible, lier impérativement et en permanence les deux mots d'ordre, ce qui aurait abouti à la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement, ce qu'aucun dirigeant syndical ne souhaitait, d'où le constat qu'aucun syndicat n'a osé s'aventurer dans cette voie, tous sans exception et chacun à leur façon soutiennent ainsi le gouvernement.

2- Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a adressé au ministre du travail une fin de non-recevoir sur une éventuelle et ultime rencontre au sujet de la réforme des retraites, lui reprochant de *"manquer de transparence et de franchise"*. Il *"ne se prêtera donc pas à des échanges qui seraient de pure forme pour accréditer la thèse d'un dialogue social toujours vivant alors qu'aucune véritable négociation n'est encore à l'ordre du jour"*, ajoute le numéro un de la CGT. M. Thibault critique le *"refus"* du ministre *"de mettre dès aujourd'hui sur la table [les] éléments"* figurant dans les futurs amendements. (Lemonde.fr 26.08)

Thibault s'aligne donc sur Sarkozy à qui il reproche de ne pas *"négocier"* maintenant les futurs amendements, ce qui permettrait aux différents syndicats de s'en emparer pour mieux afficher leur division et porter ainsi un coup à la mobilisation en préparation du 7 septembre. C'est une façon maladroite de camoufler son soutien à cette contre-réforme et ses réelles intentions.

Thibault hésite, il avance un moyen de désamorcer la mobilisation du 7 septembre qui s'annonce massive, mais il n'ose pas aller plus loin pour ne pas se mettre à dos maintenant la base de son syndicat qui dans sa majorité exige le retrait pur et simple du projet de loi du gouvernement et non un aménagement de celui-ci. Il aurait bien voulu éviter à Sarkozy de devoir subir l'épreuve de cette journée de mobilisation, mais face au rejet qu'inspire le projet du gouvernement à la majorité des travailleurs, il ne peut faire autrement que la subir lui-même, sachant qu'il lui reste plus d'un tour dans son sac pour faire passer cette loi et laisser pourrir le mouvement de contestation qu'elle a déclenché.

L'aveu.

Interview du député UMP de Paris Bernard Debré par le journal *Le Point*.

Question : Pensez-vous que la politique du gouvernement concernant les Roms ramènera l'électorat populaire à Nicolas Sarkozy ?

Réponse : Je ne suis pas sûr que cela fasse revenir l'électorat du FN qui préférera toujours l'original à la copie. (Lepoint.fr 28.08)

No comment !

Charité bien ordonnée...

Les catholiques français sont majoritairement favorables à la reconduite dans leur pays des Roms dont les camps ont été démantelés, selon un sondage CSA pour La Croix rendu public jeudi. (Reuters 26.08)

Sur la situation des Roms.

Malgré le principe de libre circulation, les Roms rencontrent de nombreux obstacles pour accéder à l'emploi. Le rapport annuel publié ce jeudi par le collectif Romeurope insiste sur la taxe imposée aux employeurs souhaitant embaucher une personne Rom (avoisinant parfois les 806 euros) et la nécessité d'attendre une autorisation administrative avant de commencer à travailler, soit une attente «de un à trois mois dans le meilleur des cas».

Or, si les Roms peuvent entrer en France en présentant passeport ou carte d'identité comme tout citoyen européen, au bout de trois mois, ils doivent notamment justifier d'une activité ou de ressources suffisantes s'ils ne veulent pas risquer l'expulsion. (20minutes.fr 26.08)

Alors que plus de 8000 d'entre eux ont encore été reconduits depuis le 1er janvier selon le décompte livré cette semaine par le ministre, «*le nombre de Roms en France est stable depuis des années, de l'ordre de 10 à 15.000. C'est les mêmes qu'on expulse chaque année*», conclut Malik Salemkour, vice-président de la Ligue des droits de l'homme et membre du collectif.

Citant une étude de la Commission européenne de novembre 2008 sur les répercussions de la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, le collectif souligne que «si l'on considère l'ensemble de la population roumaine et bulgare immigrée dans les autres pays de l'UE, seuls 36.000 d'entre eux vivaient en France en 2007, contre 843.000 en Espagne ou 659.000 en Italie». Autrement dit, «*on est loin du mythe de l'invasion*».

S'élevant contre l'idée de «*problèmes spécifiques "roms"*», le collectif réclame que leur soient reconnus, en tant que citoyens roumains et bulgares donc ressortissants européens, «*les droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu résidant en France*». En particulier en matière de droit au séjour, de droit d'asile, de droit au travail (l'accès en est restreint aux Roms en vertu des mesures transitoires d'intégration à l'Union européenne) et de protection sociale. (Libération.fr 26.08)

Dehors l'auteur de Casse toi pauv'con et son ministre de l'Éducation nationale qui le soutient !

Les "*violences verbales*" feront l'objet d'une procédure disciplinaire, mais les exclusions de plus de huit jours vont être supprimées, dans le cadre de la refonte des sanctions à l'école, a annoncé le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, dans Le Figaro de jeudi. Toute violence verbale à l'égard des personnels entraînera une procédure disciplinaire, et toute violence physique donnera lieu à un conseil de discipline. (Lepoint.fr 26.08)

La violence de l'Etat qui s'exprime à travers le chômage de masse, la généralisation de la précarité de la jeunesse, la paupérisation qui frappe les couches les plus faibles de la classe ouvrière, est à l'origine de toutes les formes de violences individuelles. Cette violence de l'Etat à l'égard des masses laborieuses conduit inévitablement à une situation inextricable dont les conséquences devraient être supportées par ceux qui en sont les victimes, dans ces conditions, pour maintenir l'ordre établi menacé par la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société, l'Etat n'a plus qu'une seule solution : recourir à la répression.

Les violences verbales ou les insultes sont le produit des inégalités et des injustices que secrètent en permanence leur société divisée en classes sociales qui se traduisent par un nombre croissant de privations ou de frustrations, la jalousie ou la haine aveugle de l'autre notamment, leur société a élevé au rang d'idéal la concurrence et la compétition que les individus se livrent entre eux pour survivre sans avoir été capable d'en mesurer les conséquences et d'en fixer les limites, une mission impossible dès lors que l'individualisme à outrance nommé méritocratie a été favorisé par l'Etat au détriment des valeurs collectives... pour mieux continuer de régner.

Sur l'idée de mettre en place des sanctions alternatives, comme des travaux d'utilité collective. «*Est-ce qu'on va avoir les moyens de mettre en œuvre?*», s'interroge le secrétaire général SE-Unsa, Christian Chevalier. (20minutes.fr 26.08)

Christian Chevalier n'est pas contre cette "*une procédure disciplinaire*", il s'interroge simplement sur les moyens de l'appliquer.

C'est dur pour un intellectuel qui n'en a pas l'habitude de se retrouver confronté aux difficultés que vivent au quotidien les prolétaires, aux conséquences de la survie du capitalisme. L'intellectuel syndicaliste ou non qui depuis des lustres s'accommode de l'existence du capitalisme parce qu'il en retire des avantages individuels au lieu de combattre pour son abolition, découvre un jour effaré que sa bonne conscience ou son humanisme à cent balles ne suffisent pas à l'aider à supporter cette dure réalité qui est le quotidien de millions de familles ouvrières, qu'il se creuse un peu les méninges s'il en est encore capable et peut-être trouvera-t-il le chemin du combat pour le socialisme, ce qui ne résoudra pas son problème immédiat mais lui offrira une compensation en échange, au moins il n'aura pas ou plus l'impression de perdre son temps.

Cela me rappelle ma triste scolarité passée dans des établissements privés confessionnels, hélas ! Dans ma classe j'étais très souvent le

seul élève issu du milieu ouvrier. J'étais la tête de Turc des professeurs. Pas plus indiscipliné que la moyenne des élèves, j'étais régulièrement puni ou collé. J'étais même plus poli que la plupart des élèves, car il suffisait que je lâche un "gros mot" à la maison, merde par exemple, pour me faire bastonner par mon père qui avait des bras et des mains de boxeur.

Un jour, je ne sais plus pourquoi, j'avais dû chahuter sans plus, le professeur m'a envoyé au bureau du directeur. Celui-ci m'a immédiatement demandé de rester debout les mains sur la tête dans un coin de la pièce en attendant la sortie de l'école, soit pendant plus d'une heure, après m'avoir tiré violemment les oreilles et infligé un coup sur les doigts de chaque main avec une règle en bois très dur. Il m'infligera comme punition de nettoyer avec un seau d'eau et une éponge le bas du mur de l'escalier menant à son bureau le jour de la fête de l'école, on ne pouvait imaginer pire humiliation. A la fin de l'année (en 5e) j'ai été viré ! L'école se situait à Neuilly-sur Seine juste en face de la mairie qui deviendra plus tard le quartier général d'un certain Nicolas Sarkozy. Le directeur s'appelait Pichoit (?), je m'en souviens encore, le genre Pasqua, même sale gueule, même costard !

Recyclage des courtisans du régime.

L'ancien ministre français Jack Lang a été nommé conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour les questions juridiques liées à la piraterie au large de la Somalie, a annoncé jeudi le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky.

Jack Lang sera chargé « d'identifier de nouvelles mesures pouvant être prises pour aider les Etats, notamment ceux de la région, à poursuivre en justice et incarcérer les personnes qui se livrent à la piraterie », a indiqué Martin Nesirky.

L'ambassadrice américaine Susan Rice a « salué » cette nomination et dit « se réjouir de collaborer étroitement avec lui et de pouvoir coordonner nos efforts ».

Membre du Parti socialiste français, Jack Lang, qui aura 71 ans le 2 septembre, est actuellement député. Il a été ministre de la Culture de 1988 à 1992, puis ministre de l'Education à deux reprises, de 1992 à 1993 et de 2000 à 2002. En 2009, il a été émissaire spécial du président Nicolas Sarkozy successivement à Cuba, puis en Corée du Nord. (20minutes.fr 26.08)

Russie. Ils en avaient oubliée !

Un tribunal russe a ordonné jeudi au parquet de rouvrir l'enquête sur le meurtre du tsar Nicolas II et de sa famille, bien que les bolchéviques auteurs présumés de ce crime commis en 1918 soient morts depuis longtemps.

"C'est un pas important dans notre quête pour la vérité", a déclaré German Loukianov, avocat de la grande duchesse Maria Vladimirovna Romanova, héritière de la dynastie impériale.

La dynastie Romanov a régné sur la Russie durant trois siècles, jusqu'à l'abdication de Nicolas II en 1917. (Reuters 26.08)

Ce n'était pas un "crime", mais juste la monnaie de la pièce rendue à la dynastie Romanov qui avait maintenu tout un peuple en esclavage en recourant à la violence pendant trois siècles avant de le précipiter dans une guerre impérialiste. On n'imagine pas combien de millions de morts la famille Romanov a à son actif. Elle pourrait contacter Robert Hossein qui s'était spécialisé dans la réhabilitation des têtes raccourcies !

Ils n'ont jamais digéré la révolution russe de 1917, rassurez-vous, en dehors des jours de fête ou des commémorations où l'on fleuri les cimetières, plus aucun parti ne s'en inspire vraiment... mais on ne sait jamais, le communisme continue de hanter bien des esprits, le nôtre par exemple et nous ne sommes pas les seuls. Au fait, votre excellence la grande duchesse Maria Vladimirovna Romanova, n'oubliez pas de nous fournir votre adresse exacte, la prochaine fois on fera en sorte que personne ne manque à l'appel !

Chine.

En Chine, l'énorme embouteillage (plus de 100kms) qui s'était formé aux portes de Pékin depuis la mi-août, a fini par se résorber, apparemment d'un seul coup. (Slate.fr 26.08)

Avant-hier Slate.fr annonçait que cet embouteillage allait durer un mois ! Sérieux ces journalistes ? Ils ont rectifié immédiatement, dont acte.

Le 28 août

On continue sur le sujet de la crise abordé lors des deux dernières causeries.

La crise latente qui ronge le capitalisme et qui s'exprime à travers l'exacerbation croissante de ses contradictions a des conséquences sur la totalité des rapports sociaux de la société dans tous les pays. Il y a deux manières de les aborder :

- soit on analyse ces conséquences comme le produit de la survie du capitalisme qu'il faut abolir à l'échelle de l'humanité ;
- soit on analyse ces contradictions comme le produit de la dérive d'un secteur du capitalisme qu'il suffirait de réformer pour que tout rentre dans l'ordre.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier dans son immense majorité ont adopté la seconde analyse, c'est un constat. Elle entre en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière et son indépendance de classe, elle l'affaiblit et la divise.

Elle aboutit au niveau des partis dits ouvriers, le PS et ses satellites, à gérer la société pour le compte du capitalisme, à accepter la liquidation de nos droits sociaux, retraite, Sécu, à concurrencer le parti de l'ordre, l'UMP, sur son propre terrain.

Les associations ou organisations à caractère social ou humanitaire sont sur la même ligne : aménager le capitalisme, soulager les plus durement frappés par les conséquences de la survie du capitalisme sans combattre véritablement les causes de cette situation, ce qui revient à laisser les mains libres aux représentants du capitalisme pour continuer à s'attaquer au prolétariat dans son ensemble.

Le choix est donc facile à faire :

- soit on se place sur le terrain du capitalisme qui demeure l'horizon indépassable en assumant ou partageant la responsabilité des conséquences les plus violentes de sa survie,
- soit on se place sur le terrain du combat pour en finir avec le capitalisme, sachant que le socialisme est la seule alternative possible.

D'où vient l'impossibilité de se placer sur le terrain du socialisme ?

De l'incompréhension des fondements du capitalisme, du refus de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production. On pourrait ajouter, de la confusion ou de l'amalgame entre socialisme et stalinisme dans ses différentes versions (maoïste, castriste), donc de l'incompréhension de la lutte des classes au XXe siècle.

Pourquoi est-ce si difficile de se placer sur le terrain du socialisme ?

Parce que cela nécessite d'interpréter l'évolution de la société et du monde selon d'autres critères que ceux distillés par la classe dominante, qui estime que l'exploitation capitaliste n'a pas besoin d'être justifiée et que la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques existe depuis toujours et qu'elle sera éternelle, ce qui ne correspond évidemment pas à la réalité car les classes sociales et l'Etat sont apparus seulement à un moment donné du développement des forces productives.

Il est plus facile d'adopter l'interprétation du monde que délivre les représentants du capitalisme, parce qu'elle ne repose pas réellement sur une connaissance des forces motrices qui sont à l'origine de la transformation de la société au cours des siècles et des millénaires précédents, le développement des forces productives et la lutte des classes, mais sur l'idée déformée qu'on en a en fonction de sa propre expérience ou position sociale dans la société, ce qui revient à interpréter le monde d'une multitude de façons différentes sans être capable de saisir ce qui est à l'origine de son évolution, ce qui interdit au bout du compte d'envisager de le changer.

On pourrait ajouter la multitude de formations politiques qui se réclament du socialisme, bien que cet obstacle n'en soit pas un dès lors qu'on observe de quelle manière elles mettent en pratique au quotidien leur soi-disant combat pour le socialisme

Rompre avec cette interprétation erronée du développement de la civilisation humaine est difficile, parce que cela nécessite un haut degré de compréhension ou de conscience du fonctionnement du capitalisme (sur le plan économique et politique) qui conduit infailliblement le monde au chaos et à la barbarie.

Une interprétation du monde basée sur les forces motrices à l'origine du développement de la société aboutit au constat que la classe des capitalistes doit céder le pouvoir à la classe des producteurs, que l'avenir de l'humanité ne peut se concevoir que collectivement, la tâche historique que le prolétariat a à accomplir ne consistant pas à prendre le pouvoir pour exploiter une autre classe comme ce fut toujours le cas dans le passé, elle ne l'a pas engendrée, elle n'existe pas, mais à libérer l'humanité de toute forme d'exploitation et d'oppression, ce qui nécessite d'envisager sa propre existence et ses intérêts individuels subordonnés aux intérêts de sa classe (travailleurs manuels et intellectuels confondus), à abandonner une conception individualiste de l'existence basée sur la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux pour survivre, sans se sentir pour autant frustrer ou flouer compte tenu qu'il faudra un certain temps pour venir à bout du capitalisme à l'échelle de l'humanité.

Les intellectuels qui refusent de se situer sur le terrain de la révolution socialiste internationale, n'ont pas compris comment fonctionne le

capitalisme, comment s'est développé la société à travers les siècles ou millénaires, ou ils refusent de le comprendre parce qu'ils tirent profits de la situation actuelle et que la situation telle qu'elle est leur va très bien sur le plan individuel.

Maintenant, ils subissent de plus en plus souvent de plein fouet les conséquences de l'exacerbation des contradictions du capitalisme qui à leur tour leur deviennent insupportables, ce qui va les obliger à remettre en question leur interprétation du monde. Ce contexte va donc devenir de plus en plus favorable à la construction d'un véritable parti révolutionnaire, car l'alternative devant laquelle ils vont se retrouver une fois le dos collé au mur est simple : soit continuer avec le capitalisme, c'est être assuré de connaître une vie de plus en plus infernale, soit le liquider et passer au socialisme avec l'espoir de pouvoir aller jusqu'au bout cette fois, le prolétariat n'a pas engendré une nouvelle classe sociale, il n'existe pas davantage de troisième voie. Facile à expliquer et à comprendre, non ?

Pourquoi est-ce si difficile pour un parti ouvrier de se situer sur le terrain du socialisme ?

Parce qu'il faut assimiler les enseignements de la lutte des classes du XIXe et du XXe siècle, principalement la révolution d'Octobre, ce qui nécessite de les dégager de la fange du révisonisme, du stalinisme et du réformisme qui les empestent, tout en tenant compte des transformations intervenues dans la société depuis un siècle. Chaque révolution s'est inscrite dans le prolongement de la précédente, et si à chaque fois elle a permis de faire un pas en avant vers notre objectif, c'est uniquement parce qu'elle s'était appuyée sur les enseignements de la révolution précédente. Se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917 ou refuser de les prendre en considération ne peut conduire qu'à une impasse et à un échec. Là aussi le choix est simple à faire, il tient de la logique la plus élémentaire ou du bon sens comme l'on voudra, pas besoin d'être normalien pour le comprendre, c'est dans le cas des intellectuels une question de volonté politique et pas autre chose.

Imaginer un jeune chercheur ou scientifique, il a le choix entre poursuivre les travaux de ses prédécesseurs pour aller plus loin dans ses découvertes quitte à revisiter certaines hypothèses autrefois abandonnées le cas échéant pour vérifier à nouveau leurs conclusions, etc., soit il se lance dans ses travaux au petit bonheur la chance uniquement sur la base de sa propre expérience qui demeure forcément limitée, on devine sans effort lequel des deux parviendra probablement à faire avancer la science.

Ce qui est difficile à concevoir et donc à accepter, c'est que cette question ne comporte pas cinquantes réponses possibles, elle fonctionne en binaire dans ses conclusions, alors qu'en réalité elle sera le produit d'une analyse dialectique ou d'une analyse empirique, mécanique et éclectique du développement de l'humanité jusqu'à nos jours.

Le capitalisme est synonyme de destruction massive de forces productives, de régression sociale, de paupérisation, de guerres sans fins, de destruction de l'environnement, etc., elle n'est donc pas une classe progressiste. La seule classe progressiste dans la société, c'est celle qui par son travail produit les richesses nécessaires à la satisfaction de la population.

On a le choix entre une interprétation du monde qui prétend que le capitalisme est toujours une classe progressiste, argument impossible à soutenir au regard de la misère humaine qui s'étend sur tous les continents et du saccage en règle de notre planète dont rendent compte chaque jour les médias, ou une interprétation du monde qui prétend au contraire que c'est la classe ouvrière qui produisant les richesses tout en étant privée est la seule classe progressiste, et que pour cette raison, c'est elle qui doit assumer le pouvoir, planifier et contrôler la production sur la base des besoins de la population afin de les satisfaire.

A vous de compléter cette argumentation qui ne laisse la place à aucun "doute" ; j'ai lu dans une dépêche que Besancenot doutait, vue la voie ou l'absence d'orientation politique du NPA, il a effectivement le droit de douter... de lui et son parti. Quand on affirme que les intellectuels vont se retrouver dans une situation intenable où ils seront bien obligés de se poser les questions que nous venons d'évoquer, on a aucun doute à avoir partant de la radicalisation des conditions objectives (le stress de la vie quotidienne, l'ambiance délétère qui règne dans la société) qui se traduira par la radicalisation des conditions subjectives, pratiquement, ils auront le choix entre continuer de se morfondre dans leur coin et épouser le sort du capitalisme qui mène au chaos ce qui les conduira à soutenir l'UMP ou l'extrême droite, ou ils chercheront une issue politique au capitalisme en décomposition et ils se rangeront résolument au côté de la classe ouvrière, il en ira ainsi pour l'ensemble des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie : socialisme ou barbarie.

Le sort de la classe ouvrière et de l'humanité est en grande partie suspendu à leur choix, même si en dernière analyse, la classe ouvrière de part sa position au sein des rapports sociaux de production demeure bien la seule classe capable de diriger la société pour le compte de l'ensemble de la population.

Juste une remarque à propos de l'article du Front syndical de classe mis en ligne aujourd'hui, à propos de mai-juin 68 et Renault Billancourt. Ils vantent la combativité de la CGT à l'usine Renault Billancourt et écrivent "*même si la direction CGT n'a malheureusement plus rien à voir avec ce qu'elle était à l'époque...*", ils oublient de dire que les ouvriers de Billancourt avaient rejeté le projet d'accord conclu entre les dirigeants de la CGT et le gouvernement qu'ils considéraient comme une trahison, et qu'ils avaient dû prendre la fuite où se mettre sous la protection du service d'ordre musclé du PCF pour ne pas se faire luncher, si j'ai bonne mémoire.

La direction de la CGT est aussi pourrie aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, il ne faut pas nous raconter d'histoires, disons que c'est plus visible aujourd'hui qu'hier au quotidien parce que les contradictions du capitalisme se sont accentuées.

En complément des deux dernières causeries sur la crise.

La crise est terminée...

- Les banques françaises tournent la page de la crise financière - LePoint.fr

... mais le redémarrage est lent et laborieux....

- La croissance américaine revue fortement à la baisse - Le Figaro
- Bernanke s'inquiète pour la croissance américaine - LePoint.fr
- Etats-Unis: l'immobilier toujours aussi déprimé - Le Figaro
- «Plutôt une croissance faible qu'une rechute de l'activité» - Le Figaro
- Les industriels voient l'investissement repartir en 2010 - Le Figaro -
- Airbus aurait revu en baisse les objectifs de production d'A350 - Reuters
- Où sont passés les emplois ? - Slate.fr

...et inégal selon les pays.

- La croissance britannique à son rythme le plus soutenu en 9 ans - Reuters
- Timide croissance trimestrielle de 0,2% confirmée en Espagne - Reuters

Le "recul" de Sarkozy : il concerne quelle couche de la population ? La petite-bourgeoisie et les couches moyennes.

"Attentif aux préoccupations exprimées par les représentants de partenaires sociaux et par les représentants des organisations d'étudiants, le président de la République a décidé de ne pas modifier, pour les jeunes rattachés au foyer fiscal de leurs parents, les règles d'attribution des aides personnalisées au logement dont bénéficient actuellement plus de 650.000 étudiants", a annoncé jeudi l'Elysée.

L'hypothèse d'un aménagement de celui-ci en le liant à des conditions de ressources avait été évoqué ces derniers jours dans la presse.

Alors que le logement représente plus de 50% du budget des étudiants, les aides leur sont accordées sans condition de ressources des parents. Sur les plus de 650.000 étudiants qui touchent l'APL ou l'APS, pour un montant moyen d'environ 200 euros par mois, 80% sont aussi rattachés au foyer fiscal de leurs parents, ce qui permet à ces derniers de déduire une demi-part fiscale supplémentaire. (Reuters 26.08)

Bernard Thibault a cité vendredi sur RTL les gestes annoncés la veille en direction des étudiants, qui n'auront finalement pas à choisir entre aides au logement et bonus fiscal pour leurs parents. (Reuters 27.08)

Quels "gestes" monsieur Thibault ?

Dans le n°112 d'*Informations ouvrières* on trouverait un encadré intitulé *Le coût de la rentrée étudiante* avec quelques postes chiffrés : Loyer à Paris 824 € en province 455 €, inscription en licence 174 € en master 237 € en doctorat 359 €, ticket RU (restaurant universitaire) 3 €

Considérons la situation d'un étudiant faisant ses études à Paris ou la région parisienne, il lui en coûtera mensuellement hors inscription, 824 € + 3 € x 2 x 30 jours = 1004 € c'est un minimum. (+ téléphone, transport, petits déjeuners), 635 € minimum en province.

Question : quel prolo avec un salaire tournant autour de 1 000 € par mois peut se permettre de déboursier cette somme ? Même dans l'hypothèse d'un ménage avec deux salaires autour de 1 000 € par mois c'est impossible de supporter une telle dépense, surtout qu'à cet âge-là un jeune ne peut se contenter d'une petite pièce comme argent de poche, et puis ses études entraînent d'autres frais. A l'arrivée une famille quand elle fait ses calculs, elle doit prendre en compte la totalité de ce que lui coûte un ou plusieurs enfants, sans parler qu'elle est généralement endettée.

Le prolo, c'est toujours la dernière roue du carrosse des syndicats et des partis ouvriers... sauf en périodes électorales ou pour redorer leurs blasons. Sarkozy soigne les couches moyennes et la petite-bourgeoisie, on comprend, on comprend.

Retraites.

"Le gouvernement compte sur un calendrier très serré pour passer très rapidement en force, nous allons relever le défi", a dit Bernard Thibault vendredi sur RTL. (Reuters 27.08)

Autrement dit, c'est le gouvernement qui fixe le calendrier aux syndicats et ils s'y tiennent, les actions proposées par les syndicats doivent y être subordonnées. Le gouvernement a donc fixé le cadre facilitant les grandes manœuvres des uns et des autres pour parvenir à ses fins, CQFD.

Virez-moi ces pauvres de ma vue !

1- «*Jamais le président de la République n'a stigmatisé une minorité en fonction de son origine. Jamais nous n'accepterons qu'une minorité soit sanctionnée pour ce qu'elle est*», a déclaré Bernard Kouchner vendredi.

Le ministère des Affaires étrangères précise que le maintien du séjour est conditionné par «*le respect de l'ordre public*» et «des ressources suffisantes» et que «*l'appréciation de ces éléments résulte d'un examen particulier de chaque situation individuelle*». (Libération.fr 27.08)

2- Le quotidien *Libération* publie les deux amendements que le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, veut voir adopter.

Le premier crée un "délit de *'polygamie de fait, escroquerie, abus de faiblesse*" passible de cinq ans d'emprisonnement et de 75.000 euros d'amende.

Si l'infraction est commise en profitant de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse du partenaire, les peines seraient portées à sept ans de prison et 100.000 euros d'amende. A cela s'ajoute la déchéance de la nationalité.

L'autre amendement prévoit que les personnes naturalisées depuis moins de dix ans perdraient la nationalité française en cas de condamnation à cinq ans de prison ou plus pour un crime ou délit visant un représentant des forces de l'ordre mais aussi un pompier, gardien assermenté d'immeuble, juré ou avocat, voire un conjoint, descendant, ascendant ou toute personne vivant habituellement au domicile de ces personnes, écrit *Libération*. (Reuters 27.08)

Ma p'tit entreprise (Bashung) a du plomb dans l'aile.

Plus d'un auto-entrepreneur sur deux n'a pas déclaré de chiffre d'affaires en 2010, selon les derniers chiffres rendus publics par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) cette semaine. Si certaines de ces nouvelles entreprises sont restées inactives pour mieux être lancées plus tard, la plupart ont été clairement abandonnées.

Reste que ces auto-entrepreneurs inactifs embarrassent le gouvernement. Hervé Novelli envisagerait d'ailleurs de les radier au bout de deux ans, au lieu de trois actuellement. Histoire de prouver l'utilité du dispositif. (20minutes.fr 27.08)

Société.

Le pacte civil de solidarité (pacs) est de plus en plus prisé par les Français. Créé en 1999, il a été réformé en 2005 pour rapprocher son statut de celui du mariage, notamment au niveau fiscal. 175 000 couples ont choisi le pacs en 2009.

Les couples font de plus en plus souvent ce choix pour officialiser leur union : en 2008, deux pacs avaient été conclus pour quatre mariages ; en 2009, ce sont deux pacs pour trois mariages. Cette année-là, on a célébré en France 256 000 mariages, soit 3,5 % de moins qu'en 2008. Et l'on se marie plus tard : en quatre ans, l'âge moyen du mariage a augmenté d'un an : 29,7 ans pour les femmes et 31,6 ans pour les hommes. (Lemonde.fr 27.08)

Australie. Crise politique.

Près d'une semaine après le vote, l'Australie semble encore loin de se doter d'un gouvernement, aucun des deux grands partis n'étant pour l'heure en mesure de trouver un accord avec les cinq députés n'appartenant à aucun d'entre eux. (Reuters 28.08)

Le 29 août

A propos de la stratégie en vue de 2012.

Ce n'est pas un sujet qui nous passionne, mais le positionnement des uns et des autres sur certaines questions se situant déjà dans cette perspective nous oblige en quelque sorte à nous pencher sur cette question pour comprendre certaines de leurs positions.

Deux cas de figure en ce qui concerne le PS, soit DSK sera son candidat, soit il ne le sera pas.

Dans le premier cas, le PS ne pourra pas compter sur les voix de LO, du NPA, du POI ou du PCF. Il pourra compter au second tour sur une partie des voix du PG, d'Europe écologie et du Modem, ainsi que les voix d'une partie des gens pour lesquels peu importe le parti et ayant voté Sarkozy en 2007.

Les voix se portant sur LO, le NPA, le POI ou du PCF étant sans commune mesure avec leur nombre de militants mais demeurant extrêmement faibles, leurs électeurs ne suivront pas forcément les consignes de vote de ces partis au second tour, on peut imaginer qu'ils ne donneront aucune consigne de vote si DSK est le candidat du PS. Un mauvais report des voix du PG et d'Europe écologie suffirait dans ces conditions à favoriser l'élection de Sarkozy, dans l'hypothèse fort probable qu'il sera le candidat officiel de l'UMP, mais d'ici là bien des choses peuvent encore bouleverser de fond en comble la situation politique.

La candidature de DSK pourrait briser le Front de gauche et ouvrir une crise dans le PG, tandis que le PCF se retrouverait totalement isolé, donc cette candidature n'est pas sans risque pour le PS car il aura besoin de la majorité des voix populaires pour l'emporter. Un autre facteur peut venir perturber tous les pronostics : le taux d'abstention qui profiterait davantage au candidat de l'UMP. Pourquoi ? Parce qu'il est possible qu'une partie des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie se disent qu'elles n'ont finalement pas grand chose de bon à attendre de l'ex-directeur du FMI pas plus que du candidat de l'UMP qui les a floués la dernière fois.

L'avantage de la candidature de DSK pour le PS, c'est qu'elle serait plus en adéquation avec la poursuite de la politique de l'UMP, elle serait moins porteuse d'illusions et permettrait de faire patienter les masses plus longtemps.

Dans le second cas, le PS pourra compter sur le report des voix provenant de LO, du NPA, du POI, du PCF, du PG, d'Europe écologie et une partie des voix du Modem, ce qui favoriserait l'élection de son candidat qui serait pratiquement sûr de l'emporter.

Inconvénient, l'élection de ce candidat soutenu par la quasi-totalité des partis dits de gauche à l'exception peut-être du POI, de LO et du NPA serait porteuse d'illusions trompeuses ou tout du moins d'espoir de la part des masses que leur situation va s'améliorer ou tout du moins cesser de se dégrader, or elles se rendront compte rapidement que tel n'est pas le cas. La même situation qu'entre 1981 et 1995 se reproduira-t-elle lorsque les appareils des syndicats s'étaient employés à neutraliser le mouvement ouvrier pour ne pas gêner l'action du gouvernement sur fond de désenchantement ou d'incompréhension totale de la situation de la part du prolétariat et des militants ?

Sauf que la situation n'est plus tout à fait la même, la situation économique et sociale s'est aggravée, les masses attendent des réponses immédiates à leurs questions, le PS et le PCF n'ont plus la même audience au sein des syndicats, rien ne dit qu'ils auront la capacité de contenir longtemps l'impatience et la colère grandissante des masses

A tout prendre, la candidature de DSK serait moins périlleuse ou présenterait moins d'inconvénients pour le PS qu'on pourrait le penser au premier coup d'oeil, on a envie de dire pour le capital, car elle alimenterait la crise au sein de tous les partis se disant de gauche, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs occupations. La candidature de DSK s'inscrirait dans le prolongement du consensus établi entre l'UMP et le PS, pour un peu on pourrait assister au renversement des rôles où ce serait l'UMP qui soutiendrait ouvertement la politique qu'il mettrait en oeuvre et favorable aux capitalistes.

Maintenant la multiplication des candidatures peut conduire à modifier légèrement cette estimation. Le Nouveau Centre aura sans doute un candidat au premier tour, il se peut que de Villepin se présente mais c'est peu probable, il faudrait que Sarkozy ait perdu sur les retraites pour que cette candidature s'avère plausible dans leur camp. Les petits partis de Devillers, Boutin ou Bockel peuvent être tentés par l'aventure, mais elle risque de s'avérer dévastatrice pour l'UMP si les voix du parti de l'ordre sont trop dispersées au premier tour pour se reporter intégralement sur le candidat de l'UMP au second tour.

Le parti radical n'a pas manifesté son intention de présenter un candidat jusqu'à présent, il demeure lié au sort de l'UMP. Le Parti radical de gauche et le MRC de Chevènement ne semble pas en situation de pouvoir présenter un candidat et on ne voit guère quels avantages ils pourraient en tirer. Les écologistes qui ne sont pas intégrés à Europe écologie parce qu'étiquetés trop à "gauche", présenteront sans doute un candidat.

En fonction de l'évolution de la situation sociale et politique d'ici les élections, l'extrême droite présentera deux candidats, encore faudra-t-il que les deux obtiennent les signatures d'élus nécessaires pour se présenter. Si Sarkozy était le candidat de l'UMP, il pourrait être amené à le soutenir compte tenu du virage droitier de l'UMP, tout dépendrait également du choix du candidat du PS, s'il était plus ou moins bien placé pour l'emporter, dans le cas où il serait donner gagnant d'avance, il ne servirait alors à rien au FN de soutenir le candidat de l'UMP, car cela ne porterait pas à conséquence sur les tractations qui auraient lieu entre les deux partis en vue des élections législatives, lors desquels le sort des deux partis pourrait être lié et leur imposer de passer des accords. Si le candidat de l'UMP n'était pas Sarkozy mais un candidat se réclamant du gaulliste, le FN n'aurait aucun intérêt ou presque à le soutenir. Tout dépendrait en dernier lieu du nombre de voix que récolteraient les deux partis. Si le FN dépassait les 10% et talonnait l'UMP, on voit mal comment un rapprochement entre les deux partis ne pourrait pas avoir lieu. Dans tous les cas de figure, il semble acquis que sans les voix du FN le candidat de l'UMP ne sera pas en position d'être élu, et il semble improbable que le FN s'écroule d'ici 2012 ou que l'UMP puisse siphonner la majorité de ses électeurs potentiels.

Les élections sous un régime capitaliste ne rendent compte que très imparfaitement du rapport de force entre les classes. Même si l'immense majorité des travailleurs estiment à raison qu'ils n'ont pas grand chose à attendre du PS au pouvoir, ils sont prêts à voter pour son candidat juste pour chasser l'actuel locataire du Palais.

Notre devoir est de les aider à faire progresser leur niveau de conscience politique et non d'alimenter ou faire naître dans leurs têtes de nouvelles illusions dans le PS et ses satellites. Si sur ce plan (objectif) nous en sommes encore à la même situation qu'il y a des décennies,

c'est que rien n'a été fait pour qu'il en soit autrement, les partis qui se disent ouvriers ont failli à leur mission, il n'y a aucune raison de refuser de dresser ce constat que chaque militant a quotidiennement sous les yeux, et s'y refuser ou ne pas l'admettre, c'est se refuser d'en tirer les leçons pour l'avenir.

En vouloir aux travailleurs serait une grave erreur, la pire entre toutes. Ce n'est pas parce qu'ils vont voter en masse pour le candidat du PS que nous devons forcément les imiter, ce serait le plus mauvais service que nous aurions à leur rendre. Ces derniers jours, les candidats potentiels aux primaires du PS ont rivalisé de zèle pour démontrer qu'ils étaient aussi capables que l'UMP de prendre en charge les questions de sécurité, de faire respecter l'ordre établi, de gérer la société pour le compte des capitalistes, dans ces conditions on ne voit pas comment ni pourquoi on pourrait appeler à participer à la mascarade des élections présidentielles de 2012 qui ne changeront rien au sort de la classe ouvrière. (A suivre)

PS. Parlons de tout... surtout de rien ou l'art de brasser du vent, les promesses électorales suivront.

1- Ségolène Royal a conseillé samedi à ses alter ego socialistes d'éviter les "*sujets qui peuvent nous diviser*" dans la perspective de la présidentielle de 2012.

"*Si on veut construire une France unie où les gens ont envie de reconstruire un avenir commun, il faut commencer par donner l'exemple*", a-t-elle dit.

"*Tous les sujets qui peuvent nous diviser ne sont pas souhaitables*", a-t-elle insisté.

A propos des primaires au sein du PS en vue de 2012 : "*Je ne veux pas rentrer dans les querelles de calendrier*", a dit Ségolène Royal. "*Si le problème de la date (devient) une occasion de se diviser, il ne faut pas aborder ce problème*". Elle a plaidé pour le plus de "*loyauté*" possible lors du scrutin des primaires et ensuite. (Reuters 28.08)

Comme dès qu'on discute politique il y a tellement de sujets sur lesquels des désaccords peuvent intervenir, les éviter revient à ne parler pour rien dire. Mais alors comment départager les différents protagonistes ? En donnant raison au plus fort, à celui qui a le plus de pouvoir ou d'influence, qui vous comptera parmi ses lieutenants ou vous obtiendra un poste quelconque en compensation de votre soutien. Et les idées dans tout cela ? Quelles idées, on vient de vous dire qu'il était "*souhaitable*" de s'abstenir d'en avoir, il y en a qui en ont pour les autres et c'est bien assez, non ?

Je sens que je vais adhérer au programme de Marie-Ségolène Royal, "*une France unie où les gens ont envie de reconstruire un avenir commun*", patrons et ouvriers bras dessus bras dessous, "*reconstruire un avenir commun*", non merci !

2- Porté par des sondages flatteurs, Dominique Strauss-Kahn occupe les esprits des socialistes réunis à La Rochelle.

"*Personne n'est habilité à parler en son nom*", a prévenu François Pupponi, qui a succédé à Dominique Strauss-Kahn à la mairie de Sarcelles (Val d'Oise).

"*La demande de Dominique, c'est que nous le laissons travailler. Il dira le moment venu s'il est candidat. Pendant ce temps là, nous devons travailler pour l'intérêt du parti*", a-t-il ajouté.

"*Tout le monde parle de sa candidature et nous on ne devrait pas? Entre fébrilité et effacement, il y a un juste milieu à trouver*", plaide le président de la région Bourgogne, François Patriat.

Reste que la gauche du PS et les autres partis de l'opposition ne goûtent pas vraiment une candidature de Dominique Strauss-Kahn, qui pilote depuis trois ans une institution réputée pour ses cures de rigueur.

"*Quand il est parti à Washington, il nous a dit : 'Si je suis candidat, je dois montrer que je fais autre chose que du libéralisme'*", raconte la députée Marisol Touraine.

Pour elle, qui met en avant ses déplacements en Afrique ou son "*inflexion sociale*" de l'institution, la mission est accomplie: "*Il est resté Keynésien. DSK, ce n'est pas Trichet !*" (Reuters 28.08)

Elle a raison, ce n'est ni Trichet ni Bernanke (Fed), c'est les deux réunis ! C'est parce qu'il est "*resté Keynésien*" que le FMI a appelé tous les gouvernements en Europe à tailler à la hache dans les droits sociaux des travailleurs !

La hausse spectaculaire du prix des céréales due à la spéculation risque de se traduire à nouveau par des émeutes de la faim, pouvait-on lire avant-hier dans une dépêche de presse. Et sur quel continent avaient-elles eu lieu ces émeutes du ventre ? En Afrique !

Soutien au sionisme à Paris et Jérusalem.

1- Quelque 200 personnes ont participé samedi à Paris à une manifestation organisée par l'association de défense des droits des femmes Ni putes ni soumises, la Ligue du droit international des femmes, et le Mouvement pour la paix et contre le terrorisme, contre la condamnation à mort par lapidation de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, ont constaté des journalistes de Reuters.

"Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours", "sauvons Sakineh", "ni lapidées ni soumises", pouvait-on lire sur les banderoles des manifestants.

"Notre mobilisation paye puisque déjà l'Iran a fait savoir que la sentence a été suspendue", a dit aux journalistes la présidente de l'association Ni putes ni soumises, Sihem Habchi.

"Mais ce n'est pas suffisant, il faut que, comme l'a dit le président de la République, la France soit responsable de Sakineh et du sort de Sakineh", a-t-elle ajouté. (Reuters 28.08)

La connerie humaine tue plus sûrement, et dans ce domaine, force est d'admettre que l'association Ni putes ni soumises en connaît un rayon en citant Sarkozy en pleine chasse aux Roms ! Il fallait oser en France ce 28 août 2010 prétendre défendre une cause humaniste en mêlant sa voix à celle de Sarkozy et de Kouchner qui a demandé vendredi aux pays de l'Union européenne d'envisager une menace de sanctions contre l'Iran pour le pousser à épargner Sakineh Mohammadi Ashtiani, selon le journal Le Point.

L'obscurantisme entretenu par les religieux et l'ignorance des forces motrices qui sont à l'origine du développement de la société entretenue par les représentants de l'idéologie dominante concourent à maintenir l'homme dans la servitude qui a pris la forme de l'exploitation de l'homme par l'homme au détour du passage au néolithique et qui aujourd'hui porte un nom : le capitalisme.

2- Des milliers d'Israéliens ont manifesté samedi pour la libération du soldat Gilad Shalit détenu depuis 2006 à Gaza, lors d'un rassemblement à Jérusalem à l'occasion de ses 24 ans, au cours duquel a été lu un message de soutien du président français Nicolas Sarkozy.

Dans un message à cette occasion, lu par le Premier conseiller auprès de l'ambassade de France à Tel-Aviv, Alexis Dutertre, M. Sarkozy souligne sa *"détermination à oeuvrer en vue de la libération de Gilad Shalit pour qu'il revienne enfin, au plus vite, auprès de vous"*.

"Gilad n'est pas un prisonnier de guerre, car les prisonniers de guerre ont des droits. Celui de recevoir la visite d'organisations humanitaires, celui d'échanger du courrier avec leurs proches. Gilad n'a pas ces droits car Gilad -disons les choses- est un otage", y affirme-t-il.

Il dénonce *"cette manière révoltante de traiter un être humain qui suscite notre indignation collective, en Israël, en France et partout dans le monde"*.

Les manifestants ont brandi des pancartes avec l'inscription *"Nos soldats n'ont pas de prix"*. (Lepoint.fr 28.08)

La vie des Palestiniens non plus : elle ne vaut rien aux yeux des autorités israéliennes !

Erreur, le peuple Palestinien est en guerre permanente depuis 1947 contre l'occupant sioniste qui lui a volé ses terres et ses biens, et en temps de guerre la prise d'otages fait partie des multiples stratégies utilisées pour faire plier l'ennemi ou obtenir quelque chose de sa part en échange de leur libération.

Sarkozy n'aura pas manifesté la même attention envers les prisonniers de Guantanamo et il n'a pas déployé la même énergie pour dénoncer les mauvais traitements infligés par l'Etat d'Israël à ses prisonniers palestiniens, normal puisqu'il soutenait Bush et maintenant Obama, ainsi que les autorités israéliennes.

L'extrême droite donne de la voix aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

1- Plusieurs dizaines de milliers d'ultra-conservateurs américains se sont rassemblés samedi devant le Lincoln Memorial à Washington pour *"rendre son honneur à l'Amérique"* à deux mois des élections de mi-mandat.

Cette manifestation organisée par le commentateur de Fox TV Glenn Beck s'est tenue le jour même du 47e anniversaire du discours prononcé par le pasteur Martin Luther King, au même endroit, et son fameux *"I have a dream"* ("Je fais un rêve").

Beaucoup de manifestants revendiquaient leur appartenance au *"Tea Party"*, dont Sarah Palin, ancien gouverneur de l'Alaska et candidate républicaine à la vice-présidence en novembre 2008, mouvance de l'ultra-droite qui se plaint du poids de la fiscalité, fustige le *"socialisme"* et milite pour *"moins d'Etat"*.

"*Quelque chose qui dépasse l'imagination est en train de se produire. Aujourd'hui, l'Amérique commence à revenir vers Dieu*", a affirmé Beck.

"*Vous avez le même courage moral (...) que Washington, Lincoln et Martin Luther King*", a dit Palin à la foule. "*Fiers du (drapeau) rouge-blanc-bleu, pleins de reconnaissance pour les hommes et les femmes de chez nous qui portent l'uniforme, rassemblons nous, dans l'honneur, et relevons l'Amérique.*"

Une nièce de Martin Luther King, Alveda, a également pris la parole devant cette assistance très majoritairement blanche. Elle a affirmé que "*l'Oncle Martin*" aurait été certainement heureux de voir cette manifestation en l'honneur des soldats et des gens qui font du bien autour d'eux.

A quelques centaines de mètres, des dirigeants noirs, parmi lesquels le pasteur Al Sharpton, avaient organisé une contre-manifestation pour dénoncer le "*détournement*" du message de Martin Luther King par Beck et ses partisans. (Reuters 28.08)

2- Des affrontements ont opposé environ 700 manifestants anti-musulmans d'extrême droite et des centaines de policiers en tenue anti-émeute samedi à Bradford, dans le nord de l'Angleterre. Aucun blessé n'a été signalé mais la police a fait état de cinq arrestations.

Des sympathisants de la Ligue de défense anglaise ((EDL) ont jeté des bouteilles, des pierres et une bombe fumigène sur les policiers qui les tenaient à l'écart d'une contre-manifestation organisée par le groupe de gauche Unis contre le fascisme (UAF).

L'EDL dit vouloir faire barrage à une présumée progression de l'islam, de la loi coranique (charia) et de l'extrémisme islamique en Angleterre.

Bradford accueille l'une des plus grosses communautés pakistanaise de Grande-Bretagne et a été le théâtre d'émeutes entre Blancs et immigrés d'Asie du Sud en 2001. (AP 28.08)

Etats-Unis.

Les autorités antitrust américaines ont donné vendredi leur accord à l'acquisition de Continental Airlines par la maison-mère d'United Airlines, UAL. Cet accord donnera naissance à la première compagnie aérienne mondiale. (Reuters 28.08)

Le 30 août

Plus le temps de mettre les infos en bref en ligne, demain. J'ai peut-être vendu ma maison, c'est sûr à 90%, pas le prix que j'escomptais en tirer mais ce n'est pas important, je vous en reparlerai dans quelques jours.

Voici la causerie du jour. J'espère qu'elle est fidèle au marxisme dont je me suis inspiré, je l'ai écrite d'un trait sans consulter aucun ouvrage, il faut bien que je vérifie où j'en suis de temps en temps, c'est le condensé d'années d'études. J'ai fait bref parfois pour ne pas qu'elle soit trop indigeste à lire et relire peut-être. On démarre par un article de presse.

Le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani déclare dans le JDD de dimanche souhaiter durcir les conditions d'accès à l'Aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers les plus démunis, et que la déchéance de nationalité puisse toucher tous les criminels.

L'AME, gratuite, est destinée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de 3 mois, sans titre de séjour. "*Les dépenses de l'AME ont augmenté quatre fois plus vite que les dépenses du régime général ou de la CMU (Couverture maladie universelle, ndlr), ce n'est pas normal*", estime le député, cité par le JDD dans un article titré "*La surenchère continue*".

L'élu envisage donc une participation financière des bénéficiaires, soulignant que "*les Français ou les étrangers en situation régulière se voient appliquer un forfait hospitalier, pas les clandestins!*" Il justifie aussi sa démarche par les fraudes, "*nombreuses car il n'y a pas de contrôles*". "*Je pense qu'il faut que le Parlement se saisisse de cette question rapidement*", ajoute-t-il. Un fonctionnaire anonyme du ministère de la Santé, cité par le JDD, parle de "*fraudes marginales*".

Une mesure déjà mise sur la table par Bachelot

Le 16 juin, la ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait déjà dit, devant la commission des Finances du Sénat, qu'une "participation financière des bénéficiaires" s'imposait et qu'elle comptait "*la proposer dans le prochain projet de loi de Finances*" pour 2011. Les conditions d'accès à l'AME avaient déjà été durcies par la droite en 2005. Le 11 janvier 2007, le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy avait promis de maintenir la gratuité de l'AME pour "*les plus nécessiteux*".

Toujours dans le JDD, Thierry Mariani estime également qu'il "*ne voit pas pourquoi on limiterait la déchéance de nationalité aux agresseurs de policiers*", comme l'a proposé le gouvernement cet été. "*On ne peut hiérarchiser les victimes. Je pense que cette mesure doit s'appliquer quelle que soit la nature du crime*", juge-t-il. (Lepoint.fr 29.08)

Réaction de deux internautes :

- L'AME donne, aux immigrés irréguliers, plus de possibilité de se faire soigner qu'aux français, ou immigrés réguliers. Les smicards ne sont pas à la CMU et qui souvent ne peuvent se payer une mutuelle. Ceci n'est ni normal ni juste, certains ont l'impression d'être des laissés pour compte dans leur propre pays. Pourtant, il faut faire preuve de charité envers les autres.

- Il est anormal que des personnes n'ayant jamais cotisé à sécu puissent ainsi en profiter alors que tous les français qui ont toujours cotisé sont de moins en moins remboursés.

Voilà le produit de la propagande réactionnaire du gouvernement !

Notez bien que ces deux personnes ne sont certainement pas personnellement dans un des cas cités, ni smicard ni immigré illégal, dont entre nous ils n'ont strictement rien à foutre, ce qui les chagrine c'est d'être trop ponctionnés à leur goût par l'Etat, que leur petit confort matériel ou leur petite vie paisible soit menacé, et comme ils sont incapables de se retourner contre l'Etat, de le combattre sur le plan politique, il faut bien qu'ils se retournent contre quelqu'un, ici les étrangers en situation irrégulière, ailleurs les Arabes, les Roms, les Juifs, les jeunes, les vieux qui coûtent trop cher à soigner, etc.

C'est la réaction de gens, qui, parce qu'ils n'ont pas développé leur conscience politique, épousent celle que leur sert les représentants du parti de la classe dominante, rien de plus normal à ce stade puisque les idées dominantes dans la société sont les idées de la classe dominante.

C'est la réaction normale de gens qui se situent sur le terrain du capitalisme ou qui sont subordonnés au capitalisme.

A l'opposé, quand on a commencé à développer sa conscience de classe et qu'on se situe sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, on cherchera à comprendre la situation en observant le comportement de la classe dominante, puis on impliquera la responsabilité de la situation à l'Etat capitaliste, aux capitalistes eux-mêmes et à leurs représentants, ce qui est normal puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir et que la situation est le produit des rapports sociaux existant, qui eux-mêmes reposent et traduisent une inégalité et une injustice fondamentale qui a pour origine la division de la société en classes sociales.

C'est là que l'on comprend à quel point il est important, déterminant même, de faire figurer dans le programme du parti que l'objectif de notre combat est la liquidation (extinction) de la société divisée en classes sociales et de l'Etat.

Ce qu'avait parfaitement intégré Marx, Engels, Lénine et Trotsky, mais pas nos dirigeants.

La reconnaissance de la lutte des classes n'est pas suffisante ou est impuissante pour nous aider à comprendre les réactions contradictoires qui se manifestent dans la société face à une situation. Reconnaître la lutte des classes est insuffisant pour interpréter correctement la société et son évolution, elle est insuffisante pour se situer sur le terrain du marxisme, pas besoin d'être marxiste pour la reconnaître, en passant Gluckstein et Cie. devraient réviser leurs leçons.

Pourquoi, c'est très simple à comprendre : parce que la lutte des classes n'est que la conséquence et non l'origine d'une situation, des rapports sociaux existants. Son origine, c'est la division de la société en classes sociales dont les pouvoirs ne sont pas et ne peuvent pas être déclarés identiques puisque l'une possède tout et l'autre rien... Si les pouvoirs dont dispose chaque classe ne sont pas identiques, les responsabilités non plus de fait, sauf à ajouter une injustice à une injustice déjà existante. Dès lors, c'est seulement la classe qui détient le pouvoir qui est la seule responsable de la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société. Un gosse de 10 ans peut parfaitement le comprendre dès lors qu'on lui explique simplement et clairement, c'est logique et tellement simple à comprendre que cela en est déconcertant.

Cette incapacité ou refus à remonter à l'origine d'une situation, on la retrouve au quotidien dans le comportement de la totalité des partis ouvriers.

Ils s'attardent volontiers sur les conséquences de la survie du capitalisme ou ils combattent pour la défense de nos droits sociaux, mais ils se refusent ou ils se révèlent incapables de proposer une issue politique conforme aux intérêts collectifs du prolétariat, parce que nécessairement elle reposerait et intégrerait les contradictions sur lesquelles reposent l'existence du capitalisme qui conduisent le prolétariat à revendiquer le pouvoir politique et à administrer la société.

Ce que manifeste au grand jour leur incapacité de poser la question du pouvoir politique ou de l'Etat, c'est qu'ils n'ont pas saisi suffisamment les conclusions qu'il fallait tirer du développement du capitalisme, et s'ils sont incapables de les intégrer dans leurs stratégies ou de les traduire sur le plan stratégique, c'est finalement parce qu'en amont ils n'ont pas réellement saisi ou ils font abstraction ou encore parce ils

n'ont pas sans cesse à l'esprit les origines de la lutte des classes, la division de la société en classes qui a donné naissance à l'Etat.

Il faut être plus précis et aller au bout de notre analyse.

La division de la société en classes et l'Etat sont le produit du développement des forces productives parvenues un certain stade. Le développement des forces productives est donc à l'origine du processus inconscient qui a mené à la division de la société en classes et de l'Etat à une étape ultérieure. Les forces productives se développent dans le cadre d'un mode de production particulier qui lui-même permet un nouveau développement des forces productives. Lorsque celles-ci ont atteint les limites permises par ce mode de production, il faut passer à un nouveau mode de production pour qu'elles continuent de se développer, sinon c'est la société toute entière qui est menacée de régression sans fin ou de disparition, c'est l'incapacité jadis de civilisations très avancées pour leur époque de passer d'un mode de production à un autre qui explique leur disparition. C'est ainsi que trois modes de production se sont succédés depuis l'Antiquité, l'esclavage, le servage puis le salariat.

Lorsque le mode de production est devenu trop étroit pour contenir les forces productives, elles entrent en conflit avec lui et cette contradiction se traduit par l'exacerbation de la lutte de classes. Lors du passage de l'esclavage au servage, puis au salariat, chaque fois les forces productives ont continué de croître au point de constituer un point d'appui politique qui facilita le passage d'un mode de production à un autre, le passage du pouvoir politique des mains de la classe dominante à la classe dominée qui aspirait au pouvoir. Ce n'est plus le cas avec le passage du capitalisme au socialisme, les forces productives continuent de croître mais au prix d'énormes destructions, car aucune classe ne peut canaliser ou capitaliser les forces productives engendrer à la fois par le développement de la population mondiale et le mode de production capitaliste lui-même, et au lieu de constituer un point d'appui politique pour la classe dominée qui aspire à devenir la classe dominante, le prolétariat, elles constituent au contraire un obstacle à son combat pour passer à un nouveau mode de production qui libérerait ces forces productives.

L'incapacité dans laquelle nous sommes aujourd'hui de passer du mode de production capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production au mode de production socialiste basé sur la propriété collective des moyens de production, se traduit par la putréfaction de tous les rapports sociaux au sein de la société qui à terme menace jusqu'à l'existence de la civilisation humaine, puisque le capitalisme est devenu pratiquement le seul mode de production en vigueur sur tous les continents, c'est donc l'espèce humaine toute entière qui est menacée de connaître le même sort que d'anciennes civilisations autrefois fleurissantes et qui ont disparu sans laisser de traces pratiquement, en dehors de quelques vieilles pierres qui font le bonheur des archéologues ou des touristes.

Avant que le passage de l'esclavage au servage soit achevé ou celui du servage au salariat, les deux modes de production ont coexisté durant une période plus ou moins longue selon les pays ou les continents, le second avait pu commencer à se développer en absorbant le trop plein de forces productives engendrées par le premier, ce qui lui permit de se renforcer sur le plan politique et de postuler au pouvoir en se servant des positions qu'il avait acquises sur le plan économique. Lors du passage du pouvoir politique d'une classe à une autre, chaque fois la classe dominée (la bourgeoisie) s'est appuyée sur la nouvelle classe qu'elle engendrait elle-même (la classe ouvrière) ainsi que la classe exploitée par la classe dominante (la paysannerie pauvre ou les serfs).

Avec la classe des capitalistes au pouvoir, la situation ne se présente pas de la même manière ; si elle a engendré la classe ouvrière, celle-ci n'a engendré aucune classe depuis l'avènement du mode de production capitaliste. Contrairement aux féodaux et aux bourgeois qui avaient pu bénéficier du développement des forces productives pour commencer à asseoir leur pouvoir politique puis le conquérir en entraînant dans leur sillage l'ensemble des classes dominées, la classe ouvrière doit compter uniquement sur ses propres forces pour conquérir le pouvoir. Elle ne peut pas profiter des forces productives excédentaires en régime capitaliste pour commencer à asseoir son pouvoir politique et elle ne peut pas compter non plus sur une nouvelle classe qu'elle serait amenée à exploiter à son tour, puisqu'elle n'existe pas. Cela s'explique par le fait que tous les modes de production antérieures incluant le capitalisme étaient basés sur la propriété privée des moyens de production, il devait en être ainsi aussi longtemps que les forces productives ne seraient pas développées au point de pouvoir satisfaire les besoins de l'ensemble de la population mondiale, le passage d'un mode de production à un autre jusqu'au capitalisme et en l'incluant n'a jamais eu pour objectif de satisfaire les besoins de la totalité de la population mais uniquement d'enrichir la minorité de propriétaires des moyens de production.

On peut comprendre facilement pourquoi il y a incompatibilité entre une économie sociale planifiée, un mode de production basé sur les besoins de la population afin de les satisfaire, et une économie capitaliste, un mode de production basé sur l'accumulation du capital ou des richesses produites qui a pour seul objectif d'enrichir une infime minorité de la population. Ces deux modes de production poursuivent donc des buts diamétralement opposés et inconciliables, donc leur coexistence dans la société est impossible. Ils peuvent coexister pendant toute une période, mais à terme l'un doit l'emporter et l'autre disparaître, et ce qu'on observe en Chine ou au Vietnam le confirme, de la même manière que le mode de production capitaliste a existé parallèlement au servage avant que celui-ci ne disparaisse totalement, l'économie sociale planifiée coexiste dans ces pays avec l'économie capitaliste avant que celle-ci ne l'emporte si le prolétariat chinois ne parvenait pas à prendre le pouvoir dans les années à venir.

Si autrefois le passage d'un mode de production à un autre s'est nourri, puis a favorisé l'augmentation de la population mondiale et des forces productives, c'est exactement l'inverse qui se produit aujourd'hui, il existe un abîme qui ne cesse de se creuser entre l'accroissement gigantesque de la population mondiale (environ 6,8 milliards d'habitants) avec les besoins à satisfaire qui vont avec et les quelques dizaines de millions de millionnaires ou milliardaires qui s'accaparent l'essentiel des richesses produites dans le monde. Cette contradiction est explosive, et en dehors d'une guerre planétaire qui réduirait le monde en cendre ou le passage au socialisme, il n'existe pas d'autre alternative à la civilisation humaine. Ce développement exponentiel de la population au cours du XXe siècle représente l'ultime défi que le

capitalisme a à relever, tout en sachant qu'il n'en a pas les moyens, d'où tous ces peuples littéralement sacrifiés, en dresser la liste ici serait trop long. Il faut ajouter que sans la lutte de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre à travers le monde, la situation de tous les peuples seraient encore pire, car pire que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent demeurerait envisageable aussi longtemps que le capitalisme existera, en sachant qu'il ne disparaîtra jamais de lui-même.

Qu'avons-nous dit au début de cette causerie ? Que la reconnaissance de la lutte des classes ne suffisait pas et qu'il fallait se donner comme objectif et inscrire impérativement dans notre programme la liquidation (extinction) de la société divisée en classes sociales et de l'Etat. Puis nous avons vu que le développement des forces productives était à l'origine d'une part, de la division de la société divisée en classes ainsi que la naissance de l'Etat qui représente les intérêts de la classe dominante, celle qui détient les moyens de production, d'autre part du passage d'un mode de production à un autre. Qu'est-ce qui définit ou permet de distinguer le mieux les différentes classes sociales ? La place qu'elles occupent au sein des rapports de production. Et ces rapports de production sur quoi reposent-ils, qu'expriment-ils, quel en est l'origine ?

C'est le fait de posséder ou non des moyens de production pour tirer profit de la force de travail d'autrui qui détermine qu'on appartienne à la classe des exploités ou des exploités, des capitalistes ou des prolétaires, qu'on est un patron ou un ouvrier. On ne peut pas envisager de libérer les forces productives ou de les utiliser pour satisfaire les besoins de la population sans liquider le mode de production capitaliste qui les étouffe ou les transforme en forces destructrices, sans remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation qui existent entre les classes, donc sans (commencer à) remettre en cause l'existence même des classes. Si l'existence des exploités et des exploités peut se concevoir dans un mode de production basé sur l'exploitation d'une classe par une autre, en régime capitaliste par exemple, on a vu plus haut que la classe ouvrière n'avait aucune classe à exploiter, donc le passage au mode de production socialiste constituera forcément une rupture avec les modes de production antérieures, dès lors, le processus conduisant à l'extinction des classes commencera le jour même où le prolétariat détiendra tous les pouvoirs et s'attaquera aux fondements du capitalisme.

La tâche historique que la classe ouvrière a à accomplir est bien de libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais pourquoi est-ce si important d'en avoir conscience ou de l'avoir toujours à l'esprit ? Parce que c'est la seule classe capable de l'accomplir, ce qui signifie que dans notre combat quotidien, c'est uniquement ou exclusivement sur son terrain de classe indépendant que nous devons impérativement nous situer, donc pour éviter de chercher s'il n'existerait pas par hasard un autre moyen de parvenir à notre objectif, sachant qu'il faudra passer par certaines étapes avant de venir à bout de la servitude humaine et que règne le royaume de la liberté.

[Haut de page ↗](#)

Le 31 août

Tous les articles de presse du mois dans un fichier pdf avec table des matières et renvois à chaque article demain. Je repousse la parution de mon article sur le front unique après le 7 septembre, j'ai encore quelques points particuliers à étudier, notamment l'influence des partis dans les syndicats.

J'ai reçu plusieurs courriels dont un de "Pierre le cheminot". Je vais lui répondre avant de voir si je mets en ligne son courriel, car avant j'ai une précision à lui demander et une question à lui poser, à travers ses critiques je ne comprends pas l'objet de son courriel, ce qu'il veut démontrer, est-ce si important et pourquoi ?

L'autre courriel du camarade P. que je remercie chaleureusement, ne présente pas d'intérêts pour les militants, il m'a simplement écrit qu'il avait particulièrement apprécié ma causerie de dimanche, c'est encourageant et cela fait du bien parfois.

Je suis peut-être parfois un peu dur dans mes propos, cela s'explique sans doute parce que contrairement à nos dirigeants, je suis issu d'une des couches les moins favorisées de la classe ouvrière. Outre mon père qui était menuisier en bâtiment et ma mère blanchisseuse (avant son opération à la colonne vertébrale), j'ai du sang de forain qui coule dans mes veines de mes grands-parents et arrière-grands-parents du côté maternel, et j'ai commencé ma vie professionnelle comme apprenti mécanicien dans un garage avant de faire un tas de boulots.

Je n'ai donc pas été élevé dans du coton mais à la dure et je dois me faire violence en permanence pour ne pas exploser en lisant les déclarations des uns et des autres ou en prenant connaissance du triste sort qui accable quotidiennement notre classe partout dans le monde. Un intellectuel est posé et conceptualise ce qu'il voit ou entend et éventuellement ensuite il manifeste une émotion. Un ouvrier fonctionne exactement à l'inverse, du coup l'émotion qu'il a ressentie est profondément gravée en lui, il peut la conserver intacte indéfiniment, il ne s'en séparera que s'il l'estime nécessaire après coup, après réflexion. Son émotion est au départ brute de décoffrage, elle peut être excessive ou le contraire, elle est spontanée, épidermique mais pas forcément mal à propos, tandis que celle de l'intellectuelle est généralement déjà polluée pour ainsi dire par l'interprétation qu'il donne d'un fait dont il a pris connaissance, il pense avant de ressentir les choses ou simultanément, il a été formaté ainsi et il ne s'en rend même pas compte, donc on est parfois injuste dans nos critiques.

L'intellectuel présente l'avantage sur l'ouvrier de prendre du recul plus facilement sur les événements, il est plus mesuré mais cela ne présente pas que des avantages. L'inconvénient, c'est qu'il a systématiquement tendance à vouloir arrondir les angles, apaiser les querelles,

trouver un terrain d'entente, un compromis. L'ouvrier a tendance à réagir brutalement ou sèchement dans un sens ou un autre comme si chaque question présentait un danger pour sa survie, tandis que l'intellectuel adoptera un comportement en apparence stoïque ou prendra un air de penseur avant d'aborder une question délicate par exemple, comme s'il avait tout son temps et qu'il ne se tracassait pas pour sa situation personnelle à venir, quelque part la société se montre suffisamment généreuse à son égard pour qu'il conserve son sourire ou son sang froid en toutes circonstances ou presque, les compensations que lui octroie la société lui permettent de mieux supporter des épreuves difficiles, ce qui n'est pas le cas de l'ouvrier qui s'enferme rapidement dans un raisonnement à se fracasser la tête contre un mur ou à frapper plus faible que lui, sa compagne, ses gosses ou son chien.

Bref, on n'aborde pas du tout la réalité de la même manière, on n'a pas les mêmes rapports avec elle. Tiens, je ne sais même pas pourquoi je vous parle de cela ce matin ! C'est sans doute parce que j'appréhende davantage et toujours la réalité comme un ouvrier plutôt qu'un intellectuel, ce qui me va très bien, et puis je n'y peux rien ! Je pourrais prendre un autre exemple pour le démontrer. Un ouvrier va se mettre une idée en tête et ne plus en démordre, il a décidé de changer de bagnole, rien ne le fera changer d'avis, c'est pour ainsi dire acquis, ensuite seulement il va se demander comment il va faire pour financer sa nouvelle acquisition, entre temps il aura bien ancré profondément cette idée en tête, et s'il ne pouvait pas la réaliser il en serait fort malheureux. Tandis qu'un intellectuel va commencer par se demander dans quelles conditions il pourrait changer de bagnole, il va étudier tranquillement différentes hypothèses en fonction de sa situation financière et ensuite seulement il prendra posément sa décision ; je généralise pour ma démonstration car les choses ne se passent pas toujours ainsi évidemment, j'ai pris comme exemple un intellectuel qui n'a pas forcément en tête d'épater la galerie ou d'étaler son statut social.

Si les deux sont enclins à la dépression, cela ne se présente pas de la même manière. L'ouvrier aura davantage tendance à la paranoïa, s'il ne parvient pas à son objectif, cela ne vient pas de lui, la cause est extérieure ou lui est étrangère, il y a forcément quelqu'un qui en est responsable. Pour l'intellectuel aura davantage tendance à la schizophrénie, il croit en sa belle étoile et se croit supérieur aux autres, si son projet échoue c'est qu'il n'a pas tout fait pour qu'il en soit autrement, cela peut provenir de la société bien sûr, mais aussi ou surtout de lui.

Tiens je viens de trouver une chute à cette causerie, on aura une pensée au passage pour le réalisateur Alain Corneau qui nous a quitté hier suite à un cancer et dont j'avais apprécié l'ensemble de son oeuvre cinématographique, je crois qu'il avait été proche du CCI-POI : selon Trotsky, la principale qualité de Lénine était d'avoir su allier fermeté sur les principes et souplesse dans leur application, mettons la fermeté au compte de la dure réalité qu'affronte quotidiennement l'ouvrier et la souplesse au compte du talent de l'intellectuel qui dans certaines circonstances se range au côté de l'ouvrier, les deux finalement appartenant à la même classe sociale, même si leur expérience de la société n'est pas exactement la même. Lénine avait autant de l'ouvrier que de l'intellectuel, comme les marxistes qui l'avaient précédés.

Comme presque toujours quand je commence une causerie, je ne sais pas où elle va me mener, je viens d'en imaginer la suite en me disant que l'intellectuel devait se ranger derrière l'ouvrier mais ce n'est pas forcément exact, la classe ouvrière étant hétérogène et comportent de nombreuses couches, quand on parle des intérêts collectifs de la classe ouvrière, on devrait pour les définir et nous servir de guide si l'on ne veut oublier personne dans notre combat, considérer la situation ou prendre appui sur les couches les plus exploitées du prolétariat, ce qui répugne à tous les partis ou syndicats, désolé de finir ainsi sur une note désagréable, mais cela correspond hélas à la réalité.

Parti de l'ordre ou la réaction sur toute la ligne.

1- Dominique Dord, député UMP de Savoie et ex-salarié de L'Oréal, a été élu lundi trésorier de la formation présidentielle en remplacement d'Eric Woerth à l'unanimité du bureau politique du parti.

C'est le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand qui a proposé le nom de Dominique Dord en le présentant sur Europe 1 comme *"quelqu'un de particulièrement rigoureux, de sérieux, qui est engagé au service de son parti politique et qui a accepté que je propose sa candidature"*.

Un porte-parole de L'Oréal a indiqué lundi que Dominique Dord avait travaillé pour le fabricant de cosmétiques de 1985 à 1987 en tant que directeur produits.

L'intéressé a trouvé *"assez hallucinant"* qu'on puisse lui reprocher d'avoir travaillé pour L'Oréal.

Il a précisé qu'il dormait parfois chez sa belle-mère lorsqu'il séjournait à Paris. Cette dernière habite le même immeuble que Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt qui a été entendu à plusieurs reprises par la brigade financière de Paris pour le régime de la garde à vue.

"Xavier Bertrand m'a suggéré de vous dire, tant qu'à faire, pour que ça ne fasse les grands titres demain et après-demain : ils se trouve que ma belle-mère habite deux étages au-dessus d'un Monsieur qui s'appelle de Maistre", a-t-il expliqué. (Reuters 30.08)

Simple coïncidence !

2- Le gouvernement français a annoncé lundi qu'il poursuivrait et intensifierait sa politique à l'égard des Roms malgré les protestations en France et à l'international ainsi que la gêne exprimée par deux ministres.

Eric Besson a annoncé lundi un projet d'amendement à la loi sur la sécurité intérieure, dite Lopssi, pour étendre les possibilités d'expulsion en cas de «*menace à l'ordre public à l'occasion d'actes répétés de vols ou de mendicité agressive*».

Brice Hortefeux déplore l'insalubrité de certains camps, où se développent selon lui des cas de saturnisme et de tuberculose. «*Pouvons-nous accepter que des enfants grandissent dans de telles conditions ?* », s'interroge le ministre de l'Intérieur. «*Nous devons faire en sorte qu'ils vivent dans la légalité et la dignité. La France n'est pas un terrain vague.*»

Invité de France Inter, François Fillon qui a repris en main la communication de l'exécutif sur ce sujet, a dit que "*le mode de vie nomade est de moins en moins adapté à la vie d'une société moderne*". (Lefigaro.fr et Reuters 30.08)

Ces gens-là ont décidément la main sur le coeur à les entendre.

Mais dites-donc messieurs, combien de familles pauvres dans ce pays vivent encore dans des immeubles insalubres ? Combien de familles pauvres vivent actuellement dans la rue ? Cela ne les gêne pas vraiment que des enfants "*grandissent dans de telles conditions*", normal ce sont des gosses de travailleurs pauvres, qui plus est issue de l'immigration, de la graine de délinquants en puissance c'est bien connu. Bon ceux-là ils sont en règle avec vos lois scélérates, vous ne pouvez pas les expulser, ils sont de nationalité française, et pas de bol vous ne pouvez pas les faire disparaître.

Mais qui sont-ils au juste ? Les victimes innocentes de la politique du gouvernement des banquiers et de la survie du capitalisme. Qu'avez-vous fait de leur "*dignité*" ? Vous la piétinez tous les jours et lorsqu'ils se révoltent ou tentent de s'en sortir par n'importe quel moyen, vous les matraquez ou les expulsez. La légalité est de plus en plus un luxe de nos jours, ceux qui ne la respectent pas n'en ont manifestement pas les moyens. Donc, ce sont ceux qui ne leur en donnent pas les moyens qu'il faut chasser du pouvoir !

3- Le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani déclare dans le JDD de dimanche souhaiter durcir les conditions d'accès à l'Aide médicale d'Etat (AME), destinée aux étrangers les plus démunis, et que la déchéance de nationalité puisse toucher tous les criminels.

L'AME, gratuite, est destinée aux personnes de nationalité étrangère résidant en France depuis plus de 3 mois, sans titre de séjour. "*Les dépenses de l'AME ont augmenté quatre fois plus vite que les dépenses du régime général ou de la CMU (Couverture maladie universelle, ndlr), ce n'est pas normal*", estime le député, cité par le JDD dans un article titré "*La surenchère continue*".

L'élu envisage donc une participation financière des bénéficiaires, soulignant que "les Français ou les étrangers en situation régulière se voient appliquer un forfait hospitalier, pas les clandestins!" Il justifie aussi sa démarche par les fraudes, "*nombreuses car il n'y a pas de contrôles*". "*Je pense qu'il faut que le Parlement se saisisse de cette question rapidement*", ajoute-t-il. Un fonctionnaire anonyme du ministère de la Santé, cité par le JDD, parle de "*fraudes marginales*".

Les conditions d'accès à l'AME avaient déjà été durcies par la droite en 2005. Le 11 janvier 2007, le candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy avait promis de maintenir la gratuité de l'AME pour "*les plus nécessiteux*".

Toujours dans le JDD, Thierry Mariani estime également qu'il "*ne voit pas pourquoi on limiterait la déchéance de nationalité aux agresseurs de policiers*", comme l'a proposé le gouvernement cet été. "*On ne peut hiérarchiser les victimes. Je pense que cette mesure doit s'appliquer quelle que soit la nature du crime*", juge-t-il. (lepoint.fr 29.08)

Le temps où leur généreuse République octroyait des aides aux plus pauvres sous les différents gouvernements qui se sont succédés au cours de la seconde moitié du XXe siècle pour maintenir la paix sociale ou cacher cette misère que l'on ne veut pas voir, est révolu...

Quand ils en auront terminé avec tous ces boucs émissaires, ce sera notre tour !

4- Le ministre de l'Education, Luc Chatel, s'est dit dimanche "*favorable*" à ce que les élèves se lèvent à l'entrée de l'enseignant dans la classe, "*dans le cadre du respect du professeur et de l'incarnation de l'autorité*".

"*C'est le cas dans beaucoup de classes et beaucoup de professeurs pratiquent de la sorte mais ce n'est pas systématique*", a déclaré M. Chatel au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro.

"*Dorénavant, il va y avoir dans le règlement intérieur de chaque lycée et collège une charte sur les droits et devoirs. Eh bien, ça peut très bien figurer dans la charte de l'établissement*", a dit le ministre.

"*Je n'ai pas lancé d'obligation sur le sujet*", a-t-il toutefois précisé. (lepoint.fr 29.08)

Remettons les choses à l'endroit. Si les jeunes manquent de respect à un professeur ou à quelqu'un d'autre, c'est parce que leur société ne respecte pas les droits de la jeunesse ou est incapable de satisfaire leurs besoins ou aspirations.

Le principe d'autorité est déjà en soi une violation des libertés individuelles auxquelles chaque citoyen devraient avoir droit. De la même manière que l'existence de la propriété privée des moyens de production constitue une entrave ou une violation de notre droit légitime à satisfaire l'ensemble de nos besoins.

Le recours à l'autorité est aussi indispensable dans leur société que le recours à l'Etat.

Si les rapports sociaux dans la société n'était pas le reflet ou l'expression de l'existence de la société divisée en classe dominante et classe dominée, le principe d'autorité n'aurait aucune raison d'être. Le professeur ou les parents devraient remplir le même rôle que la classe dominante ou se comporter de la même manière, sauf qu'ils n'appartiennent pas à cette classe, imposer leurs points de vue aux jeunes ou aux enfant qui devraient adopter l'attitude souvent docile de la classe dominée, dans la joie et la bonne humeur de préférence, sauf que voilà, cela vient heurter de plein fouet la nature insouciante, fougueuse ou révolutionnaire de la jeunesse qui ne comprend pas pourquoi ils existent tant d'inégalités et d'injustices dans leur société et pourquoi elle devrait accepter de se priver ou d'en faire les frais.

Pour Chatel, le prof devrait se transformer en flic dans la classe. Pourquoi en sommes-nous arrivés là, à tant de violence où plus personne ne respecte les autres, ce n'est pas propre à la jeunesse, voilà la seule question qui vaut le coup d'être posée. Finalement l'Etat ou l'ordre établi ne se maintient qu'en recourant à la violence contre la classe dominée, la classe ouvrière et sa jeunesse, dans la mesure où le professeur et ses élèves appartiennent à la même classe sociale, Chatel ne fait rien d'autres que les dresser l'un contre l'autre.

Nouveau Centre.

Damien Abad, eurodéputé et ex-président des jeunes centristes, a expliqué à la presse à l'université d'été de La Grande-Motte "*que la candidature de son champion (Hervé Morin)*" devrait être considérée par Nicolas Sarkozy comme "*une bonne nouvelle*", un "*antidote à François Bayrou et Dominique de Villepin*". (lepoint.fr 29.08)

PS.

"*Nous serons prêts pour 2012 et nous ne décevrons pas*", "*nous voulons incarner une alternance crédible face à Nicolas Sarkozy*", a affirmé la patronne du Parti socialiste devant plusieurs milliers de militants (4.000 selon les organisateurs) dans un discours d'une heure et demie aux allures de programme, visant à bâtir "*Une autre France*".

Alors que les sondages témoignent d'une embellie pour le PS mais d'un déficit de crédibilité, la patronne des socialistes a déclaré : "*Nous sommes la gauche de transformation et de gouvernement*". "*Notre détermination est entière, notre combativité inentamée, notre ambition immense : nous voulons incarner demain une alternative crédible à la politique de la droite*", a affirmé Mme Aubry.

Si la première secrétaire assure qu'elle prendra la décision personnelle de se présenter ou pas avant la fin 2010, c'est forcément pour tenter de coincer DSK en le mettant sous pression, pensent-ils. Or Aubry et DSK sont censés décider ensemble qui de l'un ou l'autre sera le candidat.

Si DSK a illuminé l'université d'été par son absence, c'est aussi parce que tous les candidats à la primaire, déclarés ou potentiels, sont suspendus à sa décision. Dans l'incertitude, chacun se fait des nœuds au cerveau pour élaborer sa stratégie. Car si DSK revient, certains ont d'ores et déjà annoncé qu'ils retireraient leur candidature. C'est le cas de Pierre Moscovici. Manuel Valls laisse planer le doute. François Hollande ne veut pas y penser. Quant à Ségolène Royal, s'étant invitée d'elle-même dans le pacte Aubry-DSK, elle pourrait se retirer elle aussi: elle se dit prête à réfléchir à un «dispositif gagnant». (lefigaor.fr et lepoint.fr 30.08)

Commentaire d'un internaute : "*Moi, je suis de droite et je ne suis pas du tout inquiet au sujet de ce que fera DSK. Pleine confiance*", il a raison ! DSK... une "*alternance crédible*" pour les capitalistes !

PCF.

"*Pour les communistes, la rentrée doit être plus que jamais sur tous les fronts*", a déclaré Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lors de son discours de clôture de l'université du PCF qui se tenait à Seignosse (Landes) depuis vendredi et a réuni quelque 500 militants.

Pour le PCF, loin de tout "*exercice de politique spectacle*", "*un seul et unique objectif*" doit être poursuivi : "*affûter les idées*".

Pierre Laurent, "*ultra-mobilisé*" pour cette rentrée "*combative et constructive*", a enjoint ses camarades à poursuivre "*un seul et unique objectif*" : "*faire dominer le débat du projet*" face à la droite.

Aussi, l'idée d'un "*pacte d'union populaire*", "*programme partagé*" pour 2012, sera lancée à la fête de L'Humanité (10-12 septembre) par Pierre Laurent, Jean-Luc Mélenchon et Christian Picquet (Gauche unitaire).

"*Le problème n'est pas de rédiger entre nous un programme mais d'associer les forces syndicales, sociales et associatives*", affirme M.

Laurent.

Mais le communiste l'a souligné : "*Nous ne cherchons pas à rassembler l'extrême gauche*" mais à "*remettre au centre de gravité de la gauche les défis dont elle n'aurait jamais dû se détourner*" pour obtenir une "*majorité de gauche*" en 2012. Comme une fin de non recevoir à Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste) qui souhaite une gauche de la gauche totalement autonome du Parti socialiste (PS). (lepoint.fr 29.08)

Pour Mélenchon (lire ci-dessous), 2012 ce serait de "*l'attrape-gogo*", il ne s'y intéresserait pas, il ne veut pas passer pour un vulgaire électoraliste, c'est ce qu'il veut faire croire. Mais au fait, la fête de l'Humanité, c'est quand, dans deux semaines, donc 2012 cessera d'être un "*attrape-gogo*" à cette date, où l'art de prendre les travailleurs et militants pour des abrutis, et nous sommes polis.

Vous aurez noté que pour Pierre Laurent l'objectif de la politique du PCF ce n'est pas d'imposer un recul ou une défaite à Sarkozy sur la question des retraites, mais d'"*affûter les idées*" ou de "*faire dominer le débat du projet*" face à la droite, diable, le gouvernement à de quoi bien se tenir, il en tremble déjà d'effroi !

PG.

1- Devant quelque 400 militants réunis sur le campus universitaire de la ville de Saint-Martin-d'Hères, Jean-Luc Mélenchon a lancé un appel pour faire de la journée d'action nationale du 7 septembre portant sur la défense des retraites, "*le plus grand rapport de force que le pays n'a jamais vu*" et appelé au "*rassemblement des forces de l'autre gauche*".

"V Nous avons le devoir de nous rassembler. Et le premier rassemblement c'est la fête de l'Humanité. Ce jour-là commence la discussion d'un programme partagé entre le parti communiste, le parti de Gauche et les formations qui veulent bien se joindre à la discussion de ce programme", a-t-il souligné.

"Pas question d'avoir pour tout potage +A bas Sarkozy, vive le vote utile!+, pour ensuite se manger du Papandréou (...) Il ne faudra pas compter sur nous pour marcher au fouet. Regardez nos cous, il n'y pas de traces de laisse", a-t-il lancé.

Le leader du Parti de gauche a encore expliqué qu'il ne fallait pas se focaliser sur la prochaine élection présidentielle: "*2012, c'est de l'attrape-gogo. Pendant qu'on parle de ça, on ne parle pas du reste*". (lepoint.fr 29.08)

Commentaire d'un internaute qui doit être bien placé pour savoir de quoi il cause : "*Quelle maestria dans la démagogie de ce politique ! [...] Comme dirait le PS, aux JO des plus démagogues, il aurait la médaille d'or...*".

Il a raison, Mélenchon mérite bien la palme toutes catégories de l'opportunisme, car chacun sait qu'il fera tout pour "*battre la droite*" en 2012, traduire : se coucher devant le PS et aux diables les grands discours et les principes d'un jour ! Il a déjà pris les devants en soutenant Delanoë, lire plus loin.

Le Die Linke ne "*mange*" pas du Papandréou, il soutient le SPD, c'est en Allemagne, ce n'est pas pareil !

Alors que le PCF est "*ultra-mobilisé*" selon Pierre Laurent, pour Mélenchon le 7 septembre sera "*le plus grand rapport de force que le pays n'a jamais vu*", ajoutons-y la déclaration de Thibault qui a affirmé lundi (lire plus loin) «*nous allons tout faire pour que cette journée soit la plus impressionnante possible*», devant tant de superlatifs et de bonnes intentions qui en imposent (aux esprits faibles) nous devrions sans doute applaudir à tout rompre, pas de bol ils nous laissent de marbre, pire, nous les dénonçons comme une manoeuvre pour camoufler que pendant des mois le PCF et le PG ont refusé de répondre positivement à l'initiative du POI de mener le combat ensemble contre le gouvernement et d'appeler à une manifestation nationale à Paris pour défendre notre droit à la retraite.

Pour enfumer les militants, Laurent et Mélenchon utilisent la même méthode : seule leur déclaration du jour a de l'importance et devrait retenir notre attention, comme si tous leurs actes ou toutes leur paroles de la veille appartenaient déjà à un passé lointain dans lequel il ne faudrait surtout pas fouiller par craintes d'y trouver des contradictions à la pelle.

On vit dans une société de consommation dit-on, une société ou tout devrait connaître le même sort qu'un kleenex, on vit dans l'immédiat, de la même manière que le profit doit être impérativement réalisé à court terme, le passé et le futur ne présentent aucun intérêt, il faut absolument se focaliser sur le présent car c'est à cet instant précis en satisfaisant vos besoins que le cycle du capital s'achète et qu'un nouveau cycle va pouvoir commencer, c'est l'idéologie dominante qui impose ce mode de pensée conforme aux besoins du capitalisme, il faut que le capital circule le plus vite possible... et les idées qui lui sont subordonnées avec !

2- Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a défendu ce week-end la position du maire PS de Paris Bertrand Delanoë à propos du projet d'accord pour que l'UMP et Jacques Chirac remboursent à la ville de Paris la facture d'emplois fictifs remontant aux années 90.

Selon un projet d'accord révélé il y a quelques jours, la facture de ces emplois estimée à 2,2 M EUR sera remboursée aux trois-quarts par

l'UMP et pour un quart par l'ancien chef de l'Etat. Avec ce règlement à l'amiable avant le procès, la Ville retirerait sa constitution de partie civile.

M. Mélenchon a ajouté qu'il n'était pas "*enchanté*", "*comme beaucoup de Français*", à "*l'idée de voir un président de la République dans un prétoire*". (lepoint.fr 29.08)

Mélenchon est tellement mégalomane qu'il craint peut-être de se retrouver un jour dans cette situation s'il était élu président de la République ! A part cela Mélenchon combattrait les institutions de la Ve République ! Chirac appréciera sans doute. Alors que dire de la "*triste*" fin de Louis XVI ou de Nicolas II ! Abominable erreur sans doute pour ce minable.

Retraites.

1- Etablir 62 ans comme âge de départ à la retraite en France d'ici à 2018, au lieu de 60 ans aujourd'hui, revient à retenir un "*âge de raison*", estime le ministre du travail, Eric Woerth, dans un entretien accordé au *Figaro*. (Lemonde.fr 30.08)

Menteur va, il n'y a pas d'âge ! D'ailleurs, n'avez-vous pas déjà prévu de repousser l'âge du départ à la retraite en 2020 ?

La preuve : "*Après Bernard Giraudeau en juillet, le cinéma français est à nouveau frappé par une perte cruelle. Avec Alain Corneau disparaît un très grand réalisateur, vaincu lui aussi dans la force de l'âge par la maladie*", peut-on lire dans un communiqué du président de la République. (Reuters 30.08)

Alain Corneau n'avait que 67 ans, un peu moins Giraudeau je crois, "*vaincu dans la force de l'âge*" ou un "*âge de raison*", ne travaillait-il pas encore à 67 ans ? Alors bande de fainéants, vous pourriez en faire autant, non ?

2- Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, assure que le gouvernement ne sera "*pas au bout de ses peines s'il persiste après le 7 septembre*", journée de mobilisation contre le projet de loi de réforme des retraites, dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de lundi.

"*Nous allons tout faire pour que cette journée soit la plus impressionnante possible et que le président de la République prenne enfin la véritable mesure de la situation*", affirme le leader cégétiste.

Bernard Thibault prévient que, "*si malgré cela, Nicolas Sarkozy reste sourd, nous envisagerons des suites rapidement*", précisant que les syndicats feront "*le point dès le 8 septembre*" avec, du côté de la CGT, "*des assemblées générales de personnel dans un maximum d'endroits*". (20minutes.fr 30.08)

Belgique. Crise politique.

Chargé le 9 juillet de mener les discussions pour la formation d'une coalition gouvernementale, Elio Di Rupo était depuis quelques jours dans une situation de blocage, les divergences entre partis flamands et francophones restant insurmontables.

Dimanche, le président du PS "*a demandé au roi d'être déchargé de sa mission*", a indiqué le palais royal dans un communiqué, à l'issue d'une audience de plus de trois heures. (lepoint.fr 29.08)

[Haut de page ↗](#)